

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°269

AOÛT 2007

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

LE KURDISTAN IRAKIEN Á NOUVEAU MANACÉ PAR ANKARA ET TÉHÉРАН

LA COMMUNAUTÉ YÉZIDIE VICTIME DES PIRES ATTENTATS DANS LE MONDE DEPUIS LE 11 SEPTEMBRE 2001

TURQUIE : ABDULLAH GUL ÉLU PRÉSIDENT PAR LE PARLEMENT TURC

VISITE OFFICIELLE DU PREMIER MINISTRE IRAKIEN EN TURQUIE ET EN IRAN

IRAN : CAMPAGNE DE SOUTIEN POUR LES DEUX JOURNALISTES KURDES CONDAMNÉS Á MORT

UN NOUVEAU PROCESSUS DE RÉCONCILIATION NATIONALE EN IRAK

AINSI QUE...

LE KURDISTAN IRAKIEN Á NOUVEAU MANACÉ PAR ANKARA ET TÉHÉРАН

PAR crainte d'une incursion militaire turque, des dizaines de familles chrétiennes réfugiées au Kurdistan irakien ont repris le chemin de l'exode. En juin, l'Irak avait officiellement protesté contre un bombardement turc de villages de Sharansh de la province de Douhok. Cette région est le théâtre depuis plus d'un an d'affrontements réguliers entre l'armée iranienne et des combattants kurdes du parti de la vie libre au Kurdistan (PEJAK), un groupe proche du PKK.

Depuis la chute d'un hélicoptère iranien, de nombreux civils kurdes qui vivaient sur le Mont Qandil ont décidé de redescendre à dos de mule, quittant leurs villages pour se réfugier dans la vallée, dans des abris de fortune hors de portée des canons iraniens.

Le 25 août, un hélicoptère de l'armée iranienne s'était écrasé dans les montagnes de Qandil, dans le nord-ouest de l'Iran, près de la frontière irakienne, provoquant la mort de six Gardiens de la révolution. Les

combattants kurdes ont affirmé que l'appareil avait explosé en se posant sur une mine, tandis que l'armée iranienne incriminait le mauvais temps. Qalaa Diza, en territoire kurde d'Irak, se trouve près de la province iranienne d'Azer-baïdjan occidentale, peuplée majoritairement de Kurdes. Plusieurs centaines de villageois des montagnes du Kurdistan irakien ont donc pris le chemin de l'exode pour échapper aux bombardements de l'armée iranienne. « Quelque 150 familles ont fui huit villages. Nous sommes très inquiets quant à la situation dans la zone. Si les bombardements se poursuivent, nous devons peut-être décréter l'état d'urgence », a, le 22 août, déclaré Hussein Ahmed, chef du district de Qalaa

Diza. « Il y a eu aujourd'hui des tirs d'artillerie à Hadj Oumran, sur le Mont Qandil. Deux obus sont tombés dans la nuit », a précisé Ahmed Qader, le responsable du district d'Hadj Oumran.

L'Irak a, le 30 août, demandé publiquement à l'Iran de mettre un terme à ses tirs d'artillerie réguliers qui visent des zones frontalières. Bagdad a prévenu que la poursuite des bombardements pourrait affecter les relations entre les deux voisins. Les tirs iraniens « sont malheureusement devenus quotidiens ou habituels », a déploré le ministre irakien des Affaires étrangères Hochiar Zebari. « Nous avons convoqué récemment l'ambassadeur iranien et nous lui avons remis une lettre de protestation ». L'Irak « demande la cessation immédiate de ces attaques » qui touchent des innocents et « provoquent des dommages aux biens, à l'environnement de la zone et ont aussi conduit beaucoup de gens à fuir leur maison ».

Pourtant, le Kurdistan continue à être une terre d'accueil pour beaucoup de réfugiés. Des Arabes sunnites irakiens affluent à Souleimaniyeh pour échapper aux violences et trouver un havre de paix au sein d'une communauté kurde pourtant sauvagement réprimée par le régime de Saddam Hussein. Des centaines de familles s'entassent dans un camp de fortune sur un terrain vague de la banlieue de cette ville. « Depuis 18 mois, 3.672 familles, soit environ 18.500 personnes, se sont installées à Souleimaniyeh. Et il y a aussi 12.000 célibataires venus chercher du travail », explique Mahmoud Othman, le responsable des services de recensement de la ville. Selon lui, 70% des arrivants sont des Arabes sunnites. Des associations comme le Croissant rouge ou des organisations caritatives kurdes ont fourni tentes, eau, nourriture, vêtements et couvertures. Plus d'une cen-

taine de réfugiés ont un doctorat et 5.500 sont étudiants, selon le recensement.

De plus, Nimroud Youkhan, le ministre du Tourisme, qui dispose de 417 fonctionnaires, nourrit des projets ambitieux, plus d'hôtels et davantage de compagnies aériennes. Les ambitions de Youkhan et même la simple existence d'un ministère du tourisme témoignent d'une grande confiance dans l'avenir du Kurdistan, tout comme les projets immobiliers ambitieux qui y sont envisagés. A portée de l'aéroport d'Erbil, la chaîne hôtelière de luxe Kempinski construit un établissement et la nouvelle Cité de Naz dresse ses tours d'habitations de 14 étages dotées d'un accès à l'internet haut débit.

Le Conseil des investissements, agence gouvernementale, dit avoir approuvé

jusqu'à présent pour plus de 3,5 milliards de dollars de projets. Mais les conseils diffusés par les gouvernements étrangers à leurs ressortissants qui voyagent entravent les efforts de promotion du Kurdistan. Ainsi, le département d'Etat américain ne fait aucune différence entre le Kurdistan et le reste de l'Irak, déconseillant fortement aux Américains de s'y rendre. D'autres pays, comme le Danemark, le Japon, l'Autriche, la Suède et les Pays-Bas, ont néanmoins rayé le Kurdistan de la liste des destinations dangereuses, se félicite Falah Moustafa Bakir, chef du département des relations extérieures du gouvernement régional du Kurdistan. L'opérateur britannique Hinterland Travel a organisé en mai pour des quinquagénaires et sexagénaires aventureux un voyage dans les trois provinces kurdes.

LA COMMUNAUTÉ YÉZIDIE VICTIME DES PIRES ATTENTATS DANS LE MONDE DEPUIS LE 11 SEPTEMBRE 2001

SELON les statistiques officielles, avec 1.773 morts, les pertes civiles irakiennes ont progressé de 7% en août. Ce bilan, qui provient de différents ministères, s'élevait à 1.653 morts le mois précédent. Les chiffres officiels font par ailleurs état de 87 tués dans les rangs de la police et de l'armée nationales, alors que 224 avaient trouvé la mort en juillet. L'armée américaine a quant à elle perdu 81 hommes en août, un chiffre comparable à celui du mois précédent, selon le décompte établi sur le site internet icasualties.org. D'avril à juin, l'US Army a enregistré une centaine de morts par mois. Washington impute cette baisse à l'arrivée des 30.000 hommes dépêchés en renfort. Au total, plus de 3.700 soldats américains ont été tués en

Irak depuis le début du conflit. Du côté des « terroristes », le gouvernement irakien fait état de 472 tués et 2.019 capturés en août.

L'attaque la plus meurtrière qu'ait connue le pays depuis la guerre de 2003 a touché la minorité religieuse kurde yézidie. Le 14 août, des attentats aux camions piégés ont lourdement touché cette communauté. Plus de 500 morts ont été recensés par le Croissant-Rouge alors que les autorités locales ont fait état de 344 tués et 70 disparus. Quatre camions piégés ont explosé dans les villages d'Al-Khataniyah et d'Al-Adnaniyah, deux villages situés dans la région de Sinjar, dans l'ouest de la province de Ninive à 370 km au nord de Bagdad, essentiellement peuplés par des Yézidis. Le directeur des

opérations du ministère, le général Abdel Karim Khalaf a déclaré que les camions étaient bourrés de deux tonnes d'explosifs. Ces attentats, imputés par l'armée américaine à la branche irakienne de l'organisation Al-Qaïda, ont massacré des familles entières de la minorité kurde des Yézidis.

Ces attentats constituent les attaques les plus meurtrières depuis le renversement de Saddam Hussein il y a quatre ans, mais il s'agit aussi des pires attentats dans le monde depuis les 2.973 morts du 11-Septembre 2001 aux Etats-Unis. La communauté yézidie, estimée à quelque 500.000 membres, est une minorité religieuse kurdo-phonie installée dans le Kurdistan. Par ailleurs, quatre policiers kurdes ont péri le 26 août et huit autres ont été blessés dans la province de Diyala, dans ce qui est appelé de « tirs amis » impliquant l'aviation américaine. Les forces kurdes ont été déployées dans la province de Diyala, principalement au nord de Baqouba, à la demande des forces de la coalition pour combattre le terrorisme. Le gouvernement régional du Kurdistan a demandé une enquête. Les Etats-Unis disposent actuellement de leurs plus gros effectifs militaires en Irak depuis le début de la guerre, avec quelque 162.000 militaires déployés dans ce pays, selon le Pentagone. Si les effectifs militaires américains en Irak varient beaucoup, le précédent pic remontait à janvier 2005 avec un peu plus de 161.000 soldats. Il correspondait à la tenue des élections nationales en Irak.

D'autre part, l'Armée du Mehdi, milice de Moktada al Sadr, a, le 29 août, annoncé la suspension de toutes « ses actions armées » pendant une période de six mois. Moktada al Sadr a ordonné à la milice de suspendre ses activités après des affrontements entre groupes chiïtes qui ont fait 52 morts dans la ville sainte de Kerbala et provoqué l'évacuation de centaines de milliers de pèle-

rins. Dans la nuit du 28 août, les violences entre chiïtes se sont propagées au-delà de Kerbala. Des hommes armés ont attaqué dans au moins cinq villes du pays des

locaux du puissant Conseil suprême islamique d'Irak (CSII), parti chiïte, dont certains ont été incendiés.

TURQUIE : ABDULLAH GÜL ÉLU PRÉSIDENT PAR LE PARLEMENT TURC

L'ANCIEN ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gül, a, le 28 août, été finalement sans surprise élu président de la République turque par le Parlement turc. Fort de son succès électoral, le Parti de la justice et du développement (AKP), avait, le 13 août, de nouveau présenté Abdullah Gül comme candidat à la présidence turque. Cette désignation qui avait déjà provoqué au printemps une grave crise institutionnelle entre l'AKP et l'armée turque, est à l'origine d'élections anticipées remportées à la majorité absolue le 22 juillet dernier par l'AKP.

La future Première dame de Turquie portera le voile, pourtant prohibé à l'Université et dans les administrations publiques, relançant le débat sur la place de ce symbole islamique dans un État qui se veut strictement laïc. Hayrûnisa Gül, mariée depuis 27 ans à Abdullah Gül, avait saisi la Cour européenne des droits de l'Homme, lorsque son mari était ministre des Affaires étrangères, parce qu'elle s'était vue interdire l'accès à l'université en raison de son foulard. La procédure avait finalement été abandonnée en 2004 après que la Cour eut débouté une jeune Turque voilée qui contestait cette interdiction strictement appliquée en Turquie. Le couple Gül a une fille, Kübra, qui est aussi voilée. Elle a fait partie pendant quatre ans de celles qui ont dissimulé cette pièce d'étoffe sous une perruque, une façon de permettre aux étudiantes musulmanes militantes de trans-

gresser l'interdiction du port du foulard dans les universités. Le voile, un symbole identitaire fort chez les électeurs de base de l'AKP et la polémique autour du fait de savoir si un homme dont l'épouse arbore le voile islamique peut prétendre aux plus hautes fonctions ne date pas d'hier. L'armée procède régulièrement à des purges d'islamistes de ses rangs et les femmes des officiers ne peuvent porter le foulard. En revanche, nombre d'épouses de dirigeants de l'AKP sont voilées, à l'instar de celle du premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Selon un comptage effectué par le journal Hürriyet, les épouses de 235 députés (sur 550) du nouveau Parlement issu des législatives du 22 juillet sont voilées. Mme Gül ne sera cependant pas la première à se présenter avec cette coiffe au palais présidentiel de Cankaya. En effet, Latife Ussaki, l'éphémère épouse d'Atatürk, se couvrait la tête aux débuts de la république fondée en 1923, avant de se dévoiler avec les réformes laïques.

Avant de procéder à l'élection du président turc, le nouveau Parlement turc s'était, le 4 août, réuni pour la première fois pour une cérémonie de prestation de serment. En 1991, au cours d'une cérémonie inaugurale restée dans l'histoire, Leyla Zana, la première femme kurde à entrer au Parlement, avait stupéfié les députés en leur adressant un message de paix en langue kurde. Trois ans plus tard, Mme Zana et trois de ses collègues étaient condamnés à 15 ans de

prison -ils en purgeront dix- pour « soutien à une organisation terroriste ». Aucun des nouveaux députés kurdes n'a réédité le défi de Mme Zana. Le chef du parti de la société démocratique (DTP), Ahmet Turk, a déclaré sur la chaîne d'information CNN-Turk : « Nous voulons participer à l'élaboration d'un processus pacifique et démocratique (...) dans un esprit de conciliation et de dialogue: c'est avec ces sentiments que nous voulons accomplir notre mission dans ce Parlement ». Dans

l'hémicycle, M. Türk, imité par d'autres députés DTP, est allé jusqu'à serrer la main du président du Parti de l'action nationaliste (MHP, ultra-nationaliste), Devlet Bahçeli, pourtant partisan d'une guerre sans pitié contre le PKK. Köksal Toptan, un conservateur modéré, candidat du gouvernement susceptible d'accommoder l'opposition nationaliste, a, le 9 août, été élu à la présidence du Parlement turc dès le premier tour de scrutin

distan d'Irak. L'armée turque demande depuis avril une autorisation politique pour lancer une opération transfrontalière afin de mener une incursion militaire au Kurdistan irakien. Huit combattants kurdes ont été tués le 29 août lors de combats dans les affrontements dans la province de Siirt, près de la localité de Pervari. Deux autres combattants kurdes ont été tués la veille lors de combats dans la province de Van. L'un des plus meurtriers combats depuis plusieurs mois a eu lieu le 25 août dans une zone rurale proche de la localité d'Uludere, dans la province de Sirnak. Deux soldats turcs et 10 combattants kurdes dont deux femmes y ont été tués lors de combats, selon les autorités turques. Par ailleurs, les forces de sécurité ont lancé une opération de ratissage dans plusieurs provinces kurdes. Le 18 août, un soldat turc et deux combattants kurdes ont été tués dans des heurts survenus dans la province de Hakkari. Douze soldats turcs ont, le 12 août, été blessés par l'explosion d'une mine télécommandée sur une route de la province de Siirt au moment du passage de deux véhicules militaires. Un soldat turc avait été tué le 7 août par l'explosion d'une autre mine près de la localité de Yüksekova, dans la province de Hakkari. Le 5 août, un combattant du PKK a été abattu par les forces de sécurité dans province de Sirnak et la veille, trois soldats turcs ont été tués lors de l'explosion d'une mine dans la province de Diyarbakir.

VISITE OFFICIELLE DU PREMIER MINISTRE IRAKIEN EN TURQUIE ET EN IRAN

LE Premier ministre irakien Nouri al-Maliki est arrivé le 7 août à Ankara accompagné d'une délégation de 30 personnes, dont le ministre des Affaires étrangères Hoshyar Zebari. M. Maliki a rencontré son homologue Recep Tayyip Erdogan et le président Ahmet Necdet Sezer avant de quitter la Turquie pour se rendre le lendemain en Iran. La Turquie, dont les entreprises de BTP et de transport sont déjà présentes en Irak, souhaite investir dans le secteur énergétique irakien. Selon le ministre turc de l'Energie, Hilmi Guler, la Turquie et l'Irak construiront des centrales électriques, l'une en Irak et l'autre en Turquie. L'accord prévoit également une coopération sur le développement et la rénovation des lignes électriques, ainsi que dans le domaine de la recherche pétrolière.

Les autorités turques ont également demandé au chef du gouvernement de Bagdad d'agir contre les combattants kurdes du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) basés en Irak alors même que la marge de manœuvre de Maliki est considérablement réduite par la situation sécuritaire en Irak et par la crise à laquelle est confronté son gouvernement. La Turquie et l'Irak ont conve-

nu de signer un document prévoyant de lutter contre le PKK. Une délégation irakienne est attendue ultérieurement à Ankara pour discuter avec les autorités turques des détails de cet accord puisque le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a refusé de signer l'accord avant qu'elle ne soit soumise au vote du Parlement irakien.

Pour sa part, le Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan, Nechirvan Barzani, a, le 7 août, minimisé les différends avec Ankara. Les troupes turques se trouvent dans l'enclave kurde avec le consentement des autorités locales, a déclaré M. Barzani lors d'une conférence de presse à Erbil, capitale régionale. M. Barzani a exhorté tous les dirigeants politiques kurdes à discuter avec la Turquie afin de mettre un terme à ce différend sur le PKK. « Nous espérons que la visite (de M. al-Maliki) sera un début pour résoudre tous les problèmes. Nous sommes prêts à discuter avec la Turquie n'importe quand », a-t-il ajouté.

Les affrontements ont augmenté depuis le début de l'année et la Turquie a déployé des forces le long de la frontière et menace de lancer une opération militaire dans le Kur-

Quelque 1.500 membres des unités spéciales de la gendarmerie, corps d'armée en Turquie, ont mené dans la province de Tunceli des opérations de ratissage soutenues par des hélicoptères de combats. Le 3 août, deux combattants kurdes du PKK ont été tués et deux soldats blessés lors d'opérations de l'armée portant à huit le nombre de combattants kurdes tués en deux jours d'opérations dans la province de

Tunceli. D'autre part, environ 350 membres d'une unité commando turque opposée au PKK ont pénétré dans la nuit du 5 août sur le territoire du Kurdistan irakien. Des villages des environs de la ville de Zakho ont été pris pour cible par l'artillerie turque dont les tirs n'ont toutefois pas fait de blessés.

Par ailleurs, Nouri al Maliki, s'est également rendu en Iran pour des entretiens portant sur la sécurité en Irak. M. Maliki est arrivé le 8 août à Téhéran au surlendemain de la première réunion à Bagdad d'une commission irako-américano-iranienne chargée d'améliorer la coopération en vue de stabiliser le pays. Cette commission a été mise sur pied dans la foulée de discussions détermi-

nantes, tenues en mai et en juillet, également à Bagdad, entre Américains et Irakiens. Il s'agissait des réunions de plus haut rang à avoir lieu entre des représentants des deux pays, qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis la révolution islamique de 1979. Le Premier ministre irakien a notamment rencontré le président iranien et plusieurs autres hauts responsables. Mahmoud Ahmadinejad a déclaré au Premier ministre irakien Nouri al-Maliki que Téhéran et Bagdad partagent « une lourde responsabilité » dans l'établissement de la paix et la sécurité de la région. Sa venue en Iran coïncide avec une réunion internationale sur la sécurité en Irak qui s'est ouverte à Damas.

un communiqué déplorant les tortures dont ont été victimes les deux journalistes.

Leur condamnation à mort a été critiquée par les Etats-Unis, l'Union européenne et la France. Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a, le 1er août, exprimé sa « vive préoccupation » après la condamnation à mort contre ces deux journalistes kurdes et demandé que cette sentence ne soit pas appliquée. « J'ai appris avec la plus vive préoccupation la condamnation à mort de deux journalistes iraniens d'origine kurde », déclare le chef de la diplomatie française dans un communiqué. « La France, pleinement engagée avec ses partenaires de l'Union européenne en faveur de l'abolition universelle de la peine de mort, appelle les autorités iraniennes à ne pas exécuter cette peine », ajoute-t-il. M. Kouchner appelle également Téhéran « à respecter la liberté d'expression et de la presse conformément à ses obligations internationales ». L'Union européenne a, le 3 août, demandé à Téhéran de ne pas exécuter les deux journalistes kurdes et leur assurer « un procès équitable », selon un communiqué de la présidence portugaise de l'UE. « L'UE engage la République islamique d'Iran à surseoir à l'exécution de MM. Adnan Hassanpour et Abdolvahed Boutimar et à faire en sorte que les deux accusés aient droit à un procès équitable, conformément au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que l'Iran a ratifié », souligne le communiqué. Plus généralement, l'UE s'est dite « profondément préoccupée par la série d'exécutions collectives publiques qui ont eu lieu dans plusieurs régions de l'Iran le mois dernier ainsi que par le nombre croissant de condamnations à mort prononcées ». Le ministère italien des Affaires étrangères a fait part le 2 août de sa « forte inquiétude » et a indiqué être également « très préoccupé » par la condamnation à mort

IRAN : CAMPAGNE DE SOUTIEN POUR LES DEUX JOURNALISTES KURDES CONDAMNÉS À MORT

L'ORGANISATION de défense de la liberté de la presse Reporters sans frontières (RSF) a, le 1er août, lancé une pétition pour demander la libération de deux journalistes kurdes condamnés à mort en Iran. La justice iranienne a, le 16 juillet, confirmé la condamnation à la pendaison d'Abdolvahed Bohimar et d'Adnan Hassanpour « pour être mohareb », ce qui signifie en persan « ennemis de Dieu ». RSF demande également la libération du journaliste Farshad Gorbanpour, placé en détention le 31 juillet pour des motifs « non révélés », et de l'ancien rédacteur en chef du quotidien Jomhouriat Emadoldin Baghi, condamné le même jour à trois ans de prison pour « action contre la sécurité nationale » et « publicité en faveur des opposants contre le régime ». Selon l'organisation, onze journalistes et cyberdissidents sont actuellement emprisonnés en Iran. La pétition est ouverte à la signature

sur le site <http://www.rsf.org>. Les deux journalistes kurdes ont entamé une grève de la faim il y a plus d'un mois, selon l'un des avocats. « Ils sont en grève avec de l'eau seulement », a déclaré le 20 août Me Nikhbakht, qui a vu les condamnés il y a deux jours a « réalisé qu'ils sont dans un état de grande faiblesse ». Me Nikhbakht a aussi transmis ses observations à l'Association pour la défense des droits des prisonniers, qui a expliqué dans un communiqué que « leurs exigences sont limitées et peuvent être satisfaites. Ils souhaitent être transférés dans les quartiers communs de la prison et pouvoir rencontrer leurs familles et avocats ». Des campagnes de soutien ont été lancées au Kurdistan. Une quinzaine de militants turcs des droits de l'Homme ont protesté le 1er août devant le consulat d'Iran à Istanbul. Les manifestants, réunis à l'instigation de l'Association des droits de l'Homme (IHD) ont lu devant le consulat

des deux journalistes kurdes, dans un communiqué. « Le ministère des Affaires étrangères a fait part au responsable-adjoint de mission de l'ambassade d'Iran à Rome, Hossein Mafi Moghaddam, durant un entretien qui s'est déroulé au ministère, la forte inquiétude de l'Italie concernant les exécutions qui ont eu lieu ces dernières semaines dans le pays », ont indiqué les services de Massimo D'Alema. Le ministère déplore « la référence également faite aux accusations d'homosexualité qui figurent parmi les chefs d'inculpation » des personnes ayant été pendues. Les Etats-Unis ont, le 15 août, également indiqué que la condamnation à mort des deux journalistes illustre la volonté de Téhéran de « bafouer les droits de ses citoyens ». Dans un communiqué, le porte-parole du département d'Etat Sean McCormack fustige la sentence infligée. « En condamnant le journaliste Adnan Hassanpour et l'auteur et militant écologiste Abdolvahed (Hiwa) Boutimar à mort à l'issue d'un procès biaisé, le gouvernement iranien a une nouvelle fois montré sa volonté de bafouer les droits de ses citoyens et d'ignorer les principes de base d'un comportement acceptable au niveau international », a déclaré M. McCormack.

Au moins 177 personnes ont été exécutées en 2006, selon Amnesty International qui précise que l'Iran est avec la Chine et le Pakistan l'un des trois pays qui a le plus recours à la peine de mort dans le monde. Deux hommes reconnus coupables d'avoir assassiné un haut magistrat iranien en 2005 ont été pendus le 2 août à Téhéran devant une foule venue assister aux premières exécutions publiques dans la capitale depuis cinq ans. Dix autres personnes avaient été pendues la veille en Iran, dont sept en public à Machhad (nord-est). Un Iranien, condamné à mort « pour le meurtre de sa belle-mère », a été pendu à Babolsar, a rapporté le 12 août le quotidien *Etemead Melli*.

Le condamné a été pendu sur la place Bas-sidj de la ville. Cette exécution porte à au moins 157 le nombre de condamnés exécutés en Iran depuis le début de l'année, la plupart par pendaison et souvent en public, selon un décompte effectué par l'AFP à

partir d'informations de presse et de témoignages. La trahison, l'espionnage, le meurtre, l'attaque à main armée, le trafic de drogue, le viol, la sodomie, l'adultère, la prostitution et l'apostasie sont passibles de la peine de mort en République islamique.

UN NOUVEAU PROCESSUS DE RÉCONCILIATION NATIONALE EN IRAK

LE bureau du président irakien Jalal Talabani a, le 27 août, annoncé dans un communiqué que les dirigeants chiïtes, sunnites et kurdes d'Irak se sont engagés à relancer le processus de réconciliation nationale en acceptant de résoudre les problèmes clés qui les opposaient. Les dirigeants ont accepté de réduire les restrictions concernant les anciens membres du parti Baas de l'ancien dictateur Saddam Hussein, d'organiser des élections régionales — une demande de Washington — et d'aider les forces de sécurité à mettre fin à la violence, précise le communiqué. Le Premier ministre Nouri al-Maliki, le président irakien Jalal Talabani, le vice-président Tarek al-Hachémi, le vice-président Adel Abdel Mehdi et le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, ont fait une rare apparition à la télévision après la diffusion du communiqué. Ce dernier effort pour sortir le pays de la crise politique survient après d'intenses pressions des autorités américaines et deux semaines avant la présentation devant le Congrès des Etats-Unis d'un rapport sur l'Irak par l'ambassadeur américain à Bagdad, Ryan Crocker, et le chef des forces de la coalition sur place, le général David Petraeus.

Selon cet accord, une loi, qui doit encore être approuvée par le Parlement, remplacera la loi de débaasification adoptée en 2003 à

l'initiative de Washington, et permettra aux anciens membres du parti Baas de réintégrer des postes à responsabilité de l'armée, des institutions et de la fonction publique. La réhabilitation des anciens baasistes était exigée fermement par le bloc politique sunnite. Les dirigeants irakiens ont également accepté l'organisation d'élections régionales et la poursuite du dialogue sur des questions qui les divisent comme la réforme constitutionnelle et la loi sur le pétrole. La présence du vice-président al-Hachémi, pilier du groupe politique sunnite, ne présage cependant pas un retour de fait du bloc sunnite au sein du gouvernement. Le gouvernement irakien est paralysé depuis plusieurs mois par des querelles intestines entre sunnites et chiïtes qui ont provoqué le départ ou le boycottage de 17 des 40 ministres. Le 6 août, les ministres de la Liste nationale irakienne, des laïcs proches de l'ancien Premier ministre Iyad Allaoui, ont annoncé le boycottage du gouvernement. Le 1er août, les six ministres du Front, principal bloc sunnite au gouvernement avec 44 des 275 sièges, avaient remis leur démission au Premier ministre, à l'issue d'un mois de désaccord. Avant eux, en juin, cinq ministres, alliés au dirigeant radical chiïte Moqtada Sadr, avaient démissionné. Les partis chiïtes et kurdes avaient, le 16 août, décidé de former une nouvelle alliance pour ten-

ter de sortir l'Irak de la crise politique, mais sans obtenir la participation immédiate des sunnites. La nouvelle alliance comprenait quatre partis et rassemblait 108 sièges sur 275 au Parlement.

Par ailleurs, pressée par les Etats-Unis de s'engager davantage dans la stabilisation de l'Irak, l'ONU a, le 10 août, accepté d'y jouer un rôle accru. Adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité, la résolution 1770 confère à la Mission d'assistance de l'ONU en Irak (Manui) un champ d'action étendu, « si les circonstances le permettent », dans des domaines variés: politique, diplomatique, humanitaire, droits de l'homme. Ces activités constituent le quotidien de l'organisation internationale, mais le plus souvent dans des situations post-conflituelles. Le nombre des personnels internationaux de l'ONU autorisés à résider en territoire irakien, sur les quelque 300 que compte la Manui, est plafonné à 65. Et qu'actuellement, seuls 55

personnels y résident effectivement, dont 5 à Erbil et 50 à Bagdad, pour l'essentiel confinés à l'intérieur de la Zone verte. Encore traumatisé par l'attentat du 19 août 2003 contre le quartier général de l'ONU à Bagdad, qui avait tué 22 employés de l'ONU, dont le représentant spécial, le Brésilien Sergio Vieira de Mello, le personnel de l'Organisation a réagi par avance à la résolution 1770.

Un des architectes de la résolution 1770, l'ambassadeur américain Zalmay Khalilzad, a indiqué que ce vote à l'unanimité montrait « qu'une page avait été tournée dans l'histoire du rôle du Conseil de sécurité en Irak », faisant référence au refus de ce dernier de légitimer l'intervention militaire en 2003. « Cette résolution souligne le sentiment de plus en plus partagé que tout ce qui se passe en Irak a des conséquences non seulement pour la région, mais aussi pour le monde entier », a ajouté le diplomate américain.

lion d'Irakiens se sont réfugiés en Syrie, dont un grand nombre d'anciens agents des forces de sécurité de Saddam Hussein accusés par Bagdad de prêter main-forte à la guérilla irakienne. De source diplomatique à Damas, on estime que la Syrie est jusqu'à présent délibérément restée vague sur sa politique en Irak en espérant une contrepartie des Etats-Unis à sa possible coopération - comme un allègement des sanctions américaines dont elle fait l'objet ou des pressions sur Israël pour qu'il accepte de restituer le Golan.

● ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA AU KURDISTAN. Le Directeur des affaires sanitaires de la province de Souleimaniyeh, Sherko Abdallah, a, le 30 août, annoncé que six personnes ont succombé à une épidémie de choléra dans la province kurde de Souleimaniyeh, et les hôpitaux de la région traitent 2.000 cas suspects. Au cours de la seule journée du 28 août, 250 personnes présentant des symptômes tels que des vomissements ou de la diarrhée ont été hospitalisées et 102 autres ont encore été admises le lendemain dans des hôpitaux, selon le directeur.

AINSI QUE...

● DAMAS ACCUEILLE UNE RÉUNION INTERNATIONALE SUR LA STABILISATION EN IRAK AVEC LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DES ETATS-UNIS. Damas a accueilli les 8 et 9 août une réunion internationale sur la stabilisation de la situation en Irak avec la participation exceptionnelle des Etats-Unis. Outre les Etats-Unis, l'Irak et la Syrie, la Jordanie, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Koweït, et l'Iran ont participé à cette rencontre, qui a évoqué la sécurisation des 360 km de frontière irako-syrienne et le contrôle des réseaux baassistes irakiens implantés sur le sol syrien depuis la chute du régime de Saddam Hussein, en 2003. Cette rencontre

est la suite logique de la première rencontre en deux ans entre responsables syriens et américains, qui a eu lieu en mai en marge d'une conférence en Egypte. Washington accuse la Syrie de laisser activistes et armes s'infiltrer en Irak à partir de son territoire.

La délégation syrienne comprend Mohamad Mansoura, chef de la section des renseignements en charge de la sécurité politique. L'Iran a envoyé un groupe de 15 diplomates et officiers du renseignement, et les Etats-Unis une équipe de diplomates des ambassades de Damas et Bagdad.

Depuis l'intervention en Irak, près d'un mil-

A Genève, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué que 35 cas avaient été confirmés par des laboratoires sur place. « Nous avons relevé deux foyers d'épidémie, l'un à Souleimaniyeh, l'autre à Kirkouk », a indiqué la responsable du choléra pour l'OMS en parlant de « grande épidémie ». Selon M. Abdallah, « la principale cause (de l'épidémie) est la mauvaise qualité de l'eau ». Il a néanmoins souligné que la plupart des patients n'étaient pas atteints du choléra. « Les hôpitaux de Souleimaniyeh traitent des cas de diarrhée. Mais tous les cas de diarrhée ne sont pas des cas de choléra. Nous prenons toutes les mesures de précaution pour prévenir la propagation de la maladie », a-t-il souligné.

● **REMANIEMENT MINISTÉRIEL MAJEUR EN IRAN.** Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a remplacé ses ministres du Pétrole et de l'Industrie dans un remaniement majeur considéré comme le moyen pour le président iranien de renforcer son emprise sur les secteurs industriels qui concentrent l'essentiel des revenus du pays. Selon l'agence officielle IRNA, le ministre du Pétrole Kazem Vaziri Mahaneh et le ministre de l'Industrie Ali Reza Tahmassebi ont remis leur démission et ont été remplacés par des ministres chargés d'expédier les affaires courantes. Toutefois, la plupart des grands quotidiens du pays affirment le 13 août que les deux ministres ont en réalité été limogés par M. Ahmadinejad. Les médias d'Etat n'ont donné aucune raison à ces limogeages présumés, se contentant simplement de relayer le communiqué officiel de la présidence, selon lequel le président iranien a nommé le président de la compagnie pétrolière nationale (NIOC) Gholam Hossein Nozari comme ministre en charge du Pétrole, et Ali Akbar Mehrabian, le directeur d'une chaîne de magasins de Téhéran, comme ministre en charge de l'Industrie.

Elu en 2005 sur un programme populiste, Ahmadinejad avait entre autres promesses électorales promis de débarrasser le pays de ce qu'il avait qualifié de « mafias » pétrolières. Le président iranien avait été toutefois contraint d'accepter Kazem Vaziri Mahaneh au poste de ministre du Pétrole après le rejet par le Parlement à trois reprises des candidats qu'il proposait pour ce poste. Kazem Vaziri-Hamaneh avait récemment été accusé par un ancien membre du gouvernement d'avoir conclu un contrat de vente d'essence à l'Inde et au Pakistan pour un prix trop bas.

● **VASTE CAMPAGNE DE MORALISATION CONTRE LE NON RESPECT**

DES RÈGLES ISLAMIQUES PAR LE RÉGIME IRANIEN. L'Iran a fermé pour la seconde fois en moins d'un an le grand quotidien modéré du pays, Shargh, après qu'il eut publié une interview d'une militante homosexuelle vivant au Canada. « J'ai été informé que l'organisme de surveillance de la presse avait ordonné l'interdiction, mais nous n'avons pas encore reçu de notification officielle », a déclaré le directeur du journal Mehdi Rahmanian. « Nous avons publié une interview d'une femme écrivain expatriée. Ils nous ont dit que cette femme avait des problèmes de mœurs. Elle est homosexuelle et s'en vante dans son blog. Nous l'avons interviewée en tant que poète », a ajouté M. Rahmanian. Dans son édition du 4 août, Shargh (Est) avait publié sous le titre « langage féministe » une interview d'une page de Soghi Ghahreman, une femme poète iranienne vivant au Canada. Le quotidien conservateur Kayhan s'en est pris à Mme Ghahreman, la qualifiant de « contre-révolutionnaire en fuite » qui dirige « l'organisation iranienne des homosexuelles ». Shargh avait recommencé à paraître en mai après une interdiction de neuf mois pour avoir publié une caricature jugée insultante pour le président Mahmoud Ahmadinejad.

Par ailleurs, l'agence de presse iranienne, Irna, a, le 9 août, rapporté que la police iranienne a arrêté 20 jeunes filles et garçons lors d'une soirée mixte à Karaj (ouest de Téhéran), quelques jours après l'arrestation de 230 personnes lors d'un concert clandestin de musique rock qualifiée de « satanique » dans cette même ville. Plus de 110 participants avaient été transférés à la prison locale. La consommation d'alcool et les fêtes mixtes sont interdites en Iran. Le chef de la police iranienne, le général Esmail Ahmadi Mogadam, a déclaré que la campagne de moralisation, lancée en avril dernier, allait se poursuivre avec force « en

raison du soutien apporté par la population », a rapporté l'agence Mehr. La police iranienne a lancé une vaste campagne depuis avril dernier contre le non respect du voile islamique, les signes apparents de la culture occidentale, notamment les jeunes qui portent des vêtements avec des inscriptions étrangères et des coiffures à l'occidentale.

De plus, un présentateur vedette à la télévision d'Etat iranienne a été mis au repos après avoir critiqué lors d'une émission très suivie le chef de la police de Téhéran, qui mène la campagne contre les femmes mal voilées, ont rapporté les médias le 5 août. Farzad Hassani s'était livré il y a deux semaines à des vives critiques contre les méthodes de la police de Téhéran dans son émission, au cours de laquelle il a donné en direct la parole du chef de la police de la capitale Ahmad Reza Radan. Le présentateur a sévèrement blâmé les méthodes de la police qui venait de lancer une campagne contre les Iraniennes mal voilées et celles qui portent des coiffures à l'occidentale.

● **TURQUIE-UE : CHYPRE DÉNONCE LES MENACES TURQUES SUITE AUX APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX RELATIFS À L'EXPLORATION DU PÉTROLE AU LARGE DE L'ÎLE.** La ministre chypriote des Affaires étrangères, Erato Kozakou-Marcoullis, a, le 11 août, déclaré que les menaces de la Turquie au sujet de l'exploration de champs pétroliers par Chypre dans l'est des eaux méditerranéennes pourraient entraver l'accession de la Turquie à l'Union européenne (UE). Le comportement de la Turquie aura de sérieuses répercussions sur son adhésion à l'UE, a averti la chef de la diplomatie, indiquant qu'il y a déjà eu une conséquence importante relative au chapitre de l'énergie dans les négociations.

La Turquie s'oppose à la démarche de Chypre d'accorder des licences sur l'exploration de pétrole et de gaz naturel en Méditerranée, arguant que ce sont les Chypriotes-turcs habitant dans le nord de l'île qui ont le droit à la parole sur la richesse sous-marine. Mme Kozakou-Marcoullis a informé l'UE et les Etats-Unis des menaces d'Ankara à l'encontre de l'appel d'offres internationaux lancé par Nicosie en février dernier, dont le premier cycle touchera à sa fin le 16 août prochain. Les

entreprises intéressées pourront soumettre leurs demandes pour des projets d'exploration et d'exploitation dans 11 blocs déterminés par Chypre au large de l'île, sur les côtes sud et sud-ouest. Selon les médias locaux, le navire de recherches turc Yunus S a récemment navigué dans la région pour des explorations en Méditerranée. La Turquie aurait envoyé une lettre au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dénonçant le fait que les Chypriotes-grecs tentent de « créer un fait accompli »

dans la région. Ankara n'entretient pas de relations diplomatiques avec la République de Chypre, reconnue par la communauté internationale. Celle-ci a intégré l'UE en mai 2004. Chypre est divisée en deux zones depuis 1974 à la suite de l'invasion par l'armée turque du nord de l'île, en réponse à un coup d'Etat de nationalistes chypriotes-grecs soutenus par la junte d'alors à Athènes et qui voulaient rattacher l'île à la Grèce.

Les pays arabes divisés devant l'offre américaine de vente d'armes

M^{me} Rice au Moyen-Orient pour contrer l'influence de l'Iran

BEYROUTH

CORRESPONDANTE

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, et le secrétaire à la défense, Robert Gates, étaient attendus mardi 31 juillet à Charm El-Cheikh en Egypte. Dans leurs bagages, un projet de vente d'armes d'un montant de près de 20 milliards de dollars (près de 14 milliards d'euros) aux six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG, Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Emirats arabes unis, Bahreïn et Oman). M^{me} Rice, qui devait s'entretenir mardi avec les ministres des affaires étrangères de ces pays, ainsi que leur collègue égyptien, avait été très claire, la veille, en déclarant peu avant son départ des Etats-Unis que l'objectif de ce projet est d'« *aider les forces de modération et de soutenir une stratégie plus globale visant à contrer les influences négatives d'Al-Qaïda, du Hezbollah [libanais], de la Syrie et de l'Iran* ».

Un projet qui laisse perplexes les pays de la région concernés par la « *sollicitude* » américaine. Ces derniers, à la différence des Etats-Unis, ne traitent pas en bloc de la même manière hostile les organisations et les pays désignés par

M^{me} Rice comme des « *adversaires* » et confondus dans une même mise en quarantaine par les Etats-Unis pour « *terrorisme* » ou « *soutien au terrorisme* ».

L'Iran qui s'est senti visé par le projet de vente d'armes américain a été le premier à réagir. Téhéran s'est empressé de

Inquiétudes de la coalition gouvernementale allemande

Des responsables de la coalition au pouvoir à Berlin ont critiqué, lundi 30 juillet, le projet américain de vente d'armes à l'Arabie saoudite et à cinq autres pays du Golfe pour contrer l'influence de l'Iran. « *Lorsqu'on ajoute des explosifs à une poudre, on augmente le risque et on n'améliore pas la sécurité de la région* », a affirmé le président de la commission des affaires étrangères du Parlement, le chrétien-démocrate Ruprecht Polenz, au quotidien *Frankfurter Rundschau*, qui considère que l'Iran risque d'être incité à se réarmer aussi. Quant au secrétaire général du Parti social-démocrate, Hubertus Heil, il a critiqué le choix de M. Bush de « *dangereux* » et propre à aggraver une « *situation instable* ». - (AFP.)

dénoncer un projet « *pyromane* », qui vise à « *semer la peur entre les Etats de la région et à les diviser, dans le but de commercialiser les armes américaines* ».

Aucun des pays destinataires de l'offre américaine n'avait encore réagi lundi. Ils attendaient d'y voir plus clair lors de la réunion de Charm El-Cheikh, à l'issue de laquelle M^{me} Rice devait se rendre en Arabie saoudite et M. Gates au Koweït, dont l'émir, Cheikh Sabah Al-Ahmed Al-Jaber Al-Sabah, a effectué dimanche une visite éclair à Djedda, où ses entretiens avec le roi Abdallah Ben Abdel Aziz ont porté sur l'offre américaine.

Pour les pays arabes du Golfe, seules Al-Qaïda et les organisations qui lui sont apparentées sont des ennemis à abattre. En revanche, et quelles que soient les suspicions et les divergences réelles qui les opposent à la Syrie, à l'Iran, ou encore au Hezbollah, les pays membres du Conseil de coopération du Golfe cherchent à trouver des solutions politiques, malgré des poussées de tension épisodiques plus ou moins graves. Leur objectif est de préve-

nir de nouveaux foyers de conflit dans une région déjà fortement perturbée par la situation en Irak, en Palestine et au Liban. C'est ce qui dicte leur refus d'une éventuelle intervention militaire américaine contre l'Iran soupçonné d'avoir orienté son programme nucléaire à des fins militaires.

Vue sous cet angle, l'offre américaine est embarrassante. La refuser reviendrait à contrarier un pays allié, les Etats-Unis, à se priver de moyens de dissuasion et éventuellement de défense. L'accepter reviendrait à éveiller l'hostilité latente d'une ou des parties contre lesquelles cette offre est dirigée, dans l'esprit de Washington.

Damas et Téhéran sont certes soupçonnés, voire accusés par les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite, principale puissance politique régionale, de contribuer à la déstabilisation de l'Irak. La Syrie et l'Iran sont également tenus pour coupables d'ingérence négative au Liban et de soutien au Hezbollah. Les ambitions nucléaires, présumées militaires, de la République islamique

Téhéran dénonce un projet « *pyromane* », qui vise à « *semer la peur entre les Etats de la région* »

suscitent aussi de fortes inquiétudes. Ses velléités d'étendre son influence au sein des communautés chiites autochtones, et de se livrer à un prosélytisme religieux dans une région à écrasante majorité sunnite n'ont rien de rassurant.

Mais tant avec la Syrie qu'avec l'Iran, les Etats arabes du Golfe ont opté pour la voie diplomatique, en suivant leur chef de file saoudien. Après avoir tenté, sans succès, d'amadouer Damas, notamment à propos du Liban, Riyad s'est distancé du régime syrien, laissant la Ligue arabe prendre la relève. Ses ouvertures envers la République islamique ont connu un succès mitigé. Elles ont permis de circonscrire un conflit armé menaçant entre sunnites et chiites au Liban, mais elles n'ont pas enrayé le soutien présumé de Téhéran à des groupes armés chiites irakiens contre leurs concitoyens sunnites. L'Iran s'est par ailleurs engagé à rester à distance des communautés chiites de la rive opposée du Golfe. Ces engagements résisteront-ils toutefois à un surarmement des monarchies arabes voisines que l'Iran pourrait considérer comme un casus belli ? ■

MOUNA NAÏM

Les Iraniens confrontés au rationnement de l'essence

Quatrième puissance pétrolière mondiale, l'Iran, qui manque de raffineries, importe 40 % de ses besoins.

A Téhéran, un marché noir s'est rapidement organisé

TÉHÉRAN
ENVOYÉE SPÉCIALE

Des rues sans embouteillages et une circulation jusque-là frénétique étrangement calme : depuis le 27 juin, l'essence est rationnée en Iran, quatrième puissance pétrolière au monde, qui se trouve contraint, en raison d'un manque de raffineries, d'importer 40 % de ses besoins en produits pétroliers raffinés. A cause de ses activités nucléaires, l'Iran a été frappé de sanctions de l'ONU et celles-ci pourraient s'accroître à l'automne, avec le vote d'une nouvelle résolution au Conseil de sécurité.

Le pays est en outre soumis à des sanctions unilatérales américaines restreignant les transactions financières. Mais ce sont, selon certains analystes à Téhéran, des discussions au Congrès américain à propos d'un éventuel embargo international sur les ventes d'essence à la République islamique qui ont décidé les autorités iraniennes à franchir le pas du rationnement. Elles veulent s'affranchir d'une dépendance jugée trop dangereuse, au moment où les tensions ne cessent de croître au Moyen-Orient.

« Ça ne fait plaisir à personne, mais on s'adapte », dit un habitant de la capitale iranienne, l'air résigné, en montrant la carte à puces qui lui a été attribuée, comme à des millions d'autres conducteurs. Les coordonnées du titulaire et du véhicule y figurent. La carte, insérée dans un appareil spécial installé dans des pompes à essence, tient le décompte du volume d'essence alloué à chacun : 100 litres par mois pour un particulier, 800 litres par mois à un chauffeur de taxi, par exemple. Un marché noir est rapidement apparu, certains pompistes vendant hors quota de l'essence à un prix trois fois supérieur à celui - fortement subventionné - des cartes à puces. Mais il faut ruser. Depuis que des émeutes ont éclaté à Téhéran et dans quelques autres villes, le soir de l'annonce du rationnement, des policiers en uniforme et en civil sont postés aux abords des stations-service.

« Ce soir-là, se souvient un habitant de Téhéran, ça a été la ruée et la pagaille. A 9 heures du soir, la télévision annonçait que le rationnement entrait en vigueur à minuit. A 9 h 10, chacun se précipitait au volant de sa voiture vers une pompe à essence. Des files interminables se sont formées, qui remontaient les rues. Sur le coup de 3 ou 4 heures du matin, certaines pompes étaient vides et les esprits ont commencé à s'échauffer. Des gens éternés s'en sont pris aux stations, et des voyous, profitant de l'occasion, les ont rejoints. Des pompes à essence ont été incendiées. Dans mon quartier, j'ai vu un magasin d'Etat être entièrement pillé cette nuit-là. Ils n'ont rien laissé ! »

Dans son bureau orné de livres religieux, d'un portrait de l'imam Khomeiny et du « guide » actuel, l'ayatollah Ali Khamenei, le directeur du journal ultraconservateur *Kayhan*, Hossein Shariatmadari, reprend les thèmes populistes du président de l'Iran, Mahmoud Ahmadinejad, pour justifier le rationnement. « Cette mesure nécessaire, nous en discutons en Iran depuis des années, et elle aurait dû être prise plus tôt », dit-il. « Ce gouvernement est le premier à avoir eu le courage de la faire. Il fallait réduire la consommation d'essence dans ce pays : l'Iran achète de l'essence à ses fournisseurs étrangers au prix de 70 cents [de dollar] le litre. Et nous le vendons au peuple au prix de 10 cents. La différence est prise en charge par l'Etat, donc par tous les habitants, même ceux qui vivent dans des villages lointains et n'ont pas de voiture. »

La rhétorique officielle présente le rationnement comme une mesure égalitaire, dans un pays où une large partie de l'économie est étatisée. Elu en juin 2005, M. Ahmadinejad avait promis de faire bénéficier les couches les plus modestes de la société des retombées de la rente pétrolière. Mais les dysfonctionnements d'une gestion économique chaotique, où la part belle des transferts financiers est allée à une oligarchie politico-militaire (les Gardiens de la révolution, notamment), ont contribué à attiser l'inflation. Les effets du rationnement de l'essence sont difficiles à évaluer. La mesure frappe durement les nombreux Iraniens qui, pour arrondir leur maigre salaire de fonctionnaire, faisaient le taxi au noir. Dans les médias, le sujet fait l'objet d'une censure attentive. Le thème est sensible à un moment où le pouvoir procède à un tour de vis sécuritaire contre des groupes féministes, des médias réformateurs, ou encore des ressortissants américains accusés de comploter contre l'Etat. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

IRAK CRISE GOUVERNEMENTALE ET NOUVEAUX ATTENTATS

Le principal parti sunnite irakien quitte le cabinet Maliki

LE GOUVERNEMENT de coalition irakien dirigé par le chiite Nouri Al-Maliki a essuyé un nouveau revers, mercredi 1^{er} août, avec la démission de six ministres, dont le vice-premier ministre Salan Al-Zoubai, appartenant au principal parti politique sunnite du pays (44 députés sur les 275 du Parlement). Les dirigeants de ce parti, le Front de la concorde nationale, ont fait savoir que le gouvernement n'avait répondu à aucune de leurs demandes.

Depuis juin, le ton était monté avec la décision des ministres du Front d'entamer un boycottage pour protester contre un mandat d'arrêt lancé par le gouvernement contre un des leurs. Ils réclamaient également le démantèlement des milices, la fin des campagnes d'arrestations menées

contre les localités sunnites et d'être davantage impliqués dans les questions sécuritaires du pays. « Nous avons espéré que le gouvernement répondrait à ces demandes ou, tout au moins, qu'il aurait reconnu l'échec de sa politique responsable d'avoir mené l'Irak à un niveau de misère qu'il n'avait jamais connu dans l'histoire moderne », a déclaré, mercredi, Rafaa Al-Issaoui, l'un des dirigeants du Front.

C'est la deuxième fois que le cabinet Maliki doit faire face à une telle défection. En avril, cinq ministres appartenant à l'aile politique du mouvement dirigé par l'imam chiite Moqtada Al-Sadr avaient claqué la porte pour protester contre le refus du premier ministre d'obtenir un agenda précis du retrait des troupes américaines

d'Irak. Les dirigeants du Front ont indiqué que leurs députés continueraient de participer aux sessions parlementaires, mais cette nouvelle crise affaiblit les chances de parvenir aux réformes visant à la réconciliation nationale, appelées de ses vœux par Washington.

Sur le plan sécuritaire, la journée de mercredi a été marquée par de nouvelles violences meurtrières, responsables de la mort de plus de 140 personnes à travers le pays. Au moins 69 personnes ont été tuées dans trois attentats à Bagdad, dont 50 dans une seule attaque au camion piégé près d'une station d'essence. Par ailleurs, les cadavres de 17 Irakiens ont été découverts dans une fosse commune dans la province de Diyala. - (AFP, Reuters.) ■

SYRIE

A la garden-party de l'axe du mal

Les discours enflammés sur le thème de la "résistance" sont depuis toujours la spécialité du régime de Damas. Vu son rapprochement avec Téhéran, va-t-il passer à l'acte ?

YEDIOT AHARONOT
Tel-Aviv

Tous les quinze jours ou presque, les Israéliens se posent la même question : que veut [le président syrien] Bachar El-Assad ? A en juger par ce qu'il fait et ce qu'il dit, on se demande s'il le sait lui-même. D'un côté, il n'arrête pas de parler de paix, et de l'autre il pose des conditions dont il sait parfaitement qu'Israël aura du mal à les accepter ; ilclame n'avoir aucune confiance en l'Etat hébreu et, plus important encore, ne cesse d'évoquer la possibilité d'une "résistance", et ce avec beaucoup plus de force depuis la dernière guerre.

Il ne se contente d'ailleurs pas d'en parler : il s'y prépare. Pendant que le président syrien discourait sur la paix, son homologue iranien préparait une "visite de congratulations" à Damas pour célébrer la réélection [par référendum le 27 mai] de Bachar El-Assad. Et, conformément aux prédictions, Mahmoud Ahmadinejad n'est pas seulement venu [le 19 juillet] présenter ses meilleurs vœux : il a aussi apporté avec lui toute une série de "propositions d'affaires".

Les deux hommes ont fini par signer un accord stipulant que l'Iran versera 1 milliard de dollars à son partenaire pour financer l'achat d'armes de pointe russes, transférera une partie de son propre armement sur le sol syrien et contribuera au développement d'une industrie militaire en Syrie, ainsi qu'à l'instruction des officiers syriens.

Un nouveau chapitre diplomatique important a également été ouvert : Bachar El-Assad – celui-là même qui proclame son désir de paix – a promis à Téhéran de ne pas s'engager dans un processus de paix avec Israël. En échange, l'Iran aidera la Syrie à veiller à ses intérêts au Liban, c'est-à-dire d'abord en paralysant le pays et ensuite en œuvrant au renversement de Siniora [Premier ministre libanais].

Pendant qu'il était à Damas, le président iranien a rencontré Hassan Nasrallah [dirigeant du Hezbollah] et Khaled Mechaal [responsable du Hamas basé en Syrie], dont il a aussi rempli les poches après avoir exprimé toutes ses félicitations pour l'application de la loi islamique à Gaza. Ce à quoi nous assistons ici, c'est à une nouvelle phase dans le rapprochement

des deux pays depuis qu'Assad père avait soutenu l'Iran dans sa guerre contre l'Irak, dans les années 1980, mû entre autres choses par son animosité envers Saddam Hussein. Sous Bachar El-Assad, les liens entre Damas et Téhéran se renforcent au point de se concrétiser par une alliance stratégique dans laquelle l'Iran est l'associé principal et la Syrie, au mieux, le prestataire extérieur.

Le président syrien s'est rendu à Téhéran à cinq reprises ces dernières années et a accueilli Ahmadinejad deux fois depuis que ce dernier a été élu [le 3 août 2005]. Les deux pays ont signé en juin 2006 un traité de sécurité très complet et, en mars dernier, le ministre de la Défense iranien a déclaré que son pays mettrait si nécessaire l'intégralité de son arsenal à la disposition de la Syrie.

DAMAS PARLE DE PAIX TOUT EN SE PRÉPARANT À LA GUERRE

On ne peut pourtant pas dire que Bachar El-Assad soit dans le besoin. Il a récemment été révélé que son pays a dépensé dans la seule année 2006 la somme colossale de 1,5 milliard à 2 milliards de dollars [1,1 milliard à 1,5 milliard d'euros] en équipements militaires – en plus des livraisons d'armes qu'il reçoit de l'Iran –, des dépenses en nette augmentation par rapport à toutes les années précédentes.

Cela signifie peut-être que l'une des leçons tirées par Damas de la dernière guerre [au Liban, à l'été 2006] est qu'il n'y a pas de différence entre le front et l'arrière, et qu'il faut donc s'équiper de missiles – de beaucoup de

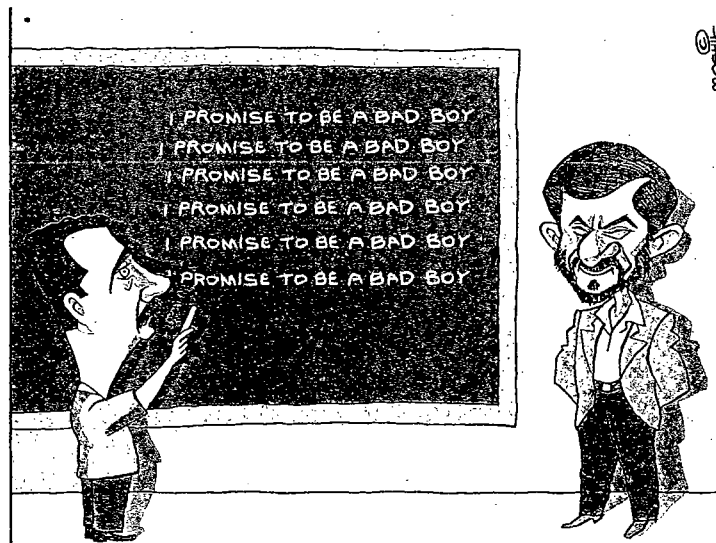
missiles – à la fois pour le front israélien et pour l'arrière. Des missiles balistiques, antichars, antiaériens, et divers types de roquettes sont par conséquent

en train de remplacer la vieille tactique militaire syrienne. C'est certainement là cette "résistance" dont Bachar El-Assad ne cesse de parler.

Que signifie tout cela ? Tout simplement que Bachar El-Assad parle de paix, mais qu'en même temps il se prépare à la guerre. Il est difficile, sinon, d'établir un lien logique entre son désir de voir s'installer un processus de paix avec Israël et la "fête de l'axe du mal" qu'il a donnée dans son palais avec Mahmoud Ahmadinejad, Hassan Nasrallah, Khaled Mechaal, Ramadan Shallah [chef du Jihad islamique palestinien, installé à Damas] et d'autres. De toute évidence, Téhéran procure plusieurs choses au président syrien : un vrai sentiment de sécurité, un bol d'air diplomatique, des équipements militaires, une base arrière stratégique et, surtout, une véritable alternative. Par ailleurs, la situation est plutôt au point mort dans tous les côtés du triangle formé par Washington, la Syrie et Israël, et apparemment le dégel n'est pas pour bientôt.

Alors, que nous réservera la suite ? Essentiellement, la même chose. Autrement dit, une escalade de la tension et des déclarations de plus en plus musclées : on évoquera une "résistance" possible et on s'y préparera. La grande crainte à avoir est que ceux qui parlent autant de "résistance" ne finissent par être tentés de faire quelque chose et que les missiles présentés au premier acte ne soient lancés au troisième.

Roeë Nahmias



▲ A gauche, le président syrien Bachar El-Assad ; à droite, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Sur le tableau : "Je promets d'être un vilain garçon..." Dessin de Moshik paru dans Maariv, Tel-Aviv.

Journalistes kurdes iraniens condamnés à mort: "vive préoccupation" de Paris

AFP

PARIS, 1 août 2007 (AFP) - 11h36 - Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a exprimé mercredi sa "vive préoccupation" après la condamnation à mort prononcée en Iran contre deux journalistes kurdes iraniens et demandé que cette sentence ne soit pas appliquée.

"J'ai appris avec la plus vive préoccupation la condamnation à mort de deux journalistes iraniens d'origine kurde", déclare le chef de la diplomatie française dans un communiqué.

"La France, pleinement engagée avec ses partenaires de l'Union européenne en faveur de l'abolition universelle de la peine de mort, appelle les autorités

iraniennes à ne pas exécuter cette peine", ajoute-t-il.

M. Kouchner appelle également Téhéran "à respecter la liberté d'expression et de la presse conformément à ses obligations internationales".

L'Iran a confirmé pour la première fois mardi que deux journalistes kurdes iraniens, Abdolvahed Bohimar et Adnan Hassanpour, avaient été condamnés à la pendaison comme "ennemis de Dieu".

PKK: La Turquie proteste contre l'Autriche

AFP

ANKARA, 1 août 2007 (AFP) - La Turquie a protesté contre l'Autriche auprès de l'OSCE et s'apprête à une démarche similaire à l'Onu pour avoir laissé partir en Irak un rebelle kurde recherché par Ankara, a indiqué mercredi un responsable turc.

"Nous n'avons pas reçu d'explications satisfaisantes de la part de l'Autriche sur cet incident", a indiqué aux journalistes Levent Bilman, porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères. "Nous nous sommes plaint auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (...) Nous allons aussi déposer bientôt une protestation auprès des Nations unies", a-t-il précisé.

Interrogé pour savoir si Ankara envisageait de réduire le niveau de ses relations diplomatiques et économiques avec Vienne, M. Bilman a déclaré: "Nous évaluons cette situation". Au centre de la polémique se trouve Ali Riza Altun, considéré comme l'un des fondateurs et le "trésorier" du parti des

travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Altun avait été mis en examen en février en France pour des activités terroristes présumées et placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter la région parisienne. Il s'est rendu ensuite en Autriche où les autorités l'ont laissé partir le mois dernier vers le nord de l'Irak malgré un mandat d'arrêt international à son encontre et le fait que le PKK soit classé comme une organisation terroriste par l'Union européenne.

La semaine dernière, le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül avait fustigé l'Autriche pour avoir laissé filer Altun en Irak, parlant de "grosse erreur, aberrante et inacceptable". Ankara attend une réponse de Bagdad sur sa demande d'extradition d'Altun, a ajouté M. Bilman.

La Turquie ne supporte plus que les rebelles du PKK continuent à bénéficier d'un sanctuaire dans les zones kurdes du nord de l'Irak et menace d'intervenir militairement.

Six combattants kurdes et trois soldats turcs tués dans le sud-est de la Turquie

LaTribune

02 août 2007

The Associated Press - (02/08/07) Six séparatistes kurdes et trois soldats turcs sont morts mercredi au cours d'affrontements dans le sud-est de la Turquie, ont annoncé mercredi les responsables provinciaux.

Après avoir été prises pour cible sur le Mont Mercan, dans la province de Tunceli, les forces turques ont dépêché des dizaines d'hommes dans le secteur ainsi que des camions militaires équipés de mitrailleuses, selon les images diffusées jeudi par l'agence de presse indépendante

Dogan.

Les attaques des séparatistes kurdes ont causé la mort d'au moins 80 soldats turcs depuis le début de l'année. Ankara envisage de lancer une opération militaire contre les bases de la guérilla séparatiste en Irak voisin, mais les Etats-Unis s'opposent à toute incursion, craignant qu'elle n'entraîne dans le chaos le Kurdistan irakien (nord), à ce jour encore relativement calme.

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki est d'ailleurs attendu la

semaine prochaine à Ankara pour évoquer les moyens d'empêcher les combattants kurdes d'utiliser le territoire irakien pour des attaques en Turquie, a fait savoir mercredi la diplomatie turque.

Depuis 1984, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est en lutte pour l'autonomie du sud-est turc où sont concentrés les Kurdes. Ce conflit a fait des dizaines de milliers de morts. AP

L'explosion d'une mine tue trois soldats dans le sud-est de la Turquie

AFP

DIYARBAKIR (Turquie), 4 août 2007 (AFP) - 18h24 - Trois soldats turcs ont été tués samedi soir dans le sud-est de la Turquie lors de l'explosion d'une mine posée par les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) au passage de leur véhicule, ont affirmé des sources locales de sécurité.

L'explosion, qui a blessé un quatrième soldat, est survenue dans une zone rurale de la province de Diyarbakir, près de la localité de Dicle, alors que les

militaires revenaient d'opérations contre le PKK, ont ajouté ces sources, précisant que l'engin explosif avait été actionné à distance.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne, a accru depuis le début de l'année ses attaques dans le sud-est de la Turquie, où la population est en majorité kurde.

Huit rebelles et trois soldats ont perdu la vie cette semaine lors d'accrochages dans la province de Tunceli (est).

Iraqi lawmakers' recess: Needed respite or signal of crisis?

By Damien Cave

AMMAN: Saleh al-Mutlak, a senior Sunni leader in the Iraqi Parliament, is spending his summer vacation here at a well-appointed apartment that his wife and son moved into last year.

Lighting a cigarette on his patio, near a small garden of pink roses, he acknowledged breathing easier in a place where loud explosions are caused by fireworks, not bombs.

But like scores of other Iraqi lawmakers passing the time during their controversial monthlong recess, Mutlak played down the joys of escape. He said he would abstain from dinners out or trips to movie theaters. When a member of his political bloc was seen on television celebrating with Iraqi soccer players at a five-star hotel in central Amman, he immediately ordered him to leave.

"Our people are suffering," he said. "We should not be enjoying ourselves."

On that, both Iraqi and U.S. officials agree. Less clear is whether Parliament's decision to take August off should be considered a vital contributor to Iraq's political stalemate or the product of a more ominous breakdown.

Secretary of Defense Robert Gates and several members of Congress already have expressed disappointment with Iraq's 275 lawmakers for recessing when roughly 160,000 U.S. soldiers are enduring Iraq's blast-furnace summer to secure the country — ostensibly to make political progress possible. It did not help that the need for a break was among the only things that the warring factions could agree on.

And many have already left. At least 15 Iraqi lawmakers have rushed to more temperate Amman over the past week (some only briefly), and more are coming. Others said they and their colleagues would spend at least part of the break in London, Cairo, Dubai, Damascus, Tehran or at a lake resort in Iraq's safest region, autonomous Kurdistan. Few seemed destined for luxury; in most cases, they said they would be staying with family or attending conferences related to Iraq.

They rejected the idea that they were abandoning their civic duty.

Several lawmakers, in interviews across the region, said that their decision to recess was a last resort caused by disagreements among Iraq's party leaders that kept draft laws from being submitted for a vote. With a mix of self-righteousness, sadness and frustration, they said there was little more they could do: Iraq's government, they said, was a failure, and only a major shake-up was likely to get things moving.

"The national unity government is a myth, it's not a reality," said Ayad

Allawi, reclining on a couch in his spacious, sand-colored villa in the Rabiya neighborhood of Amman. "The political process is heading nowhere."

Allawi, a secular Shiite, has a vested interest in seeing Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki fail; as interim prime minister before the 2005 elections, Allawi considers himself a potential al-

'The Iraqi government has proved it's a failure, but the Americans insist on supporting it.'

ternative, despite spending much of his time in Jordan rather than Iraq.

Nonetheless, the broader argument against the current government appears to be spreading. A growing number of Shiite, Sunni and Kurdish lawmakers in recent months have complained about the country's obstinate party leaders and the ministries' inability to provide services. Discussions of who might replace Maliki have become more common.

Given the deep distrust between political groups — organized almost exclusively along sectarian lines — lawmakers said that an extra month of work would have only painted a veneer of productivity over a foundation of dysfunction.

In July, when lawmakers extended their legislative session through the first month of the scheduled recess, "Parliament didn't conduct any useful discussions," said Nasar al-Rubaie, a leader of the bloc loyal to the anti-American Shiite cleric Muktada al-Sadr.

August, Rubaie suggested, would have been no different. The major party leaders — including the Kurdish president, Jalal Talabani, the Sunni vice president, Tariq al-Hashimi, and Maliki, a Shiite — have not taken the month off. Despite that, there are no signs of a breakthrough on the outstanding proposals covering oil revenues, constitutional reform, provincial elections or other issues.

Some lawmakers, like Mutlak, leader of the 11-member National Dialogue Front, seem to be edging closer to giving up on the process entirely. In a lengthy interview at his apartment, he called for technocrats to be appointed as cabinet ministers — possibly by outside bodies like the United Nations.

More immediately, lawmakers questioned the Americans' acceptance of Maliki and the other party leaders.

"The Iraqi government has proved

it's a failure, but the Americans insist on supporting it," said Mahmoud al-Mashadani, the combative Sunni Arab speaker of Parliament who is likely to be replaced soon.

"I don't understand it."

When asked repeatedly whether Parliament should be held at least partly responsible for Iraq's political crisis, Mashadani grew defensive.

"The Americans support only the government, not the Parliament," he said. While Maliki, officials and party leaders regularly visit Washington, he said, the chairmen of committees on constitutional reform or the other laws that the Americans have demanded as benchmarks of progress do not.

"The Americans created a democratic Parliament then failed to respect it," he said.

U.S. officials in Baghdad have acknowledged focusing on the leadership, largely because members of Parliament rarely vote outside their parties. American disappointment with Parliament's recess stemmed not from the break itself, one official said, but rather what the vacation revealed about Iraq's broader inability to forge a deal.

Lawmakers said they hoped that a month off to let tensions cool in Baghdad would start a turnaround.

Mutlak also said that leaving Baghdad for Amman might help the politicians get along. He said he hoped to meet this month with members of the Shiite Fadhila Party, Allawi's group and other Sunni groups to forge a new coalition that might lead the country.

"In some ways, it's much easier to meet here," he said.

And yet, even on vacation, sectarianism is bubbling up. Mutlak, for all his talk of moderation, blamed Kurds and Shiites for Iraq's stalemate, and said his fellow Sunnis would be foolish to compromise with such extremists.

And Mashadani, though he said that he would call an emergency session if the party leaders submitted legislation, admitted that he doubted it would happen. Even after Parliament returns on Sept. 4, Iraq's political future will remain fractured, he said.

Searching for a metaphor near the end of an interview at the simple Amman apartment he bought four years ago, he lifted a large vase off his dining room table's plastic tablecloth.

"When a vase like this breaks into many pieces, it's very hard to put back together," he said. "Pieces will be missing. It will never be the same."

Sahar Najeab, Wisam A. Habeeb, Ali Fahim and Mudhafar Al-Husaini contributed reporting from Baghdad; Sabrina Tavernise contributed reporting from Amman.

August 7, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

TIME TRAVELER

The Kurdish Question. The generosity of Armenian Kurds makes it all too easy to outstay a welcome

BY LYDIA WILSON/ARMAVIR

IT'S 4 A.M. AND THE GROOM IS tucking into what looks like raw trout, stopping every now and then for a shot of vodka. He's 25 and a fledgling entrepreneur, flush with Russian money. The bride is 16 and a village girl. Earlier in the day, she arrived at the wedding to a traditional Kurdish welcome—which in this part of Armenia consists of being showered with red apples and sweets, hurled down from a rooftop by her new husband's drunken cohorts. But she has long since left the party, and retired to the conjugal bed.

As we wait for our homeward taxi to arrive, we wonder, pityingly, why her husband hasn't joined her. Custom demands that the marriage be consummated on the wedding night (and a red apple be presented to her family on the morrow if the bride is found to be a virgin). "She's probably exhausted and just lying there waiting for him," whispers my scandalized companion Nahro. But here's the groom, heedlessly drinking vodka with his friends, and with us—for we, too, are pouring more shots.

In Armenia, there are rural, mountain-dwelling, poverty-stricken Kurds and there are urbanized, lowland-living, comparatively wealthier Kurds. We are sitting among the latter in the village of Argavand, located in the province of Armarvir on the Turkish border—and when it comes to which group makes the better first impression, there's no contest. The lowland Kurds of Armarvir mostly migrated to this region

during World War II and live as a tiny minority among the Armenians, with whom relations are often strained. Racism and harassment are a fact of daily life. Violence is common. Their religion, Yezidism, has strong similarities to the Abrahamic

welcome of a people who have hardly anything else to offer. The Alagyaz district—a cluster of 11 Kurdish Yezidi villages—is just 50 km from the Armenian capital Yerevan, but in terms of development it might as well be a universe away, for the people there live a spartan if not subsistence-level life. They moved to these mountains nearly 200 years ago—fleeing persecution in Turkey—and very little has changed since. There is no running water; people and livestock live under the same ramshackle roof; the schools

separatist guerillas, the Partiya Karkerên Kurdistan, or Kurdistan Workers' Party—a sympathy that the Kurds in Armarvir would almost certainly not express if they shared it.

These political realities mirror the apparent social differences between the lowland Kurds and their highland relations. Encounters with the lowlanders are self-conscious and awkward, leaving me feeling as if I'm on display; meetings with the highlanders are marked by spontaneous warmth and the ready inclusion of the traveler in their midst. The contrast strikes me hard as we sit in Argavand, waiting for a taxi that seems like it will never arrive, and wondering for how much longer the young groom will sit up drinking when he ought to be in bed with his new wife. I recall an evening in the mountains, when we were invited to the local schoolmaster's for dinner, and I got out my violin to learn some of the simple, beautiful Kurdish tunes. Before long others joined in, and after a few more vodkas dancing started. It all seems so remote from the morose gathering we now find ourselves in.

But the taxi does finally pull up outside. As we putter home, Nahro, who understands the Kurmanci form of Kurdish, talks with the driver about the groom's reluctance to go to his bride on their wedding night. The driver says something in reply and Nahro blanches. "What? What is it?" I ask. Nahro translates: as well as consummation on the wedding night, local custom equally stipulates that the groom not leave the party until the last guest departs. So if anyone had been forcing the bride to stare at the ceiling, waiting for her husband during tonight's lonely, agonizing hours, it was us. Suddenly, I'm mortified by my own presumption. In fact, I want the night to swallow me up—but dawn is already breaking. ■



Hights and lows
A typical dwelling in the impoverished mountain area of Alagyaz, above; the bride and groom in lowland Argavand, right



religions of Judaism, Christianity and Islam, yet is branded heretical by all three. All of this means that the lowland Kurds can be a bit circumspect in the way they carry themselves, and sometimes reticent about their ethnicity.

There's none of that in the mountains. In fact, there's not much of anything in the mountains except snow and the cheery, forthright

are unheated and woefully under-equipped; and the only health care for miles around is provided by a single nurse and clinic—funded not by the state but by private donations, and responsible for everything from delivering babies to pulling teeth. The state, in fact, is glaringly absent in many facets of life. Perhaps this is the price the district pays for its open sympathy for the militant

Viewpoint

Reza Aslan

State of Belief

The re-election of Turkey's religiously conservative but politically moderate ruling party is proof, yet again, that Islamic democracy is not a contradiction

MY FRIEND ANA (NOT HER REAL name) is a wise and worldly middle-aged Turkish American who divides her time between Manhattan and Istanbul, where she works as a handler and translator for American journalists. She is a liberal, feminist, free-market Muslim, a defender of ethnic and religious pluralism and a proponent of Turkey's entry into the European Union. So I assumed she'd be thrilled by the resounding July 22 electoral victory of Turkey's pro-Western, pro-business, pluralist and moderate Muslim party, the Justice and Development Party (Adalet ve Kalkınma Partisi, or AKP).

But when I phoned her after the AKP's landslide triumph, she lowered her voice to a conspiratorial whisper. "Just you wait. All this democracy rhetoric is for show. Any day now these guys will pull off their masks, and you'll see the truth. They are all ayatullahs underneath."

Such dire admonitions about the AKP are quite common among a certain segment of Turkish society, particularly among those who continue to cling to the secularist vision of the country's founder, Kemal Ataturk. It is, however, a bit surprising coming from someone so comfortable with American politics. After all, I reminded Ana, she has spent half her life in the U.S., one of the most religious democracies in the world.

"But that's different," she shot back. "The AKP, they're... Islamists!"

There is that word: Islamist. It is a word that, lately, gets tossed around almost as frequently as terrorist and is equally inflammatory and imprecise.

Islamism is a political philosophy, developed primarily in postcolonial Egypt, that seeks to establish an Islamic state

The "Islamists" of the AKP have brought Turkey back from the edge of fiscal collapse, pushed for membership in the E.U and improved ties with Israel and the U.S.

built upon a distinctly Islamic moral framework. Yet because there is little consensus on what an Islamic state looks like or how exactly to define "Islamic morals," Islamism has become a wastebasket term that, like terrorism, conveys as much about the social and political views of the person using it as it does about the person being described.

Among members of Turkey's traditional elite and their friends in the West, Turkey's election was presented as an existential battle between Islamism and secularism for the future of democracy in Turkey. According to this narrative, the "secularists" (led mainly by the last rem-

demonized as a threat to democracy.

The truth is that the debate in Turkey is not about the role of religion in a democracy. That is certainly a debate worth having, not just in Turkey but also in the U.S. This debate is about Islam and the unwavering belief among even the most enlightened intellectuals that, regardless of past performance or precedents, Islam and democracy are simply not compatible. That Muslims are somehow intrinsically theocratic. That a party favoring "Islamic values" cannot also favor democratic ones. That there could never be an Islamic counterpart to the countless Christian Democratic parties flourishing throughout Europe. That, all

things being equal, there really is no difference between the Taliban and the AKP. That Islam is... well, different.

The problem with this view is not just that it overlooks the many successful Islamically influenced democratic movements in Indonesia, Malaysia, Senegal, Morocco, Egypt, Iran and Bangladesh. Nor is it that this view ignores the fact that a third of all Muslims live in democracies.

The problem is that such a narrow view of Islam makes the hope for political reform in the Middle East a more distant prospect. Like it or not, it is inconceivable that democratic reform could take place in countries like Egypt, Jordan or Algeria without the participation of so-called Islamist parties—or at least those willing to participate.

And so whether or not one agrees with all its policies, the AKP is a paragon of what a moderate Islamist party can achieve given the right political atmosphere and a fair chance to govern. For that, we should all be grateful. It was not Islamism but democracy that triumphed in Turkey's elections. ■



At the polls Kemal Ataturk watches over voters in Ankara on July 22

nants of Turkey's Kemalist elite and the supremely powerful Turkish military) were the defenders of democracy, despite a history of espousing a disturbingly racist conception of Turkish nationalism, forcefully suppressing ethnic and cultural diversity, regularly denying rights to minority religions and, on four separate occasions, toppling democratically elected governments.

Meanwhile, the "Islamists" of the AKP—who have brought Turkey back from the edge of fiscal collapse, pushed for membership in the E.U., improved ties with Israel and the U.S., granted the Kurdish minority greater freedoms, promoted a more honest and robust debate about Turkish nationalism and been the primary force behind five years of unprecedented economic growth—were

Reza Aslan is the author of *No god but God: The Origins, Evolution, and Future of Islam*

Truck bomb kills 28, mostly Iraqi children

In Baghdad, another party quits cabinet

By Stephen Farrell

BAGHDAD: A suicide truck bomber killed at least 28 people, including at least 19 children, on Monday morning in a Shiite area of Tal Afar, a city in northwestern Iraq that was hailed by President George W. Bush in March 2006 as a success story for U.S. forces.

The blast brought down houses in the densely populated residential neighborhood just as many families were preparing to go to work and as boys and girls were playing in the street. Many of the casualties were women and children, Iraqi officials said.

"Rescue teams are still searching for casualties among the rubble," said Ali Abbo, the head of a local human rights committee. He said that the hospital in Tal Afar was overwhelmed and that ambulances were taking some victims to Dahuk, about 70 kilometers, or 45 miles, to the north.

Iraqi officials said the truck had been filled with explosives covered with a layer of gravel.

The security forces imposed a complete curfew on the city on Monday in response to the explosion.

One of the deadliest suicide bombings in the conflict so far struck Tal Afar in March of this year, when a truck blew up in a Shiite neighborhood, killing 152 people and wounding 347. A spate of revenge killings by Shiites followed that attack.

In Baghdad, another political party

announced Monday that its five ministers would suspend participation in the cabinet of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki. The party threatened to pull out of Maliki's increasingly isolated government completely if its demands were not met.

The five ministers, who hold relatively minor portfolios, belong to the Iraqiya Party, which is led by former Prime Minister Ayad Allawi, a secular Shiite and former member of the Baath Party. Allawi wants an end to legislation that excludes former members of the Baath Party from government as well as an end to sectarian hiring quotas. Allawi criticized the Maliki government last week for being "built on the philosophy of sectarianism."

Coupled with the departure Wednesday of six ministers from the largest Sunni bloc, Tawafiq, the move leaves Maliki's government overwhelmingly dependent on Shiite Arab and Kurdish parties for support. But Shiite support has been eroding in some quarters as well, most notably by the withdrawal in April of six ministers loyal to the anti-American Shiite cleric Muktada al-Sadr. They left the government in protest over Maliki's refusal to set a timetable for U.S. troops to withdraw from Iraq.

In all, 17 ministers have now suspended or withdrawn their service. Iyad Jamal-al-Din, a lawmaker from the Iraqiya Party, denied that the suspension announced Monday was related to the recent pullout of Tawafiq. Rather, he

said that it was a protest against Maliki's failure to respond to Iraqiya's demands for reform five months ago.

He said the ministers were not resigning; they will continue to administer their departments and carry out day-to-day functions, but they will not take part in cabinet deliberations, he said.

"It is a form of pressure to push the cabinet because the prime minister has not responded to our demands that we submitted in February," Jamal-al-Din said. "We did not even get any response from his advisers. We reject sectarian quotas in principle. We believe that positions should be given according to efficiency and impartiality."

Describing the move as a "first step," he said Iraqiya would judge its next move depending on how the government reacts: "Everything is possible, all doors are open."

Also on Monday, U.S. and Iranian envoys met for a third time to discuss security in Iraq, on the eve of a scheduled visit to Tehran by Maliki.

Both previous rounds of U.S.-Iranian discussions, in May and July, were at ambassadorial level. The meeting on Monday involved security experts from each side and was held to explore the formation of a subcommittee to hold detailed discussions on security issues.

The Bush administration has repeatedly accused Iran of arming, training and financing Shiite militias that attack U.S. forces in Iraq. Iran denies the accusations and has demanded the release of five Iranians seized by U.S. forces in Erbil in January.

Iran says the five are diplomats; the United States says they are linked to Iran's Quds Force, which is suspected of providing arms and training to militants in Iraq.

The Iraqi government, finding itself caught in the middle, has urged both sides not to let their dispute make matters worse in Iraq.

In an indication of how seriously the Iraqi government takes the issue, President Jalal Talabani served as chairman of the talks Monday. The talks were held in an Iraqi government building where each side — the Iranians, Americans and Iraqis — sat at its own conference table.

The U.S. delegation was led by the Baghdad embassy's counselor for political and military affairs, Marcie Ries. Hossein Amir Abdollahian, an Iranian Foreign Ministry official, headed the Iranian delegation, the official Islamic Republic News Agency reported.

Lou Finton, a spokesman for the U.S. Embassy, described the discussions as "frank and serious" and said the parties "agreed to continue our discussions at a date to be established through diplomatic channels." Both sides have insisted that the discussion focus strictly on Iraq and not cover other disagreements, such as that over Iran's nuclear program.



Karim Kadim/The Associated Press

An Iraqi family grieved Sunday in Baghdad for a relative, one of 13 people killed when mortar shells hit vehicles in a line at a service station. It was unclear who had fired.

U.S. lost 190,000 Iraqi weapons

Reuters

WASHINGTON: The Pentagon cannot account for 190,000 AK-47 rifles and pistols given to Iraqi security forces in 2004 and 2005, or about half the weapons earmarked for soldiers and police officers, according to a government report.

The Government Accountability Office, the investigative arm of Congress, said in a July 31 report to lawmakers that the Defense Department also could not account for 135,000 pieces of body armor and 115,000 helmets reported to have been issued to Iraqi forces as of Sept. 22, 2005.

The congressional office said the Pentagon concurred with its findings and had begun a review to ensure full accountability for the program to train and equip Iraqi forces.

"Our review of the 2007 property books found continuing problems with missing and incomplete records," the report said.

The report raised concerns that weapons provided by the United States

Some may now be in insurgent hands

could be falling into the hands of insurgents and criminals. A senior Pentagon official told The Washington Post that some of the weapons probably were being used against American troops.

Many in Washington view the development of an effective Iraqi Army and the nation's police force as vital steps toward reducing the number of American troops in Iraq.

Since 2003, the United States has provided about \$19.2 billion to develop the security forces, the Government Accountability Office said. The Defense Department has recently asked for an additional \$2 billion to continue the program to train and equip the Iraqis.

Congress financed the program for Iraqi security forces outside traditional security assistance programs, providing the Pentagon with a large degree of flexibility in managing the effort, the congressional office said.

"Officials stated that since the funding did not go through traditional security assistance programs, the DOD accountability requirements normally applicable to these programs did not apply," the report said, referring to the Department of Defense.

Military officials in Iraq reported issuing 355,000 weapons to Iraqi security forces from June 2004 through September 2005, including 185,000 rifles and 170,000 pistols, the report said.

But the Defense Department could not account for 110,000 rifles and 80,000 pistols, the report said. Those sums amount to about 54 percent of the total weapons distributed to the Iraqi forces.

The congressional office quoted officials as saying the agency responsible for handling weapons distribution was too short-staffed to record information on individual items given to Iraqi forces.

Accountability procedures also could not be carried out fully because of the need to equip Iraqi forces rapidly for combat operations, the report said.

August 8, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Hazards rising for U.S. in Iraq

Weapon linked to Iran takes toll

By Michael R. Gordon

BAGHDAD: Attacks with Explosively Formed Penetrators, a lethal type of roadside bomb that American intelligence says has been supplied by Iran, reached an all-time high in July, Lieutenant General Raymond Odierno said in an interview.

There were 99 attacks with the weapon last month, and they accounted for a third of the combat deaths suffered by the American-led coalition. Of the 69 coalition troops killed in action in July, 23 died as a result of attacks with the device, according to figures provided by the American military.

EFPs are one of the deadliest weapons used against American forces. The weapons fire a semi-molten copper slug that can penetrate the armor of a Humvee. Even when they do not kill they can produce gruesome wounds.

Of the 614 coalition troops who were wounded in July, 89 were

wounded by EFP attacks.

The device has been used almost exclusively by Shiite militants, and American military intelligence has long asserted that the weapon has been provided by the Islamic Revolutionary Guard Corps in Iran. Tehran has repeatedly denied the allegations.

In recent months, much of the American military has focused on Al Qaeda in Mesopotamia, a Sunni group that is predominantly made up of Iraqis but that has foreign leadership.

U.S. military commanders say that one reason they have taken the fight to that group is to reduce the spectacular car bomb and other suicide attacks that have aggravated sectarian tensions, encouraged Shiite retaliation and undermined efforts at political reconciliation.

But for all the attention it has received, Al Qaeda in Mesopotamia is just one threat and the rise in EFP attacks shows the multifaceted dangers that confront American and allied forces here.

There are other indications that Shiite militias have been active.

According to Odierno, who serves as the day-to-day commander of American troops in Iraq, 73 percent of the attacks that killed or wounded American troops in Baghdad in July were carried out by Shiite militants.

The increase in penetrator attacks also indicates that American efforts to interdict smuggled weapons components from Tehran and to press Iran to curtail the lethal assistance to Shiite militants have fallen short.

Odierno asserted that Tehran was supplying the weapon to influence the debate in the United

States on whether to withdraw American troops. "I think they want to influence the decision potentially, coming up in September," he said.

EFP attacks have been a worry for years. In 2005, the United States sent a private diplomatic protest to Tehran complaining that the Revolutionary Guards had been training Shiite militants and providing them with bomb-making equipment.

According to American military data, EFP attacks accounted for 18 percent of combat deaths of American and allied troops in Iraq in the last quarter of 2006. The number of EFP attacks declined in January and some American officials thought at that time that this might be a response to their efforts to publicly highlight the allegations of an Iranian role.

But in recent months EFP attacks have steadily risen. The July figure is roughly double the number for January. It is also 50 percent greater than in April, when there were 65 EFP attacks, according to American military officials.

Many of the EFPs encountered by American troops in Iraq are hard to counter. Because they fire from the side of the road, there is no need to dig a hole to plant them, making them well suited for urban settings. Because they are set off by a passive infrared sensor, the kind of motion detector that turns on security lights, they cannot be countered by electronic jamming.

They have also recently been found in Afghanistan, prompting American suspicions that they are being provided by the Iranian Revolutionary Guards to the Taliban.

Erdogan redevient maître du jeu politique en Turquie

Le nouveau Parlement dominé par les ex-islamistes s'installe.

Grand vainqueur des élections du 22 juillet, le premier ministre sortant Recep Tayyip Erdogan, le leader de l'AKP (parti de la justice et du développement, issu du mouvement islamiste), commence aujourd'hui à former son nouveau gouvernement. L'ampleur même du triomphe de l'AKP aux élections anticipées avec quelque 47% des voix marque au moins provisoirement la fin de la crise politique. Elle avait éclaté en avril quand l'armée et le camp laïc s'opposèrent à l'élection à la présidence de la République par les députés d'Abdullah Gül, ministre des affaires étrangères qu'Erdogan appelle son «frère».

Les militaires et la gauche se réclamant de l'héritage de Mustafa Kemal, le fondateur de la République sur les décombres de l'empire ottoman, s'inquiétaient de l'arrivée à la tête de l'Etat d'un islamiste mariée à une femme voilée. En outre, si le président de la République dispose de pouvoirs limités, il bénéficie d'un droit de veto sur les nominations dans la haute fonction publique d'où la crainte «d'infiltrations islamistes dans les rouages essentiels de l'Etat».

Dans le nouveau Parlement qui a tenu samedi sa séance

inaugurale, l'AKP dispose d'une confortable majorité de 349 sièges sur 550. Il n'atteint pas néanmoins la majorité des deux tiers qui lui permettrait d'imposer seul son choix pour la présidence. Le rapport de force est cependant en faveur de l'AKP, qui a relancé la mise dès le soir de la victoire, avec Abdullah Gül au balcon aux côtés du Premier ministre face à une foule en liesse scandant «Gül président!»

Ultrationalistes. «Personne ne peut interdire un candidat et rien n'empêche que je sois candidat», lançait trois jours plus

«Nous voulons participer à l'élaboration d'un processus démocratique et pacifique.»

Ahmet Türk, président du parti kurde DTP

tard, Abdullah Gül, lors d'une conférence de presse, bien décidé à devenir le nouveau locataire de Cankaya, l'Élysée turc. L'AKP, pour atteindre le quorum des deux tiers, devrait pouvoir compter sur le soutien des ultrationalistes du MHP, (14% des voix) troisième force du Parlement dont le leader Devlet Bahçeli a affirmé que «l'AKP est arrivé au pouvoir grâce à la volonté du peuple et il peut choisir qui il veut pour la présidence».

Les kémalistes ne semblent pour le moment ne pas avoir

d'autre choix que d'avaler la couleuvre. «Le triomphe de l'AKP dans les urnes s'explique autant par l'effet repoussoir de la stratégie de la tension menée par les militaires et la haute bureaucratie que par le fait que ce parti a su, au-delà du centre-droit, attirer aussi des réformistes ou des sociaux-démocrates», explique l'universitaire Ahmet Insel soulignant que malgré les énormes manifestations de rue du printemps, le CHP (gauche kémaliste) n'a obtenu que 20% des voix. Le chef d'Etat-major, le général Yasar Büyükanit, considéré comme un «faucou», à certes tenu à rappeler ses propos tenus en avril sur la nécessité d'avoir un président «attaché aux valeurs fondamentales de la République, dont la laïcité, pas seulement en paroles». Mais l'armée garde profil bas. «La Turquie est enfin en train de sortir du système mis en place par le coup d'Etat militaire de 1980 et, avec ce vote, les électeurs ont montré qu'ils ne veulent plus d'interférences politiques des militaires», souligne Cengiz Aktar, éditeur et spécialiste des questions européennes. Un même climat optimiste entoure la question kurde alors que pour la première fois de-

puis 1991 des députés représentant cette minorité (13 millions de personnes sur 70 millions de citoyens turcs) siègent au Parlement. Il y a seize ans, Leyla Zana avait parlé en kurde et portait les couleurs kurdes, ce qui lui valu, ainsi que pour les autres députés kurdes, l'expulsion du Parlement. En 1994 leur immunité parlementaire fut levée et quatre d'entre-eux passèrent dix ans en prison accusés de liens avec le terrorisme des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Conciliation. Cette fois les élus kurdes du DTP (Mouvement pour une société démocratique) parlent conciliation. «Nous voulons participer à l'élaboration d'un processus démocratique et pacifique», a affirmé Ahmet Türk, le président de ce parti que les autorités d'Ankara accusent d'être la vitrine politique du PKK qui mène toujours la lutte armée. Certains des élus kurdes ont même serré la main de leurs collègues ultrationalistes du MHP dont le leader a mené campagne en martelant qu'il fallait pendre Abdullah Öcalan, le leader du PKK condamné à la prison à vie. Pour le moment, tous les protagonistes de la crise turque jouent la détente. ◀

MARC SEMO

Un rebelle kurde abattu lors de combats dans le sud-est de la Turquie



ANKARA, 5 août 2007 (AFP) - 14h49 - Un rebelle kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été abattu dimanche par les forces de sécurité dans le sud-est de la Turquie, affirme dans un communiqué l'état-major turc.

Le rebelle a trouvé la mort lors de combats survenus dans la matinée dans une zone montagneuse de la province de Sirnak, riveraine de l'Irak et de la Syrie, ajoute le document diffusé sur le site internet de l'état-major.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne, a accru depuis le début de l'année ses attaques contre les forces de sécurité dans le sud-est de la Turquie, où la population est en majorité kurde.

Le conflit kurde de Turquie a fait plus de 37.000 morts depuis le début de l'insurrection séparatiste du PKK, en 1984.



05 août 2007 l'une de nos correspondantes à Istanbul, Fatma Kizilboğa

Les députés pro-kurdes jouent le jeu turc



Devlet Bahçeli, chef du Parti du Mouvement Nationaliste, échange une poignée de main avec Ahmet Türk, chef du Parti pour une Société Démocratique, lors de la première session du nouveau parlement à Ankara le 4 août. (Photo : AFP)

Après 16 ans d'absence du Parlement, les députés kurdes du DTP ont créé la surprise en allant serrer la main des nationalistes lors de la séance inaugurale du parlement, qui s'est déroulée dans le calme. «Nos idées peuvent ne pas être les mêmes, mais nous allons travailler sous un même toit. Nous sommes des gens civilisés, nous allons avoir des relations», a commenté le député kurde. La prochaine tâche des députés sera d'élire leur président, avant d'élire ensuite le Président de la République.

Finalement, aucun des scénarios catastrophes prédits n'aura eu lieu. De cette séance inaugurale du parlement, on gardera d'abord l'image de députés kurdes provoquant la surprise générale en se déplaçant dans l'hémicycle pour aller serrer la main des nationalistes. Un sans fautes pour les élus du DTP, le Parti pour une société démocratique, qui ont affiché leur volonté de compromis en prêtant serment en turc : un vrai symbole, puisque leur dernier passage au Parlement en 91 s'était soldé par l'emprisonnement de 6 députés, qui avaient commis un délit en s'adressant à l'assemblée nationale en kurde.

La séance inaugurale a abouti à une cérémonie-marathon où les nouveaux députés ont défilé chacun à leur tour, pour prêter serment d'être fidèles aux principes kemalistes. La prochaine mission pour ce parlement fraîchement élu est non des moindres, elle consiste à élire le futur président de la république ; et si rien n'est encore officiel, tout porte à croire que le candidat du parti islamiste modéré AKP, sorti renforcé des élections législatives du 22 juillet, sera à nouveau Abdullah Gül, dont la candidature en avril s'était soldée par un échec.

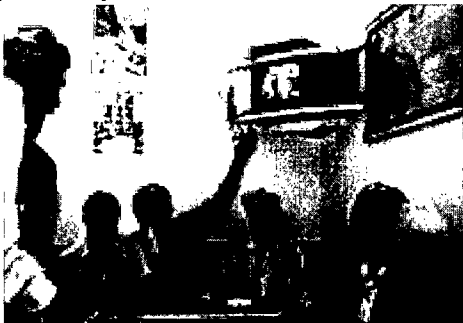


La question kurde divise Ankara et Bagdad

Par Jérôme bastion , Correspondant à Istanbul , le 08/Aout/2007

Le Premier ministre irakien était en visite en Turquie. Ankara réclame des mesures concrètes contre la présence de la rébellion kurde au nord de l'Irak. Mais les deux pays peinent à conclure un accord de coopération à ce sujet.

Les sujets à évoquer ne manquaient pas, ni non plus les points de désaccord sérieux. Au



premier plan desquels la présence rebelle kurde dont le sanctuaire au nord de l'Irak agace de plus en plus Ankara, confronté à une recrudescence des activités de la guérilla. C'est pour cette raison que cette visite officielle était placée sous le signe de la "coopération sécuritaire", comme le déclarait Nouri al Maliki à son arrivée à Ankara hier.

Une coopération ardemment souhaitée par le Premier ministre irakien lui-même, qui demandait à être reçu à Ankara depuis plusieurs semaines pour éviter à tout prix l'incursion militaire tant annoncée par l'état-major turc. L'urgence de la situation justifiait, des deux côtés, que l'on affiche des progrès sur cette question brûlante, mais manifestement le long tête-à-tête entre le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et son homologue irakien a

achoppé sur plusieurs points.

C'est ce qui a expliqué la longueur de leur entretien (3h30 !) et la poursuite des négociations entre collaborateurs des deux parties avant de finalement tenir une conférence de presse commune. Le protocole adopté n'est qu'un engagement à conclure un véritable accord de coopération dans un proche avenir, ce qui représente plus qu'un demi-échec, à peine camouflé par la signature de ce document.

"Une affaire turco-turque"

Les discussions ont été "très, très utiles", s'est écrié le Premier ministre turc, se félicitant que l'Irak, pays "ami et frère", participe à la lutte contre la présence du PKK. Mais dans le détail, il semble que les autorités irakiennes aient bien du mal à s'engager dans cette direction, et - alors que le protocole adopté hier soir n'était pas encore connu - il semblait que M. Maliki ait cédé aux pressions des factions kurdes (représentées par le chef de la diplomatie irakienne Hoshyar Zebari) pour éviter que le PKK soit présenté comme une organisation terroriste. C'était pourtant le minimum de ce que la Turquie espérait obtenir. M. Maliki aurait en revanche fait comprendre à M. Erdogan que l'existence du PKK est "une affaire turco-turque", ce qui sous-entend que Bagdad n'entend guère s'impliquer dans le conflit.

Le mémorandum prévoit donc la poursuite des négociations pour un véritable accord prévu à un terme de deux mois. Dans les deux semaines, l'Irak devrait dans ce but envoyer à Ankara une délégation emmenée par le ministre de l'Intérieur irakien. Aucun détail n'a été donné par les deux chefs de gouvernement sur le contenu de ce futur accord, signe que les négociations sont difficiles et loin d'aboutir. Seule confiance de M. al Maliki devant les caméras : le mémorandum "contraindrait" les factions kurdes du nord du pays, bien qu'elles se dirigent à grands pas vers l'indépendance. Et selon lui, sa visite à Ankara avait ainsi "atteint son but".

Dans la journée de mardi, le porte-parole du Parti Démocratique du Kurdistan affirmait "ne pas soutenir le PKK" et appelait à une solution "politique". Autrement dit : il ne désire pas participer à un règlement militaire de cette question. Et dans le même temps les sites d'information de l'Union Patriotique du Kurdistan du chef de l'Etat irakien Djalal Talabani, démentis par Ankara, affirmaient qu'un commando turc était entré en Irak.

Autant de signes que la coopération annoncée risque d'être dure à mettre en place. M. Erdogan aura déployé ces derniers mois de laborieux efforts pour tenter de décourager les militaires turcs piaffant de mener une opération transfrontalière. Il n'est pas sûr qu'avec cette visite il ait, lui, atteint son but.

TURQUIE VISITE DU PREMIER MINISTRE IRAKIEN

Le Monde

Jeudi 9 août 2007

M. Maliki promet d'agir contre les Kurdes du PKK en Irak

APRÈS les menaces répétées de la Turquie d'intervenir militairement dans le Kurdistan irakien si les autorités de Bagdad, ou leurs alliés américains, n'expulsaient pas eux-mêmes les groupes armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui s'y trouvent, la tension a baissé d'un cran. Mardi 7 août, à l'occasion d'une visite à Ankara du premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, à son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, les deux pays se sont engagés à unir leurs efforts pour lutter contre les organisations terroristes en Irak, dont le PKK.

« Notre satisfaction dépendra du respect de ces engagements, mais je peux dire que nous avons vu des signes encourageants » de la part de l'Irak, a déclaré à Reuters un

responsable du ministère turc des affaires étrangères. Pour le moment, les chefs de gouvernement irakien et turc ont signé un document portant sur plusieurs volets de la coopération entre les deux pays, dont la sécurité. Mais M. Maliki a promis que ce texte débouchera sur une solution qui permettra d'« éliminer la présence » du PKK en Irak.

Mouvement sécessionniste de Turquie à sa création en 1984, le PKK est aujourd'hui inscrit sur les listes des groupes « terroristes » des Etats-Unis, de l'Union européenne et des Nations unies. Depuis l'arrestation, en 1999, de son fondateur et dirigeant Abdullah Öcalan, le PKK assure qu'il a abandonné toute visée sécession-

niste pour ne revendiquer que la « reconnaissance » des droits des Kurdes. Mais il refuse de déposer les armes. Bannis de Turquie, ses partisans ont trouvé refuge dans les montagnes du nord de l'Irak, d'où ils lancent des raids contre l'armée turque. Leur présence embarrasse le gouvernement régional kurde d'Irak, qui cherche à préserver de bonnes relations avec ses puissants voisins.

Jalal Talabani, dirigeant kurde historique et actuel président de l'Irak, était parvenu à faire accepter au PKK l'idée d'une trêve unilatérale. Décrétée le 1^{er} octobre 2006, après plusieurs bombardements de l'aviation turque sur leurs positions, la trêve n'a jamais été reconnue par M. Erdogan.

Depuis, les heurts se sont multipliés. Depuis janvier, près de 80 soldats turcs ont péri dans des raids lancés par les rebelles kurdes. Mardi, un lieutenant a encore été tué dans une attaque à l'explosif dans la province d'Hakkari (sud-est de la Turquie).

Reste à savoir quelle sera la marge de manœuvre du premier ministre irakien pour remplir ses engagements envers la Turquie. Très affaibli au sein de son gouvernement après la démission et le boycottage de 17 de ses ministres, M. Maliki devra compter sur l'aide des dirigeants du Kurdistan où, selon un accord signé avec Bagdad, seuls les peshmergas (combattants kurdes) sont habilités à se battre. ■

CÉCILE HENNION
(AVEC REUTERS ET AP)

IRAK UN RAPPORT REMIS AU CONGRÈS

La moitié des armes américaines livrées au gouvernement irakien auraient disparu

DES EXPERTS américains, iraniens et irakiens se sont rencontrés, lundi 6 août, à Bagdad, dans le cadre d'un « comité de travail » créé deux semaines plus tôt pour renforcer la coopération sécuritaire en Irak. De ces discussions, qui ont duré plusieurs heures dans un bureau de la « zone verte » ultrafortifiée, rien n'a transpiré hormis une appréciation générale. Elles ont été qualifiées de « franches et sérieuses » par les officiels iraniens comme américains. A Washington, le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack, a estimé que ce comité de travail est dorénavant un « moyen de communication établi. Nous verrons dans l'avenir si cela devient un moyen de communication utile ». Depuis le 28 mai, c'est la troisième fois que les Etats-Unis et l'Irak ont des discussions à un haut niveau depuis la rupture de leurs relations diplomatiques en 1979.

Quelques heures avant le début de la rencontre, un attentat-suicide au camion piégé a fait au moins 30 morts et plusieurs dizaines de blessés à Al-Gouba, un village à majorité chiite du nord de l'Irak, situé non loin de Tal Afar – un lieu plusieurs fois cité en 2006 par le président américain George Bush comme un modèle de réussite en matière de reconstruction et de stabilité.

Plutôt embarrassant, alors que Washington accuse régulièrement l'Irak de four-

nir armes et finances aux milices chiites, une étude américaine du Government Accountability Office (GAO), l'organisme de contrôle des comptes publics, a révélé que 190 000 pistolets et fusils automatiques AK-47 livrés en 2004 et 2005 par les Etats-Unis aux forces gouvernementales irakiennes avaient disparu, soit quasiment la moitié de l'arsenal distribué.

Selon cette étude, communiquée le 31 juillet aux parlementaires, le ministère américain de la défense est par ailleurs incapable de mettre la main sur 135 000 gilets pare-balles et 11 000 casques censés avoir été remis à aux autorités irakiennes. Selon un haut responsable du Pentagone interrogé par le *Washington Post*, une partie de ces armes est vraisemblablement tombée entre les mains de l'insurrection irakienne hostile à la présence militaire américaine.

Toujours d'après le rapport, le Pentagone serait parvenu aux mêmes conclusions et se serait lancé dans un réexamen général de la situation pour s'assurer de l'efficacité et la traçabilité de son programme de formation et d'équipement des forces irakiennes. « Toutefois, notre inspection des livres de comptes relatifs à 2007 montre que les procès-verbaux continuent d'être incomplets », assure le GAO dans son rapport. Depuis 2003, les Etats-Unis ont dépensé 19,2 milliards de dollars (près de 14 milliards d'euros)

pour former et équiper la nouvelle armée irakienne, selon le GAO. Le Pentagone a récemment réclamé une rallonge de 2 milliards de dollars à cet effet.

Boycottage du gouvernement

Sur le plan intérieur, l'Irak a encore été secoué, lundi, par un petit séisme politique après l'annonce, par cinq ministres, de boycotter le gouvernement de Nouri Al-Maliki. Issus de la Liste nationale irakienne, un parti laïque dirigé par l'ancien premier ministre Iyad Allawi, ces ministres ont souhaité donner un « avertissement au premier ministre qui doit suivre le programme de réconciliation nationale ». Ils ont averti que ce boycottage pourrait être suivi d'une démission si leurs demandes n'étaient pas prises en compte.

Moins d'une semaine plus tôt, le cabinet de M. Maliki avait déjà dû faire face au départ de six ministres affiliés au principal parti sunnite, le Front de la concorde nationale. Ils réclamaient notamment plus de participation dans les décisions sécuritaires du pays, la libération et l'amnistie de prisonniers sunnites. Alors que M. Maliki subit une pression croissante des Etats-Unis qui exigent des résultats dans le processus de réconciliation nationale, ce sont désormais 17 ministres sur 37 qui ont claqué la porte, laissant un gouvernement plus fragile que jamais. – (AFP, AP, Reuters.) ■

Le Monde

Mercredi 8 août 2007

TIME

AUGUST 8, 2007 7:47

The PKK Ain't Going Away

By now, you would think that world leaders would stop holding press conferences with Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki. Despite the many appearances with President George Bush and American cabinet secretaries, the Maliki government has yet to make good on almost all of its promises to Washington: to stop sectarian violence, to pass an oil revenue sharing law, to make political peace with Iraq's Sunni parties, etc. By now, word should have gotten out that Maliki doesn't deliver.

But that didn't stop Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan from trotting out alongside Maliki yesterday to declare that the Iraqi government had agreed to drive a Kurdish militant group -- the Kurdish Workers Party or PKK -- out of the mountains of northern Iraq, where PKK fighters and activists maintain training camps.

Turkey has been threatening to invade Iraq unless someone does something about the PKK, which has long been at war with the Turkish state over the rights of Turkey's Kurdish minority. In recent months, fighting between the Turkish army and the PKK has intensified inside Turkey, and the Turks accuse the PKK of a terrorist bombing campaign against Turkish cities. In response, the Turkish army has massed tanks and thousands of soldiers at the border with Iraq.

Unfortunately for Erdogan, there's nothing Maliki can do about the PKK. His government's armed forces can't even keep Baghdad safe, let alone mount an expedition in northern Iraq, which, by the way, isn't even part of Maliki's

military jurisdiction. There are no federal Iraqi soldiers there -- just Iraqi Kurdish pesh merga units controlled by the largely autonomous Kurdish Regional Government (KRG).

And Iraq's Kurdish leaders aren't about to send their soldiers off on a treacherous struggle with hardened guerilla fighters in difficult terrain. Iraq's Kurds fought the PKK once before in the 1990's, and they're not looking forward to repeating the ugly experience. Plus, the Iraqi Kurds say their pesh merga are already stretched thin. Besides keeping Arab terrorists out of the KRG, pesh merga are also helping the Iraqi army in Mosul and Baghdad.

Nor for that matter, is there anything the Turkish army can do about the PKK in Iraq. The PKK's bases aren't even near the Turkish border; they are in the remote Qandil valley near Iran, far from the reach of Turkey's ground forces. The Turkish army would have to penetrate deep into Iraq and travel through several Iraqi cities before reaching the Qandil valley, by which time the PKK's mobile guerilla units would have long since snuck away to fight another day. And even if the Turkish air force got US permission to cross into Iraq, air strikes have a limited effect on a guerilla insurgency.

The fact is that there isn't a military solution to the PKK. Turkey has fought with them since the 1980's to no avail. The Turkish threat to invade Iraq is only turning a Turkish civil war into a regional crisis. Hopefully, Erdogan realizes this and his "agreement" with Maliki is a stalling tactic aimed at pacifying Turkey's restive generals. Unfortunately, the PKK



A PKK fighter in northern Iraq, summer 2004

problem isn't going away. If fighting continues inside Turkey, it will only be a matter of time before Turkish sabers start rattling again.

Kurds seek to attract foreigners to region untouched by violence

gulfnews.com

(Reuters): August 14, 2007

Arbil: The ministry of tourism has 417 employees and big plans: "We need three or four times as many hotels as we have now," says Nimrud Youkhana, the minister, "and we need to get more airlines to fly here."

Tourism in Iraq? More hotels in a country whose name evokes images of truck bombs and mayhem, kidnappings and beheaded foreigners?

An advertising campaign in the US called 'The Other Iraq', seeks to create interest in the three northern provinces that blossomed into a quasi-independent state in the 16 years since the US placed a protective umbrella - the 'no-fly zone' - over the region to stop a genocidal anti-Kurdish campaign waged by Saddam Hussain.

Administered by the Kurdistan Regional Government (KRG),

the provinces have largely escaped the violence that has been tearing apart the rest of Iraq since the US invasion in 2003, toppled Saddam and uncorked long-suppressed sectarian hostility.

"We have some way to go still," said Youkhana, "but we plan to eventually hold annual folklore events like the Jerash festival," a reference to the Jordanian city which brings together performers from all over the world each summer.

Exotic destination

Customers the ministry wants to attract people from the Mideast who appreciate mountain resorts in an Alpine setting (and a relaxed attitude towards alcohol) and Europeans in search of exotic destinations and archaeological remains dating back thousands of years.

Youkhana's plans, and the

mere existence of a tourism ministry, highlight a bullish view of Kurdistan's future which is also evident in building projects on a grand scale, from a 6,000-shop mall to a string of US-style gated communities with names such as Dream City, Empire Villas and American Village.

Near the airport, Naz City, a new complex of 14 high-rise apartment towers, is cabled for high-speed internet access. New hotels under construction include one by the German luxury chain Kempinski.

And rising in the shadow of Arbil's citadel, near where Alexander the Great defeated King Darius of Persia, the huge Nishtiman mall features Kurdistan's first escalator - a magnet for children who ride it up and down in wide-eyed wonder.

The Board of Investment, a

government agency set up last summer, has approved more than \$3.5 billion in development projects.

The Kurds' main argument to persuade foreigners to visit and invest is security. "I feel safer in Arbil or Suleimaniyah than in Camden, New Jersey," said Harry Schute, a retired US army colonel, who served in Iraq and is now a security adviser to KRG president Massoud Barzani.

"But people hear 'Iraq' and they think violence. There's a lack of understanding that Baghdad and Arbil are different worlds."

Obstacles to opening up Kurdistan to the world include the travel advisories governments issue to their citizens. The US makes no distinction between the Kurdish north and the rest of Iraq and warns against travel there.

August 9, 2007

Tourism industry gearing up in Kurdish Iraq

By Bernd Debusmann

Reuters

ERBIL, Iraq: The Ministry of Tourism for Kurdish northern Iraq has 417 employees and big plans.

"We need three or four times as many hotels as we have now," said the tourism minister, Nimrud Youkhana. "And we need to get more airlines to fly here."

Vacation in Iraq? More hotels in a country whose name evokes images of bombs, kidnappings and beheadings?

The three northern provinces, Erbil, Dohuk and Sulaimaniya, have blossomed into a quasi-independent state in the 16 years since the United States placed a protective umbrella, or no-flight zone, over the region to stop a genocidal anti-Kurdish campaign waged by Saddam Hussein.

Administered by the Kurdistan Regional Government, the provinces have largely escaped the violence that has been tearing apart the rest of Iraq since the U.S. invasion in 2003 toppled Saddam and unleashed long-suppressed sectarian hostility.

"We have some way to go still,"

Youkhana said, "but we plan to eventually hold annual folklore events like the Jerash festival," an event in Jordan that draws international performers each summer.

The ministry is hoping to attract customers like Gulf Arabs who appreciate mountain resorts in an Alpine setting with a relaxed attitude toward alcohol, as well as Europeans in search of exotic destinations and archaeological remains dating back thousands of years.

There was even an ad campaign on U.S. television last year for "The Other Iraq," in which locals spoke of the relatively safety of the area compared to the rest of Iraq.

Youkhana's plans, and the mere existence of the Tourism Ministry, highlight a bullish view of the future of the Kurdish region, an optimism evident in building projects, from a 6,000-shop mall to a string of U.S.-style gated communities with names like Dream City, Empire Villas and American Village.

Near the airport, Naz City, a new complex of 14 high-rise apartment towers, is cabled for high-speed Internet. Hotels under construction include one by the German luxury chain Kempinski.

And rising in the shadow of Erbil's citadel, near where Alexander the Great defeated King Darius of Persia, the Nishtiman mall features the region's first escalator, a magnet for children riding it up and down in wide-eyed wonder.

There are no detailed figures on how much money has been invested in the region since 2003. The Board of Investment, a government agency set up last summer, has approved more than \$3.5



Azad Lashkari/Reuters

A Kurdish flag fluttering at the newly constructed Neshteman mall in Erbil, Iraq.

billion in development projects.

The Kurds' main argument to persuade foreigners to visit and invest is security: there is no other place in Iraq where a foreigner can shop in local markets or walk the streets without fear of being killed or kidnapped.

"I feel safer in Erbil or Sulaimaniya than in Camden, New Jersey," said Harry Schute, a retired U.S. Army colonel who served in Iraq and is now a security adviser to the regional government's president, Massoud Barzani. "But people hear 'Iraq' and they think violence. There's a lack of understanding that Baghdad and Erbil are different worlds."

So different that the regional government has all the trappings of an independent state — its own flag, its own army, its own border patrol, its own national anthem, its own education system, even its own stamp inked into the passports of visitors.

Turkey, Iran and Syria — all of which have sizable Kurdish minorities — are viewing the regional government's progress with considerable concern. They fear that full independence for the Iraqi region would set off a chain reaction in the region.

The Iraqi Kurds' sense of tranquillity was shattered by two bombs in May — a truck bomb outside the regional government's Interior Ministry killed 15 people and wounded more than 100 and three days later, a car bomb in the office of Barzani's Kurdistan Democratic Party killed 30 people and injured 50.

The government responded by stepping up security, already tight, and virtually sealing the roads into regional-government-controlled territory to non-Kurds. Travelers from outside the region are not allowed to pass unless a Kurdish resident meets them in person and "guarantees" their stay.

Despite the May bombs, Austrian

Airlines, the only European carrier with a regular service to Erbil, added a flight to its schedule in July to bring Vienna-Erbil connections to four a week. The flights are usually crowded.

"The bomb attacks did not dent business interest," said Bayan Sami Abdul Rahman, who heads the Kurdish Development Corporation. "In fact, inquiries picked up after a few days."

They did not dent a booming business in luxury cars, either. "Things are looking good," said Lezan Shafeea, a sales manager at the sprawling Mercedes dealership in Erbil. "We are selling more top-end models, at \$138,500 apiece, than midsize cars."

These are cash-only deals, because the region's embryonic financial system has no provision for consumer credit.

Obstacles to opening up the region to the world, Kurdish officials say, include the travel advisories governments issue to their citizens. The U.S. State Department, for example, makes no distinction between the Kurdish north and the rest of Iraq and "continues to strongly warn" against travel there.

But other countries have taken the region off their list of life-threatening destinations, said Falah Mustafa Bakir, who heads the Foreign Relations Department and is the region's de facto foreign minister. "Denmark, Japan, Austria, Sweden and the Netherlands have all changed their advisories," he said.

Not even the rosiest optimist predicts a travel boom soon to the region, but a British company, Hinterland Travel, led a group of tourists in their 50s and 60s on a package tour through the three provinces administered by the regional government in May. Another is scheduled for September. "This is for people interested in archaeology and history," said the company's owner, Geoff Hann. "And who are not faint of heart."

Iraq's middle class escapes abroad and finds poverty

By Sabrina Tavernise

AMMAN: After her husband was killed, Amira sold a generation of her family's belongings, packed up her children, and left their large house with its gardener and maid.

Now, a year later, she is making meat fritters to earn money in this sand-colored capital, unable to afford glasses for her son and, in the quiet moments, choking on the bitterness of loss.

The war has scattered hundreds of thousands of Iraqis throughout the Middle East, but those who came to this capital of highways and fast food restaurants tended to be the most affluent. Most lacked residency status and were not allowed to work, but as former bank managers, social club directors and business owners, they thought their money would last.

It has not. Rents are high, schools cost money, and under-the-table jobs pay little. A survey of 100 Iraqi families this spring found that 64 percent were surviving by selling off their assets.

Now, as a new school year begins, many Iraqis here say they can no longer afford some of life's most basic requirements — education for their children and hospital visits for their families. Teeth are pulled instead of filled. Shampoo is no longer on the grocery list.

"My savings are finished," said

Amira, who is 50. "My kids won't be in school this year."

It is a painful reality for an important part of Iraq's population. The upper middle classes were Iraq's educated, secular center. They refused to take sides as the violence got worse. And their suffering is not only personal. The poorer they grow and the longer they stay away, the more crippled Iraq becomes, making it difficult for any American effort to put the country back together again.

"The binding section of the population does not exist anymore," said Ayad Allawi, a former prime minister of Iraq, who now spends most of his time in Jordan. "The middle class has left Iraq."

Iraqis streamed into Jordan and Syria in 2005 and 2006, with the professional class picking Jordan. The signs on the second floor of the private Al Essra Hospital in central Amman contain only Iraqi doctors' names. The Jordanians have been relatively lenient, registering doctors in their medical unions and allowing those without residency permits, the vast majority of Iraqis here, to live unmolested, virtually without arrests or deportations.

But by early this year Iraqis were weighing so heavily on this small country that the Jordanian authorities began to reduce the numbers they accepted.

Many who came thought Jordan would be a temporary stop on the way



Shawn Baldwin for The New York Times

Zeinab Majid, center, an Iraqi refugee, shopped for fruit in Amman with her recently arrived Baghdad neighbor, Ansam Obaid, and her daughter, Yusor Muhammad.

to asylum in Australia or Sweden, or a brief vacation from Baghdad's inferno. But as the months wore on, it became clear that most countries were closed to Iraqis, the war was only getting worse, and families were left stranded, burning through their savings.

The Australian authorities twice rejected Hassan Jabr, a Spanish teacher who left his elegant home and garden in Baghdad after his 12-year-old son was kidnapped and killed last year. Now, with his savings gone, badly dented before he left by a \$10,000 ransom he paid to try to get his son back, he is living off his family's food ration cards that his mother sells in Baghdad.

"We saw reality in Amman and we were shocked," he said, sitting in his spare one-room apartment in eastern Amman. "We planned for two months."

Iraqis here have never been formally counted. A survey by a Norwegian

group, Fafo, which has not yet been made public, is expected to report that there are less than half of the 750,000 Iraqis commonly estimated to be in Jordan. But that still is 10 percent of Amman's two million population, and aid agencies have stepped up activities.

One of the biggest concerns is education, and aid agencies are trying to address it. The Jordanian government, under pressure from the United States, has agreed to let Iraqi children without residency attend public schools, a right not extended to any other foreigners.

Until now, Iraqis have either stayed out of school or attended private school, a moderate cost that has become untenable as savings disappear.

But the schools are already crowded and the government has not yet prepared for the change, arguing it should receive funding to help ease a humanitarian crisis caused by someone else's policy. United Nations agencies are asking for extra funds to expand, at first by adding new shifts to existing schools.

It is not clear yet how it will work. Save the Children, a humanitarian group helping to organize the effort, says it has referred 4,000 young Iraqis to schools in recent months, but that the referrals do not guarantee acceptance.

Amira went to the public school in her neighborhood, but was told that there was no room for her children. Private school cost her about \$5,000 last year, about a third of her savings.

As the middle class becomes poor, new patterns form. Zeinab Majid's okra stew no longer has meat. She buys her vegetables just before sunset, when the prices are the lowest. A stranger offered her the use of a washing machine, a gesture that nearly brought her to tears.

She came to Amman in September, after her husband, a painter, received two threats and the studio he used was bombed. They sold their car and possessions. Now her husband, a quiet, owl-like man in small round glasses, spends his days jabbing paint onto small canvases, while their boys, 7 and 4, watch cartoons on an old television set.

"There are days when I'm penniless completely," she said, serving juice to visitors. A Catholic relief organization, Caritas, helped pay for first grade for her son last year.

The pain of the war closes people, and recent arrivals tend to live isolated lives, dividing the community into small, sad pockets. Amira moves mechanically through her days like a stunned survivor of a shipwreck, directing her four children, and shaping meat fritters with tired hands. Gone are her children's elite schools. Gone is their social club with its pool.

Even their history was left behind. Tears come easily when she remembers the belongings she sold, the photo albums she did not take. Her husband, a Sunni, was killed five days after men in police uniforms took him from his shop in March. His face was bruised and his

body was broken. It was 22 years to the day since they first met.

"They were after the happiness," she said, her face wet with tears. "They wanted to kill the happiness."

The most isolated Iraqis are those who worked for the United States. The link is a liability among Iraqis and Jordanians and makes it hard to confide past sadness to make new friends.

The United States promised to increase the numbers of Iraqis it takes, an announcement that drew crowds to the UN High Commissioner for Refugees office here in February. The UN agency has referred 9,100 Iraqis to the United States in 2007, including 180 who worked for the United States, but so far only 120 have arrived, according to the State Department.

Running out of money is frightening, and some choose to move to Syria,

where things are cheaper, or, in some cases, back to Baghdad and the war.

Aseel Qaradaghi, a 25-year-old software engineer, was pregnant when she brought her small daughter here last summer after receiving Islamic threats on her cellphone. Her husband, a translator for a South African security firm, stayed in Baghdad to earn money for the family. But when he did not call on her birthday, she knew something was wrong, and only after pressing his friends on a crackling phone line did she learn that he had been kidnapped.

Now, eight months later, she is earning a small wage at a nursery. Without his salary it is not enough, and she has applied for refugee status. If she is rejected, she will have to return to Baghdad. She does not know her husband's fate, but worries it will be the same as her brother's, killed for working as a

translator for the U.S. military.

"I cannot allow myself to think about him," she said, bouncing her baby boy on her lap. "The moment I start to allow feelings, my life will stop. I'm afraid of the moment that I collapse."

Amira said, "My daughter was second in her class," her words coming hard and fast. "I traveled all over the world. I want to tell the Americans what has happened to us."

Total s'allie à Chevron pour explorer le pétrole irakien

Le Monde
Samedi 11 août 2007

Conclu en 2006, mais dévoilé le 8 août, ce projet pourrait prendre forme après la ratification, par le Parlement irakien, de la loi sur les hydrocarbures

LONDRES

CORRESPONDANT

Après un intermède de dix ans, ayant trouvé une cavalière, Total entre dans la danse du pétrole irakien. Et de belle manière, en s'associant avec Chevron pour explorer et développer l'un des plus grands champs pétrolifères du pays, celui de Majnoun, dans le Sud-Est, près de la frontière iranienne. Ce projet, conclu en 2006 mais dévoilé le 8 août, pourrait prendre forme après la ratification, par le Parlement irakien, de la loi sur les hydrocarbures, en principe à l'automne, et à condition que la sécurité s'améliore.

Chevron et Total se sont refusés à confirmer ou à démentir l'information en raison de son caractère sensible. L'octroi de contrats d'exploration-production à des compagnies étrangères est controversé dans l'ex-Mésopotamie, comme l'atteste la difficile ratification de la législation énergétique. Sous-exploité, le sous-sol irakien, qui contient les deuxième ou troisième réserves de pétrole au monde, selon le mode de calcul, est l'objet de toutes les convoitises en cette ère de raréfaction de l'offre d'hydrocarbures.

« L'Irak est le dernier Eldorado pétrolier. Les majors veulent leur part du

gâteau, mais les conditions d'exploitation n'ont pas encore été bien définies », souligne l'ancien haut fonctionnaire irakien Mohamed-Ali Zainy du Center for Global Energy Studies, un centre d'études énergétiques londonien. Les réserves de Majnoun, qui produisait 50 000 barils par jour avant la chute de Saddam Hussein, sont estimées à 12 milliards de barils. Le duo collabore aussi sur le champ de Nahr ben Omar, dans le Sud, dont les réserves sont estimées à 6 milliards de barils.

« Le mariage idéal »

Total et Chevron devront toutefois se contenter d'un contrat de service moins intéressant que les contrats de partage de production (*production sharing agreement* ou PSA) en vigueur avant la chute du dictateur.

« Les compagnies auraient bien voulu un PSA à long terme qui leur permet d'inscrire leurs réserves au bilan, créant de la valeur aux actionnaires. Mais le ministre irakien des pétroles ne veut pas être accusé de brader les richesses nationales au profit des étrangers. Ce type d'accord est la norme au Proche-Orient », souligne Mohammed Ali-Zainy. En vertu d'un tel contrat, la compagnie pétrolière joue un rôle de sous-traitant, facturant les opérations de développement des puits et d'extraction.

Douce musique pourtant aux oreilles de Christophe de Margerie, le directeur général de Total ! Les complémentarités entre les deux groupes sur ce dossier sont incontestables. En 1998, Total avait conclu, sans le signer, un accord PSA

avec le régime de Saddam Hussein pour le développement de Majnoun. La société française avait hérité d'Elf, présent en Irak depuis 1991, de précieuses données géologiques. Depuis 2003, la compagnie française s'est repliée dans les Emirats arabes unis, d'où elle participe à la formation de techniciens irakiens.

Depuis l'invasion, Chevron, proche de l'administration Bush, a pu tisser en toute tranquillité des liens avec les technocrates du pétrole irakien. « C'est le mariage idéal combinant l'expérience de Total d'avant 2003 et celle de Chevron d'après 2003 », souligne Ruba Husari, experte de la revue *l'Energy Intelligence Group*.

Par ailleurs, Chevron et la Compagnie française des pétroles, devenue Total, étaient actionnaires de l'Irak Petroleum Company entre 1928 et 1972, date de sa nationalisation. De surcroît, en chiffre d'affaires, les deux groupes sont au quatrième rang mondial, ex aequo.

Aujourd'hui, une dizaine de petites compagnies étrangères sont présentes en Irak, essentiellement dans l'exploration, dont Genel, Dana Gas, Gulsands Petroleum, ONGC-Reliance et Addax Petroleum. En attendant que la sécurité soit garantie, les grands - BP, Shell, Total ou ExxonMobil - préfèrent attendre tout en plaçant leurs pions.

En 2007, la production irakienne s'est élevée en moyenne à 2 millions de barils/jour et les exportations à 1,6 million. Les coûts de production de ce pétrole léger, à faible teneur en soufre, s'élevaient à seulement 2 dollars le baril. ■

MARC ROCHE

Le Monde
15 août 2007

Le premier ministre irakien tente de sauver sa coalition, menacée d'implosion

En butte à une crise politique sans précédent, le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, a annoncé, lundi 13 août, la tenue d'un sommet réunissant au plus tôt les différentes factions du pays. Les principaux partis sunnite, chiite et kurde en ont déjà accepté le principe. Il s'agit peut-être de la dernière chance pour la coalition irakienne de se réconcilier avant le 15 septembre. A cette date, le commandant des forces américaines en Irak, David Petraeus, et l'ambassadeur américain à Bagdad, Ryan Crocker, remettront au Congrès un rapport très attendu qui doit réévaluer la situation en Irak.

Ce rapport, selon les analystes, sera crucial pour déterminer l'appui d'élus américains, de plus en plus hostiles, à la présence militaire en Irak. Il pourrait constituer un désaveu de la « nouvelle stratégie » de M. Bush, définie le 10 janvier, qui mettait en avant, outre la lutte contre Al-Qaida et la sécurisation de Bagdad pour laquelle 17 500 soldats américains supplémentaires ont été dépêchés sur place, l'importance du processus de « réconciliation nationale ».

Nommé en 2006 à la tête d'un gouvernement de coalition à dominante chiite pour enrayer les violences entre communautés, M. Maliki a cumulé les revers. Présentée par le président américain comme une étape primordiale de la réconciliation, la loi sur le partage des revenus des hydrocarbures n'a toujours pas été votée par le Parlement irakien. Rien ne sera débloqué avant septembre. A Bagdad, les députés ont en effet décidé – malgré les injonctions des Etats-Unis – de se mettre en vacances.

Autre priorité selon Washington, la réforme de la loi dite de « débaasification » n'a pas abouti. Censé permettre aux anciens membres du parti Baas (au pouvoir sous Saddam Hussein) de toucher leur pension et, plus généralement, de faciliter l'intégration politique de la communauté sunnite, ce projet de réforme et les différentes interprétations qu'il a suscitées sont à l'origine de la désintégration du gouvernement de M. Maliki.

Le 1^{er} août, le Front de la concorde nationale, principale formation sunnite au Parlement, a annoncé la démission de ses six ministres. Raison invoquée : M. Maliki est resté sourd à toutes leurs demandes. Déclinées en onze points, celles-ci incluaient une amnistie générale, la libération des prisonniers politiques sunnites, la fin des arrestations massives dans les localités sunnites, ainsi qu'une série de mesures visant à mettre fin au règne des milices chiïtes dans la police et l'armée. « Nous n'avons pas de problème avec les chiïtes, les Kurdes, ni même avec le Parlement », a précisé au Monde un député de ce parti, Karim Al-Sammarai, interrogé par téléphone. *Le responsable, c'est ce gouvernement qui persiste à nous tenir à l'écart du processus politique, notamment en ce qui concerne les questions sécuritaires.*

Dans l'immédiat, la majorité dont dispose M. Maliki pour faire passer ses réformes n'est pas menacée. Mais cette défection des ministres arabes sunnites a néanmoins porté un coup dur à la crédibilité de celui qui s'était engagé à promouvoir la réconciliation. Le 6 août, c'était au tour des cinq ministres de la Liste irakienne unifiée (parti chiite laïque) de se désolidari-

ser en boycottant le gouvernement pour donner « un avertissement au premier ministre qui doit suivre le programme de réconciliation nationale ».

Ce climat de défiance s'est également emparé de l'armée irakienne dont le chef d'état-major, le kurde Babaker Zebari, a démissionné, le 31 juillet, avec neuf autres généraux, pour protester contre les « interférences de Maliki dans notre domaine de compétence ». Quant aux relations du premier ministre chiïte avec le commandant de l'armée américaine, le général Petraeus, elles sont réputées exécrables.

Le bilan militaire américain en Irak n'est guère plus brillant. La sécurité à Bagdad, ne s'est pas améliorée. Si les attaques d'Al-Qaida ont diminué dans la province rebelle d'Al-Anbar avec l'aide locale des chefs de tribus sunnites, elles ont redoublé ailleurs, dans la province de Diyala et dans la périphérie de la capitale irakienne.

Sur le volet politique, Washington avait mis le premier ministre irakien sous pression dès l'annonce de la « nouvelle stratégie ». « M. Maliki a promis que les interférences politiques et communautaires ne seront plus tolérées, avait alors déclaré George Bush. Nous avons été clairs (avec lui), l'engagement de l'Amérique n'est pas illimité. Si le gouvernement ne respecte pas ses promesses, il perdra le soutien du peuple américain. »

Après le départ des ministres sunnites, le président Bush a renouvelé sa mise en garde au gouvernement irakien lors d'une vidéoconférence : « Nous avons besoin d'actes, pas de paroles. » Ce à quoi le premier ministre irakien a rétorqué : « J'ai bien compris. Nous sommes en train d'agir. »

« Un fusible prêt à sauter » : tel est le sort que promettent à M. Maliki beaucoup d'Irakiens, notamment dans les rangs arabes sunnites, persuadés que la montée des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran joue contre le premier ministre chiite. C'est même l'espoir de Mohammed Ad-Dayni, député sunnite du Comité du dialogue national (11 sièges au Parlement), qui a été récemment convié à parler devant le Congrès à Washington.

« C'était la première fois qu'un député sunnite antiaméricain s'exprimait devant les membres du Congrès, a-t-il confié au Monde. « Je leur ai dit : vous êtes en pleine contradiction, vous soutenez le gouvernement de Nouri Al-Maliki qui est, à nos yeux, sectaire et pro-iranien tout en condamnant les ingérences de l'Iran en Irak. » M. Dainy a jugé la réaction américaine à ses propos « positive ». « Les Américains, ajoutait-il, m'ont assuré que le gouvernement Maliki n'allait pas durer. Que le compte à rebours avait commencé. » ■

CÉCILE HENNION



Soldats irakiens et américains côte à côte lors d'une vaste opération menée, lundi 13 août, à Bagdad contre des militants soupçonnés d'entretenir des liens avec la branche irakienne d'Al-Qaida et avec des groupes soutenus par l'Iran. DAMIR SAGOLJ/REUTERS

Iraq: The Way to Go

By Peter W. Galbraith



1.

On May 30, the Coalition held a ceremony in the Kurdistan town of Erbil to mark its handover of security in Iraq's three Kurdish provinces from the Coalition to the Iraqi government. General Benjamin Mixon, the US commander for northern Iraq, praised the Iraqi government for overseeing all aspects of the handover. And he drew attention to the "benchmark" now achieved: with the handover, he said, Iraqis now controlled security in seven of Iraq's eighteen provinces.

In fact, nothing was handed over. The only Coalition force in Kurdistan is the *peshmerga*, a disciplined army that fought alongside the Americans in the 2003 campaign to oust Saddam Hussein and is loyal to the Kurdistan government in Erbil. The *peshmerga* provided security in the three Kurdish provinces before the handover and after. The Iraqi army has not been on Kurdistan's territory since 1996 and is effectively prohibited from being there. Nor did the Iraqi flag fly at the ceremony. It is banned in Kurdistan.

Although the Erbil handover was a sham that Prince Potemkin might have admired, it was not easily arranged. The Bush administration had wanted the handover to take place before the US congressional elections in November. But it also wanted an Iraqi flag flown at the ceremony and some acknowledgement that Iraq, not Kurdistan, was in charge. The Kurds were prepared to include a reference to Iraq in the ceremony, but they were adamant that there be no Iraqi flags. It took months to work out a compromise ceremony with no flags at all. Thus the ceremony was followed by a military parade without a single flag—an event so unusual that one observer

thought it might merit mention in *Ripley's Believe it or Not*.

Mowaffak al-Rubaie, the Iraqi national security adviser, attended the ceremony alongside Kurdistan's prime minister, Nechirvan Barzani, but the Iraqi government had no part in supervising the nonexistent handover. While General Mixon, a highly regarded strategist with excellent ties to the Kurds, had no choice but to make the remarks he did, Mowaffak al-Rubaie acknowledged Kurdistan's distinct nature and the right of the Kurds—approximately six million people, or some 20 percent of Iraq's population—to chart their own course.

On July 12, the White House released a congressionally mandated report on progress in Iraq. As with the sham handover, the report reflected the administration's desperate search for indicators of progress since it began its "surge" by sending five additional combat brigades to the country in February 2007. In recent months the Bush administration and its advocates have been promoting the success of the surge in reducing sectarian killing in Baghdad and achieving a turnaround in Anbar province, where former Sunni insurgents are signing up with local militias to fight al-Qaeda.

Although reliable statistics about Iraq are notoriously hard to come by, it does appear that the overall civilian death toll in Baghdad has declined from its pre-surge peak, although it is still at the extremely high levels of the summer of 2006. Moreover, the number of unidentified bodies—usually the victims of Shiite death squads—has risen in May and June to pre-surge levels. How much of the modest decline in civilian deaths in Baghdad is attributable to the surge is not knowable, nor is there any way to know if it will last.

The developments in Anbar are more significant. Tribesmen who had been attacking US troops in support of the insurgency are now taking US weapons to fight al-Qaeda and other Sunni extremists. Unfortunately, the Sunni fundamentalists are not the only enemy of these new US-sponsored militias. The Sunni tribes also regard

Iraq's Shiite-led government as an enemy, and the US appears now to be in the business of arming both the Sunni and Shiite factions in what has long since become a civil war.

Against the backdrop of modest progress, much has not changed, or has gotten worse. The Baghdad Green Zone is subject to increasingly accurate mortar attacks and is deemed at greater risk of penetration by suicide bombers. Moqtada al-Sadr, the radical Shiite cleric whose Mahdi Army was a major target of Bush's surge strategy, remains one of Iraq's most powerful political figures. The military activity against his forces seems only to have enhanced his standing with the public.

Even if the surge has had some modest military success, it has failed to accomplish its political objectives. The idea behind Bush's new strategy was to increase temporarily the number of US troops in Baghdad and Anbar. The aim was to provide a breathing space so that Prime Minister Nouri al-Maliki's government might enact a program of national reconciliation that would accommodate enough Sunnis to isolate the insurgents. Meanwhile, Iraqi forces, improved by their close relations with US troops and additional training, would take over security.

The core of the national reconciliation program is a series of legislative and political steps that the government should take to address the concerns of Iraq's Sunnis, who feel left out of the country they dominated until 2003. These steps include an oil revenue-sharing law (to ensure that the oil-poor Sunni regions get their share of revenue); holding provincial elections (the Sunnis boycotted the January 2005 provincial and parliamentary elections leaving them under-represented even in Sunni-majority provinces); revising Iraq's constitution (the Sunnis want a more centralized state); revising the ban on public sec-

tor employment of former Baathists (Sunnis dominated the upper ranks of the Baath Party and of the Saddam-era public service), and a fair distribution of reconstruction funds. Both the administration and Congress have placed great emphasis on the obligation of the Iraqi government to achieve these so-called benchmarks. Congress has, by law, linked US strategy on Iraq and financial support of the Iraqi government to progress on these benchmarks and other steps.

Iraq's government has not met one of the benchmarks, and, with the exception of the revenue-sharing law, most are unlikely to happen. But even if they were all enacted, it would not help. Provincial elections will make Iraq less governable while the process of constitutional revision could break the country apart.

Ryan Crocker, the US ambassador to Baghdad, likes to talk of the disparity between the Iraqi clock and the US clock, suggesting that Iraqis believe they have more time to reach agreement than the American political calendar will tolerate. Crocker is the State Department's foremost Iraq hand but, more generally, American impatience often reflects ignorance. For example, both Congress and the administration have expressed frustration that the ban on public service by ex-Baathists has not been relaxed, since this appears to be a straightforward change, easily accomplished and already promised by Iraq's leaders.

Abdul Aziz al-Hakim leads the Supreme Islamic Iraqi Council (SIIC, previously known as SCIRI), which is Iraq's leading Shiite party and a critical component of Prime Minister al-Maliki's coalition. He is the sole survivor of eight brothers. During Saddam's rule Baathists executed six of them. On August 29, 2003, a suicide bomber, possibly linked to the Baathists, blew up his last surviving brother, and predecessor as SCIRI leader, at the shrine of Ali in Najaf. Moqtada al-Sadr, Hakim's main rival, comes from Iraq's other prominent Shiite religious family. Saddam's Baath regime murdered his father and two brothers in 1999. Earlier, in April 1980, the regime had arrested Moqtada's father-in-law and the father-in-law's sister—the Grand Ayatollah Baqir al-Sadr and Bint al-Huda. While the ayatollah watched, the Baath security men raped and killed his sister. They then set fire



Members of the peshmerga, the Kurdish security force, performing during the ceremony marking the Coalition's handover of security in Iraq's three Kurdish provinces to the Iraqi government, Erbil, Kurdistan, May 30, 2007

to the ayatollah's beard before driving nails into his head. De-Baathification is an intensely personal issue for Iraq's two most powerful Shiite political leaders, as it is to hundreds of thousands of their followers who suffered similar atrocities.

Iraq's Shiite leaders are reluctant to spend reconstruction money in Sunni areas because they believe, not without reason, that such funds support the Sunni side in the civil war. In a speech in late June on the Senate floor Indiana Republican Richard Lugar reported that Iraq's Shiite-led government has gone "out of its way to bottle up money budgeted for Sunni provinces" and that the "strident intervention" of the US embassy was required in order to get food rations delivered to Sunni towns.

Iraq's mainstream Shiite leaders resist holding new provincial elections because they know what such elections are likely to bring. Because the Sunnis boycotted the January 2005 elections, they do not control the northern governorate, or province, of Nineveh, in which there is a Sunni majority, and they are not represented in governorates with mixed populations, such as Diyala

province, northeast of Baghdad. New elections would, it is argued, give Sunnis a greater voice in the places where they live, and the Shiites say they do not have a problem with this, although just how they would treat the militant Sunnis who would be elected is far from clear. The Kurds reluctantly accept new elections in the Sunni governorates even though it means they will lose control of Nineveh and have a much-reduced presence in Diyala.

The American benchmark of holding provincial elections would also require new elections in southern Iraq and Baghdad. If they were held, al-Hakim's Shiite party, the SIIC, which now controls seven of the nine southern governorates, would certainly lose ground to Moqtada al-Sadr. His main base is in Baghdad and new elections would almost certainly leave his followers in control of Baghdad Governorate, with one quarter of Iraq's population. Iraq's decentralized constitution gives the governorates enormous powers and significant shares of the national budget, if they choose to exercise these powers. New local elections are not required until 2009 and it is hard to see how early elections strengthening al-Sadr, who is hostile to the US and appears to have close ties to Iran, serve American interests. But this is precisely what the Bush administration is pushing for and Congress seems to want.

Constitutional revision is the most significant benchmark and it could break Iraq apart. Iraq's constitution, approved by 79 percent of voters in an October 2005 referendum, is the product of a Kurdish-Shiite deal: the Kurds supported the establishment of a Shiited government in exchange for Shiite support for a confederal arrangement in which Kurdistan and other regions like the one SIIC hopes to set up in the south, are virtually independent.

Since there is no common ground among the Shiites, Kurds, and Sunnis on any significant constitutional changes in favor of the Sunnis, such changes must come at the expense of the Kurds or Shiites. Since voters in these communities have a veto on any constitutional amendments, they are certain to fail in a referendum. A revised constitution has no chance of being enacted but its failure will exacerbate tensions among Iraq's three groups.

Constitutionally, Iraq's central gov-

ernment has almost no power, and the Bush administration is partially to blame for this. When the constitution was being drafted in 2005, the United Nations came up with a series of proposals that would have made for more workable sharing of power between regions and the central government. The US embassy stopped the UN from presenting these proposals because it hoped for a final document as centralized as (and textually close to) the interim constitution written by the Americans. When the constitution finally emerged in its present form, then US Ambassador Zalmay Khalilzad brokered a deal with several Sunni leaders whereby, in exchange for Sunni support for ratification, there would be a fast-track process to revise the constitution in the months following ratification to meet Sunni concerns. Like the Bush administration, the Sunnis want a more centralized state. While the US insists that constitutional revision is a moral obligation, the Sunnis actually never lived up to their end of the bargain. Almost unanimously, they voted against ratification of the current constitution.

With input from the United Nations (belatedly brought back into the process last year), the Iraqi Parliament's mainly Arab Constitutional Review Committee (CRC) is considering amendments that would strip Kurdistan of many of its powers, including its right to cancel federal laws, to decide on taxes applicable in its own territory, and to control its own oil and water. The Sunni Arabs would also like Iraq declared an Arab state, a measure the non-Arab Kurds consider racist and exclusionary.

Thanks to Khalilzad's expedite procedures, constitutional revision may be the final wedge between Kurdistan and Arab Iraq. If approved by the CRC, the constitutional amendments will be subject to a vote in the parliament as a single package and then to a nationwide referendum. Kurdistan's voters are certain to reject the proposed package (or any package affecting Kurdistan's powers), and this could push tense Sunni-Kurdish relations into open conflict. Kurdish NGOs, who ran a 2005 independence referendum, are poised to make a "NO" campaign on constitutional revision a "No to Iraq" vote. In its July 12 report to Congress, the White House graded the CRC's work as "satisfactory," an evaluation that was either grossly dishonest or, more likely, out of touch with Iraqi reality.

For the most part, Iraq's leaders are

not personally stubborn or uncooperative. They find it impossible to reach agreement on the benchmarks because their constituents don't agree on any common vision for Iraq. The Shiites voted twice in 2005 for parties that seek to define Iraq as a Shiite state. By their boycotts and votes the Sunni Arabs have almost unanimously re-



US Defense Secretary Robert Gates (left), with Iraqi General Riyadh Talal Tawfiq and General David Petraeus, commander of US forces in Iraq, Baghdad, June 16, 2007

jected the Shiite vision of Iraq's future, including the new constitution. The Kurds' envisage an Iraq that does not include them. In the 2005 parliamentary elections, 99 percent of them voted for Kurdish nationalist parties, and in the January 2005 referendum, 98 percent voted for an independent Kurdistan.

But even if Iraq's politicians could agree to the benchmarks, this wouldn't end the insurgency or the civil war. Sunni insurgents object to Iraq being run by Shiite religious parties, which they see as installed by the Americans, loyal to Iran, and wanting to define Iraq in a way that excludes the Sunnis. Sunni fundamentalists consider the Shiites apostates who deserve death, not power. The Shiites believe that their democratic majority and their

historical suffering under the Baathist dictatorship entitle them to rule. They are not inclined to compromise with Sunnis, whom they see as their long-standing oppressors, especially when they believe most Iraqi Sunnis are sympathetic to the suicide bombers that have killed thousands of ordinary Shiites. The differences are fundamental and cannot be papered over by sharing oil revenues, reemploying ex-Baathists, or revising the constitution. The war is not about those things.

2.

The Iraq war is lost. Of course, neither the President nor the war's intellectual architects are prepared to admit this. Nonetheless, the specter of defeat shapes their thinking in telling ways.

The case for the war is no longer defined by the benefits of winning—a

stable Iraq, democracy on the march in the Middle East, the collapse of the evil Iranian and Syrian regimes—but by the consequences of defeat. As President Bush put it, "The consequences of failure in Iraq would be death and destruction in the Middle East and here in America."

Tellingly, the Iraq war's intellectual boosters, while insisting the surge is working, are moving to assign blame for defeat. And they have already picked their target: the American people. In *The Weekly Standard*, Tom Donnelly, a fellow at the neoconservative American Enterprise Institute, wrote, "Those who believe the war is already lost—call it the Clinton-Lugar axis—are mounting a surge of their own. Ground won in Iraq becomes ground lost at home." Lugar provoked Donnelly's anger by noting that the American people had lost confidence in Bush's

Iraq strategy as demonstrated by the Democratic takeover of both houses of Congress. (This "blame the American people" approach has, through repetition, almost become the accepted explanation for the outcome in Vietnam, attributing defeat to a loss of public support and not to fifteen years of military failure.)

Indeed, Vietnam is the image many Americans have of defeat in Iraq. Al-Qaeda would overrun the Green Zone

and the last Americans would evacuate from the rooftop of the still unfinished largest embassy in the world. President Bush feeds on this imagery. In his May 5, 2007, radio address to the nation, he explained:

If radicals and terrorists emerge from this battle with control of

Iraq, they would have control of a nation with massive oil reserves, which they could use to fund their dangerous ambitions and spread their influence. The al Qaeda terrorists who behead captives or order suicide bombings would not be satisfied to see America defeated and gone from Iraq. They would be emboldened by their victory, protected by their new sanctuary, eager to impose their hateful vision on surrounding countries, and eager to harm Americans.

But there will be no Saigon moment in Iraq. Iraq's Shiite-led government is in no danger of losing the civil war to al-Qaeda, or a more inclusive Sunni front. Iraq's Shiites are three times as numerous as Iraq's Sunni Arabs; they dominate Iraq's military and police and have a powerful ally in neighboring Iran. The Arab states that might support the Sunnis are small, far away (vast deserts separate the inhabited parts of Jordan and Saudi Arabia from the main Iraqi population centers), and can only provide money, something the insurgency has in great amounts already.

Iraq after an American defeat will look very much like Iraq today—a land divided along ethnic lines into Arab and Kurdish states with a civil war being fought within its Arab part. Defeat is defined by America's failure to accomplish its objective of a self-sustaining, democratic, and unified Iraq. And that failure has already taken place, along with the increase of Iranian power in the region.

Iraq's Kurdish leaders and Iraq's dwindling band of secular Arab democrats fear that a complete US withdrawal will leave all of Iraq under Iranian influence. Senator Hillary Clinton, Foreign Relations Committee Chair-

man Joe Biden, and former UN Ambassador Richard Holbrooke are among the prominent Democrats who have called for the US to protect Kurdistan militarily should there be a withdrawal from Iraq. The argument for so doing is straightforward: it secures the one part of Iraq that has emerged as stable, democratic, and pro-Western; it discharges a moral debt to our Kurdish al-

lies; it deters both Turkish intervention and a potentially destabilizing Turkish-Kurdish war; it provides US forces a secure base that can be used to strike at al-Qaeda in adjacent Sunni territories; and it limits Iran's gains.

In laying out his dark vision of an American failure, President Bush never discusses Iran's domination of Iraq even though this is a far more likely consequence of American defeat than an al-Qaeda victory. Bush's reticence is understandable since it was his miscalculations and incompetent management of the postwar occupation that gave Iran its opportunity. While opposing talks with Iran, the neoconservatives also prefer not to discuss its current powerful influence over Iraq's central government and southern region, persisting in the fantasy—*notwithstanding all evidence to the contrary*—that Iran is deeply unpopular among Iraq's Shiites and clerics. (At the same time, US officials accuse Iran of supplying Iraqi Shiite militias with particularly lethal roadside bombs.)

3.

On June 25, without giving the press or White House any advance notice, Richard Lugar, the most respected Republican voice on foreign affairs in Congress, spoke in the Senate about "connecting our Iraq strategy to our vital interests." On the face of it, the idea is as sensible and conservative as the senator delivering the speech. He observed that political fragmentation in Iraq, the stress suffered by the US military, and growing antiwar sentiment at home "make it almost impossible for the United States to engineer a stable, multi-sectarian government in Iraq in a reasonable time frame." Lugar noted that agreements reached with Iraqi leaders are most often not implemented, partly, as Lugar observed, because the leaders do not control their followers but also because Iraqi leaders have also discovered that telling the Bush administration what it wants to hear is a fully acceptable substitute for action.

Lugar is blunt in his description of the situation in Iraq:

Few Iraqis have demonstrated that they want to be Iraqis... In this context, the possibility that the United States can set meaningful benchmarks that would provide an indication of impending success or failure is remote. Perhaps some benchmarks or agreements

will be initially achieved, but most can be undermined or reversed by a contrary edict of the Iraqi government, a decision by a faction to ignore agreements, or the next terrorist attack or wave of sectarian killings. American manpower cannot keep the lid on indefinitely. The anticipation that our training operations could produce an effective Iraqi army loyal to a cohesive central government is still just

a hopeful plan for the future.

Lugar concluded his speech by urging that we "refocus our policy in Iraq on realistic assessments of what can be achieved, and on a sober review of our vital interests in the Middle East." After four years of a war driven more by wish-

ful thinking than strategy, this is hardly a radical idea, but it has produced a barrage of covert criticism of Lugar from the administration and overt attack from the neoconservatives.

Lugar's focus on the achievable runs against main currents of opinion in a nation increasingly polarized between

the growing number who want to withdraw from Iraq and the die-hard defenders of a failure. We need to recognize, as Lugar implicitly does, that Iraq no longer exists as a unified country. In the parts where we can accomplish nothing, we should withdraw. But there are still three missions that may be achievable—dis-

rupting al-Qaeda, preserving Kurdistan's democracy, and limiting Iran's increasing domination. These can all be served by a modest US presence in Kurdistan. We need an Iraq policy with sufficient nuance to protect American interests. Unfortunately, we probably won't get it. □

—July 12, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune
August 16, 2007

U.S. weighs terror tag for Iran corps

Revolutionary Guards would face strict sanctions if listed

By Helene Cooper

WASHINGTON: The Bush administration is preparing to declare that Iran's Revolutionary Guard Corps is a foreign terrorist organization, senior administration officials said.

If imposed, the designation would signal a more confrontational turn in the administration's approach to Iran. The move would also be the first time that the United States has added the armed forces of any sovereign government to its list of terrorist organizations.

The Revolutionary Guard is thought to be the largest branch of Iran's military. While the United States has long labeled Iran as a state sponsor of terrorism, a decision to single out the guard would constitute an aggressive new challenge from a U.S. administration that has recently seemed conflicted over whether to take a harder line against Tehran over its nuclear program and what U.S. officials have called its destabilizing role in Iraq.

Speaking with reporters Wednesday in Crawford, Texas, where President George W. Bush is on vacation, a White House spokeswoman deflected questions about the designation, saying that the Treasury and State Departments would be the lead agencies in the decision, and that Bush himself "doesn't actually have to take any action" to make it official.

But, referring to the international group of nations negotiating with Iran over its uranium enrichment program — the United States, Russia, China, France, Britain (the permanent five members of the United Nations Security Council) and Germany — she said: "We have been working with the P-5-plus-1 to make sure that Iran is held to account. And they have an opportunity

to come forward. And we would like Iran to behave in a way that the rest of the world could embrace them."

Asked whether Bush was alluding to military action last week with his statement that "when we catch you playing a nonconstructive role, there will be a price to pay," Dana Perino, the spokeswoman, said he was not, and that the "consequences" to which the president referred were diplomatic.

According to European diplomats, Secretary of State Condoleezza Rice has warned of the move in recent conversations with European counterparts, saying that a delay in efforts to win approval from the Security Council for further economic sanctions on Iran was leaving the administration with little choice but unilateral U.S. action.

A move toward putting the Revolutionary Guard on the foreign terrorist list would serve at least two purposes for Rice: to pacify, for a while, administration hawks who are pushing for possible military action, and to further press America's allies to ratchet up sanctions against Iran in the Security Council.

In addition to further sanctions, U.S. officials have also been trying to get European and Asian banks to take additional steps against Iran.

Senior administration officials said current plans called for the declaration to be made this month but cautioned that it could be put off, and that the effort could still be set aside if the Security Council moved more quickly to impose broad sanctions on Iran over its nuclear program.

The officials said the declaration was being pushed by Rice and would not say if it had been endorsed by the National Security Council or the Pentagon.

Listing the guard as a terrorist group

would set in motion a series of automatic sanctions that would make it easier for the United States to block financial accounts and other assets it controls. In particular, the action would freeze any assets the guard has in the United States, although it is unlikely that the guard maintains significant assets in U.S. banks or other institutions.

In the internal debate over U.S. policy toward Iran, Rice has succeeded over the past year in holding the Bush administration to a diplomatic course in which the United States and five other world powers have used the Security Council to impose sanctions to try to get Tehran to suspend its enrichment of uranium.

But in recent months, there has been resurgent debate within the administration about whether the diplomatic path is working, with aides to Vice President Dick Cheney said to be among those pushing for greater consideration of military options. The debate has been kindled by reports from international inspectors detailing Iran's progress in its nuclear program, including the installation of more than 1,000 centrifuges to enrich uranium, as well as the assertions from U.S. intelligence officials about an Iranian role in providing arms and other support to Shiite militias in Iraq and to Taliban militants in Afghanistan.

Iran has repeatedly denied that it is seeking to build nuclear weapons, that it is helping in any way to facilitate attacks on U.S. troops in Iraq or that it is shipping any weapons to the Taliban, a group Iran opposed in the 1990s.

On Tuesday, President Mahmoud Ahmadinejad of Iran again dismissed U.S. complaints that his country was providing weapons to the Taliban. Speaking in Kabul after talks with Pres-

ident Hamid Karzai, he said Iran was "fully supporting" the government.

Karzai played down the dispute over the weapons shipments, as he did during a visit to the White House this month. He said that Afghanistan and Iran were "brothers" and that both the United States and Iran were helping reconstruct his country.

In June, Defense Secretary Robert Gates said the volume of weapons reaching the Taliban from Iran made it "difficult to believe" that the shipments were "taking place without the knowledge of the Iranian government." In a television interview the same day, R. Nicholas Burns, the under secretary of state for political affairs, said there was "irrefutable evidence" that the weapons were coming from the Revolutionary Guard.

There are currently 42 organizations on the State Department's list of foreign terrorist organizations, including Al Qaeda, the Lebanese militant group Hezbollah and the Palestinian groups Hamas and Islamic Jihad.



President Gurbanguly Berdimukhammedov of Turkmenistan, left, and President Mahmoud Ahmadinejad of Iran in the Turkmen capital of Ashgabat on Wednesday.

In taking aim at the guard, the administration is also trying to divide Iran's population. During his news conference on Aug. 9, Bush addressed the Iranian people directly. "My message to the Iranian people is, 'You can do better than this current government,'" Bush said. "You don't have to be isolated.

You don't have to be in a position where you can't realize your full economic potential."

The U.S. government has not made a public estimate of the size of the Revolutionary Guard, an organization that dates from the Islamic revolution of 1979 and whose branches are believed

to extend widely throughout the Iranian military. An estimate by GlobalSecurity.org, a research group based in Alexandria, Virginia, puts the total guard forces at 125,000.

Iraqi toll reaches 250 in coordinated bombings

Coordinated attack is deadliest of war; 350 are wounded

By James Glanz

BAGHDAD: The toll in a horrific quadruple bombing in an area of mud and stone houses in the remote northern Iraqi desert has reached 250 dead and 350 wounded, several local officials said Wednesday, making it the single deadliest coordinated attack since the American-led invasion of Iraq in 2003.

Rescuers and recovery teams were still digging through as many as 200 flattened houses, and the death toll could rise, the officials said.

"It is impossible for us to give an exact figure for the dead and wounded," said Dr. Kifah Kattu, director general of the hospital in Sinjar, a few kilometers north of where the explosions occurred, in a Kurdish-speaking area dominated by members of the Yazidi religious sect, which combines elements of Islam and ancient Persian religions.

He cited one village in the area of the explosions, Al Aziz, where he said 40 of the simple homes had been obliterated and no dead or wounded had yet been recovered.

A farmer who survived one of the bomb blasts, Hasson Dalali, 59, said in a hospital in Tal Afar, a town 40 kilometers, or 25 miles, east of the area of the attacks, that he had lost eight members of his family.

"I saw a flash in the sky," Dalali said. "I never saw anything like this before."

He said that after two huge explosions threw him to the ground where he had been working his fields, he rushed to his house to check on his family.

"The house was completely flattened to the ground," Dalali said. "I was looking for any survivor from my family in the rubble. I found only my 12-year-old nephew."

The nephew had broken ribs and legs, as well as wounds to the head, Dalali said.



Thaier al-Sudani/Reuters

An aerial view of the village of Qahataniya, Iraq, one of two struck in coordinated truck bombings. The attacks targeted members of the Kurdish-speaking Yazidi sect.

Security officials said that the devastation came when two pairs of truck bombs exploded Tuesday about eight kilometers apart in an area close to the Syrian border in what is known as the Shaam Desert.

An Interior Ministry official in Baghdad said that precise information on the bombings was particularly difficult to obtain because the road between Sinjar and Tal Afar was partly controlled by an insurgent group linked to Al Qaeda in Mesopotamia, the Islamic State of Iraq, a prime suspect in the bombings.

The Islamic State of Iraq distributed leaflets a week ago warning residents near the scene of the bombings that an attack was imminent because Yazidis are "anti-Islamic." The Associated Press reported. The area has long been a focus of insurgent activity, prompting a major American-led offensive in 2005 designed to clear the area.

Nevertheless, last March, a twin truck bombing killed 152 people in Tal Afar, and in July, approximately 155 people died in a single enormous explosion in the northern town of Amerli, the largest death toll in a single attack until the bombings on Tuesday.

All three towns lie north of the main

areas affected by the increase in American troop strength that began in March, supporting the notion that, as in numerous earlier American offensives, insurgent cells have either moved out of places where they were being attacked or affiliated cells have been activated in areas unaffected by those offensives.

Brigadier General Kevin Bergner, the top American military spokesman in Iraq, said Wednesday that there were

improvements in security as a result of the troop increase, but he said progress was "gradual and sometimes it is uneven, just as we see a mosaic of uneven conditions in Iraq today."

Asked why insurgents would pick simple villages in the desert for such a colossal attack, Bergner said: "Perhaps their vulnerability. Perhaps they were a target that they could attack."

Religious and ethnic minorities have been constant targets of violence in Iraq, and the Amerli bombing was aimed at a community of Shiite Turkomans, who remain in the country in extremely small numbers.

But the tension in Yazidi areas has been particularly high since April, when in a primitive episode captured on video, Yazidis stoned to death a

INTERNATIONAL
Herald Tribune
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

August 16, 2007

woman of their own sect for dating a Sunni Arab. After a video of the stoning appeared on the Internet, Sunni gunmen stopped minibuses filled with Yazidis and killed 23 of them.

Separately on Wednesday, two car bombs struck a crowded market in a Kurdish area in the northern Iraqi city of Kirkuk, killing 5 people and wounding 30, the police said, according to Reuters. The city has been the scene of power struggles between Sunni Arab residents and Kurds.

Stephen Farrell and employees of The New York Times contributed from Tal Afar, Mosul and Baghdad.

■ Petraeus plans a troop cut

General David Petraeus, the top American commander in Iraq, said Wednesday that he was preparing recommendations on troop cuts before a return to Washington next month for a report to Congress, and that he believed the U.S. footprint in Iraq would have to be "a good bit smaller" by next summer, The Associated Press reported.

But Petraeus cautioned against a quick or significant U.S. withdrawal that could surrender "the gains we have fought so hard to achieve." He said the "horrific and indiscriminate attacks" that killed at least 250 Yazidis were the work of Al Qaeda in Mesopotamia and

would bolster his argument against too quickly drawing down the 30,000 additional American troops deployed in the first half of the year.

The general issued his comments to a small group of reporters who accompanied him to the headquarters of a group of former Sunni insurgents who are now working with U.S. and Iraqi forces against insurgents in the Amariya neighborhood of western Baghdad.

"We know that the surge has to come to an end; there's no question about that," he said. "I think everyone understands that by about a year or so from now we've got to be a good bit smaller than we are right now."

New Iraqi alliance aims to end political standoff

But moderate Sunnis refuse to take part

By Damien Cave

BAGHDAD: Emergency workers continued Thursday to pull bodies from the rubble of a quadruple truck bombing in two villages near the Syrian border as the Iraqi prime minister, a Shiite, and the country's president, a Kurd, announced a new alliance of moderates in Parliament.

Security officials near Qataniya, where the explosions killed at least 250 people Tuesday night, said the Iraqi government was planning to pay 2 million dinars, or about \$1,600, to the family of each person killed in the blasts.

Kurdish troops arrived on Thursday to help secure the area, which is dominated by the Kurdish-speaking Yazidi sect, as the counting of bodies continued.

The final death toll remained uncertain. Dakhil Qassim, the mayor of the nearby town of Sinjar, told reporters that as many as 500 people could be dead. Brigadier General Khorsheed Saleem al-Dosaki, commander of the Iraqi Army division in the area, said 250 remained a more reasonable estimate.

In Baghdad, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki and President Jalal Talabani said their newly signed agreement could revive government activity after weeks of deadlock because of a boycott of government by the leading Sunni bloc, the Iraqi Accordance Front.

The move appeared aimed at displaying an example of political agreement across sectarian and ethnic lines while isolating the more religious parties, including the Shiite party loyal to Moktada al-Sadr.

But the impact of the deal seemed limited. The combined number of seats controlled by the four parties involved in the agreement still falls short of a clear majority in the 275-member Parliament. To pass legislation, the group would need support from one or more of the religious parties or the main Sunni groups.

A senior U.S. official in Baghdad said that any alliance leaving out Sunnis would lack the credibility needed for real reconciliation among the country's three main factions: Shiites, Sunnis and Kurds.

Talabani said the Iraqi Islamic Party, the largest of three Sunni parties within the Iraqi Accordance Front, also was invited to join the alliance, but declined.

"They are blessing this agreement," Talabani said, trying to sound optimistic, "and hoping we can find a way to solve the political problems and then they will be with us."

Some Sunni leaders responded with continued defiance. Omar Abd al-Satar, a member of the Iraqi Islamic Party, dismissed the agreement as an effort to formalize the status quo. He said it would not be enough to bring back the Iraqi Accordance Front, the largest Sunni group in Parliament, which pulled its six ministers from the cabinet at the beginning of the month.

"This agreement remains loyal to the existing reality and will not save the country from its crisis," he said.

For now, the Sunnis seem focused on building unity among their own.

Adnan al-Dulaimi, the leader of the

Iraqi Accordance Front, spent the day in Anbar Province meeting with Sunni tribal leaders who have recently started working with U.S. troops to fight Sunni extremists.

The tribal groups, known as the Anbar Salvation Council, have emerged as a potential rival to Dulaimi's party, and the meeting appeared to be an effort to smooth over their differences and create a unified Sunni front.

Abdul Sattar Buzaigh al-Rishawi, a council founder, said after the meeting that the tribes had agreed not to seek the Accordance Front's seats in Maliki's cabinet, but he also called on the Sunni leaders in Baghdad to change course.

Intrasectarian rivalries also festered Thursday in the Shiite-dominated south, where militias loyal to the Sadr organization and the Supreme Iraqi Council, along with fighters from the Fadhila Party, have been battling for control.

Fadhila supporters buried the leader of their office in Diwaniya, the capital of Qadisiya Province, after he was shot and killed Wednesday by unknown gunmen.

And new details emerged about the kidnapping of the deputy oil minister and several other department heads on Tuesday from a guarded residential compound in eastern Baghdad. The oil minister, Hussein Sharistani, said the assault was even more coordinated than previously thought. He said the attackers spoke English and talked their way past guards hired to protect the compound.

None of the abducted officials have yet been found.

Ali Fahim, Ali Adeeb and Karim Hilmi contributed reporting from Baghdad; Iraqi employees of The New York Times contributed reporting from Diwaniya, Mosul and Ramadi.

Desperate search for survivors among Yazidi homes destroyed by bombers

THE
INDEPENDENT

By Patrick Cockburn 16 August 2007

Rescuers tore with their bare hands at the wreckage of mud-brick houses in the Sinjar district of northern Iraq yesterday where five vehicle-borne bombs have killed at least 200 people and injured 300. The casualties may rise to make the atrocity the worst single bombing of a civilian target in Iraq in the past four years. All the victims were Yazidis, members of a pre-Islamic sect, many of whom live in this part of northern Iraq.

"We are digging with our hands and shovels because we can't use cranes because many of the houses were built of clay," said Dakhil Kassim, mayor of the nearby town of Sinjar. "We are expecting to reach the final death toll tomorrow or the day after tomorrow as we are getting only pieces of bodies."

The loss of life is so high because the Yazidis are poor and live packed together in houses constructed of mud brick. These provide no protection against the force of a bomb blast. The most likely perpetrators are Sunni Arab Jihadi insurgents who see all those who do not belong to their own brand of Islam as deserving death.

The Islamic State of Iraq, an al-Qa'ida in Iraq umbrella organisation, distributed leaflets a week ago warning residents in the area that there was going to be an attack because Yazidis were "anti-Islamic".

Mr Kassim said that on Tuesday four trucks had entered the town of Qahataniya 70 miles west of the city of Mosul and detonated large bombs almost simultaneously. The US military say there were five bombs. A total curfew has been declared in the Sinjar area.

Conflict between Arab and Kurd, Sunni and non-Sunni has been rising sharply this year in northern Iraq. Arab-Kurdish friction has increased in and around the cities of Kirkuk and Mosul. In both places Arabs and Kurds are vying for control. In Mosul city, a total of 70,000 Kurds have fled persecution, according to Khasro Goran, the deputy governor.

Sectarian conflict between Yazidis and Muslims has escalated since a so-called "honour killing" earlier this year in which several thousand Yazidis stoned to death a Yazidi girl who had converted to Islam in order to marry her Muslim boyfriend. Her gruesome death was recorded on mobile phone cameras and later shown on websites. In revenge, 23 Yazidi textile workers were taken off a bus by gunmen and shot dead.

The attacks in Sinjar underline the inability of the government in Baghdad to control a series of very distinct battles for supremacy taking place in different parts of Iraq. This is not only between communities but also within them.

In the Shia city of Diwaniyah last Saturday, an expertly timed roadside bomb killed the governor, Khalil Jalil, and the provincial police chief, Maj-Gen Khalid Hassan. The assassinations may be part of a war for control of the province between the Mehdi Army militia of the radical Shia cleric Muqtada al-Sadr and Iraqi government forces who are loyal to the Supreme Islamic Iraqi Council, of which Mr Jalil was a senior member.

The intra-Shia conflict has little to do with the US and British occupation and is primarily over the control of jobs and local resources. In cities such as Basra, control of oil products and the port are

particularly valuable.

The struggle for power in northern Iraq is likely to escalate sharply in coming months because a referendum is scheduled at the end of 2007 in which people in Kirkuk and Mosul will vote on whether or not to join the semi-independent Kurdistan Regional Government (KRG).

Although the timing of the referendum is written into the constitution, the government in Baghdad has been very slow in reversing Saddam Hussein's ethnic cleansing of Kurds and holding a census to determine who can vote.

The Kurds are growing impatient about holding the referendum but might agree to a short delay. They would expect the result of a vote to show Kirkuk city and the surrounding oilfields joining the KRG but Mosul city staying out. On the other hand, the Kurds would hope to take over areas around Mosul city such as Sinjar, the site of this week's bombing, because it is also their link to the large Kurdish minority in northern Syria. Militant Sunni areas such as Hawajiaqh in western Tameem province would probably secede.

The US military has suggested the bombers are operating more ruthlessly in northern Iraq because they can no longer operate in Baghdad because of the success of the American "surge". In reality, the number of car bombings in Baghdad in July was 5 per cent higher than last December and civilian casualties in explosions have increased by about the same percentage.

Sunnis shun Al Maliki front of Shi'ites, Kurds

gulfnews.com

August 16, 2007

Baghdad: The Iraqi prime minister and president on Thursday announced a new alliance of moderate Shiites and Kurds, saying Sunni moderates refused to join but the door remained open to them.

Prime Minister Nouri Al Maliki said the agreement was the first step to unblock political stagnation that has gripped his Shiite-led government since it first took power in May 2006.

Pressure has been mounting against Al Maliki who has been criticised for having a Shiite bias and failing to stop the sectarian violence, which persists in Iraq despite the presence of tens of thousands of extra US troops.

The announcement of the political accord after three days

of intense negotiations in the capital was disappointing because it did not include Iraq's Sunni Vice President Tariq Al Hashemi and his moderate Iraqi Islamic Party.

President Jalal Talabani and Al Maliki were flanked by the leader of the northern autonomous Kurdish region, Massoud Barzani, and Shiite Vice President Vice President Adel Abdul-Mahdi at a news conference.

The four men signed a three-page agreement that they said ensures them a majority in the 275-member parliament that would allow movement of critical US-demanded legislation.

Talabani, a Kurd, said Al Hashemi refused the invitation to join in the new political grouping but "the door is still

open to them and they are welcome at any time."

Al Maliki also called on the Sunni Accordance Front, which includes Al Hashemi's party, to return to the government, to heal a rift that opened when the bloc's five Cabinet minister quit the government.

The four-party agreement was unveiled four weeks before the top US commander in Iraq Gen. David Petraeus and US Ambassador Ryan Crocker are to deliver a progress report on Iraq to Congress.

"We have relegated efforts to topple the government to the past. We are now in a new stage," said Al Maliki's adviser, Yassin Majeed. "We will keep working to bring



Massoud Barzani, leader of the northern autonomous Kurdish region (left), shakes hands with Adel Abdul Mahdi (right) after signing an agreement for a new alliance

the Accordance Front back, but if they insist we will have a majority in parliament and bring in new ministers."

Omar Abdul-Sattar, a lawmaker with the Iraqi Islamic Party, said Kurdish representatives issued the invitation on Wednesday and it was refused. "We said we are not ready to join this alliance at the current time," he said.

Guardian

Michael Howard in Lalish, northern Iraq August 18, 2007

'They won't stop until we are all wiped out.' Among the Yezidi, a people in mourning

Michael Howard is the first British newspaper journalist to travel to Yezidi territory since some 350 people were killed in bomb attacks on Tuesday

Behind a curtain in a corner of the intensive care unit in Dohuk's emergency hospital, six-year-old Ferhad lay motionless on a bed yesterday, his head shrouded in bandages. He did not stir as his older brother, Amin, leant across and wiped his body with a flannel.

"I am afraid he is a hopeless case," said Abdullah Ibrahim, the chief trauma surgeon, holding up an x-ray. "A large piece of shrapnel has destroyed his brain. All we can



wish at a temple in Lalish. Islamist militants have targeted the sect. Photograph: Safin Hamed/AFP

do now is provide a quiet place for him to die."

After this week's suicide attacks on Yezidi Kurds in the Sinjar district west of Mosul, Dr Ibrahim has been on duty for 36 hours. The hospital received more than 100 victims. He has faced, he said, some of the most horrific injuries he has encountered as a doctor. And as he made his rounds, it was clear just how many women and children had been caught by the deadliest atrocity in Iraq since the fall of Saddam Hussein.

"We used to be 17 million people, and now we are just 1.7 million," said a Yezidi father as Dr Ibrahim checked the notes of his seven-year-old son. The boy had got off "relatively lightly"... with cuts to his face and a broken femur. "They hit us because we are true Kurds," the father said, "and they won't stop until we are all wiped out." His wife lay in the next bed. She would pull through, said Dr Ibrahim, but she had lost the child she was bearing. "Will they add my lost baby to the death toll?" she asked.

Aside from the physical damage it wrought, the coordinated bombing attack by suspected al-Qaida operatives revived fears

among the Yezidi community, one of the region's oldest ethno-religious groups, of annihilation at the hands of their religious enemies - in this case, Sunni extremists. Along with other religious minorities in Iraq who initially rejoiced at the toppling of the Ba'athist regime, Yezidi Kurds say the subsequent chaos and political paralysis has left them as vulnerable as before.

"The attack came as no surprise to us," Prince Tahseen Sayid Ali, the temporal leader of the Yezidis, told the Guardian in

his headquarters in Sheikhan, about 40 miles north-east of Mosul. Last April, the community came under the international spotlight when a Yezidi girl married a Muslim boy and was reported to have converted to Islam. She was promptly stoned to death by a mob in her hometown

of Bazan. The murder was caught on a mobile phone camera and distributed on the internet. Yezidi leaders condemned the killing, but the damage was done. In response, gunmen pulled 23 Yezidi workers off a bus near Mosul and shot them dead. Hundreds of Yezidi students at Mosul university have since either fled or moved to universities inside the Kurdish autonomous area. For the past month, said Prince Tahseen, Yezidi leaders in Sinjar had been complaining of threats by Islamists. They said the militants, holed up among local Sunni Arab settlements along the Syrian border, had effectively blockaded Yezidi towns, preventing delivery of foodstuffs and fuel.

"The Islamic terrorists had made it very clear that they wanted to see rivers of Yezidi blood," said Prince Tahseen. But no one, least of all the US army, which is nominally in control of the region, was listening. "I'm sure it will happen again unless we take steps to protect ourselves," he said. "We are a peaceful people. We don't have force of arms. The only protection is for all the Yezidis is to be part of the Kurdish self-rule zone. But whether

the Arabs allow us to vote on it as the constitution says we should, is another question."

In past centuries, the Yezidi tribes had been very powerful, covering large areas of Kurdistan. But waves of persecution, particularly under the Ottomans, has meant there are only isolated groups left in Iraq: in the foothills of Kurdish mountains and further south-west in the vicinity of Jebel Sinjar. Their numbers, thought to be only a few hundred thousand, had already dwindled by the 2003 US invasion. As part of his Arabisation campaign, Saddam uprooted Yezidis from their ancestral lands in Sinjar, herding many of them into new "collective towns" which were little more than large concentration camps.

But the Yezidis who live to the east of Mosul have fared better. There lies the town of Sheikhan, where the prince holds court, and their main religious centre at Lalish, in a steep, wooded valley punctuated with ribbed white conical towers that mark the positions of Yezidi shrines and tombs. These areas about the Kurd's autonomous region, the most tranquil part of Iraq. Several Yezidis hold positions in the Kurdish administration and sit in the regional parliament. They are trying to convince their brethren in the Sinjar area to join them, by voting in a referendum planned for the end of the year. A recent survey suggested that 80% of Yezidis may opt to join the Kurdistan regional government if given guarantees of religious and communal freedom.

"If we are all united inside the Kurdistan federal region, then we can have better protection and also have a better chance of asking for our rights," said Prince Tahseen. That may be one main reason why they were attacked, he says.

There was no doubting the galvanising effects that the attack has had. Prince Tahseen, whose royal line is said to date back some 500 years, and his spiritual counterpart - the Yezidi's equivalent of the Pope - Baba Sheikh Khorto Haji Ismael, convened a gathering of tribal leaders in Sheikhan yesterday to plot a response. It included money and political support and a determination to bring Yezidis inside the Kurdish ruled areas for safety.

After the meeting the men and their entourage left in a long convoy for Sinjar

Oil-rich Kirkuk a thorny issue for Kurds

A vote on whether the city should be absorbed into Kurdistan is likely delayed, leaving Kurds to wonder if Kirkuk is worth risking civil war

IRBIL, Iraq - The Kurdish flag, not the Iraqi one, flutters over government buildings here in Kurdistan because the Iraqi flag was banned last year. Yet when the Iraqi soccer team won the Asian Cup last month, the Kurds took to the streets to celebrate with their fellow Iraqis -- some even waving the forbidden flag.

Kurds tout their region as "the other Iraq," the one part of the country where foreigners are both welcome and safe. With their autonomous status enshrined in Iraq's constitution, they function virtually as an independent nation, with their own laws, their own government and their own parliament.

While much of the rest of the country is mired in sectarian violence, the Kurds have achieved almost everything they could have dreamed of -- except for one key prize, the oil-rich city of Kirkuk, which some have called Kurdistan's Jerusalem.

Now, amid signs that a constitutionally required referendum on the city's status may not be held on schedule by the end of the year, the Kurds face a conundrum:

Should they take a stand and perhaps trigger a civil war, as Kurdistan President Massoud Barzani threatened last month? Or should they come to terms with what appears to be reality, that Kirkuk may be beyond their grasp for now?

The problem goes to the core of the Kurds' schismatic identity as a people with aspirations to independence who also happen to be citizens of Iraq.

"We are a different nation," said Falah Baqir, the foreign minister in the Kurdish regional Cabinet. "We are Kurdish and not Arab. But the fact is that we are a part of this country and we do not want history to repeat itself," he said, referring to how the Kurds were persecuted during the rule of Saddam Hussein.

Under the terms of Iraq's new

constitution, a vote is due by December on whether Kirkuk should be absorbed into Kurdistan. The city was home to thousands of Kurds until the late 1980s, when they were driven out by Hussein's government.

Yet already it is August, and the complex process of organizing the referendum has barely started. The committee established to implement it has not met since March, when its chairman resigned.

"If you ask me, it is impossible," said Ahmed al-Baraq, the chairman of the Iraq Property Claims Commission who sits on the committee charged with implementing the referendum.

The Kurds smell a rat. As the months drag by without progress, they are fretting that referendum opponents -- including Shiites and Sunnis who believe Kirkuk is an Arab and Turkmen city -- have conspired to let the deadline slip and perhaps defer indefinitely the Kurds' dream of annexing the city.

"We feel there is a deliberate delay on this issue, and I don't think anyone has been courageous enough to tell us," said Safeen Dizayee, a spokesman for Barzani's Kurdistan Democratic Party. "We are becoming suspicious of this process."

Time is not the only problem. A groundswell of international opposition has emerged, with the International Crisis Group, the Iraq Study Group and the United Nations all warning that holding the referendum in the ethnically mixed city could provoke new bloodletting.

An escalation of bombings in areas where the referendum is due to be held -- including the devastating attack last week in the Yazidi community of Sinjar -- has underscored the dangers: Kurdish officials say the attacks are an effort by Al Qaeda in Iraq to deter the referendum from going ahead.

In addition, Turkey has massed troops on Kurdistan's borders, ostensibly to guard against attacks by Kurdish

separatists based in Iraq. But many Kurds believe the troops are also there as a warning not to allow a vote that might advance Kurdish independence by giving Kurdistan control over Kirkuk's oil.

The U.S., a strong Kurdish ally, is an architect of the Kirkuk referendum proposal. Preoccupied with securing Baghdad, Washington has no wish to see violence erupt in the one part of the country that is considered safe, and U.S. officials have fallen silent on the issue.

They have much to lose

Officially, the Kurds say they will not budge from their insistence that the referendum be held soon. After so many warnings that the referendum could trigger violence, Barzani warned that not having it also could lead to a "real civil war."

But the Kurds recognize that they have much to lose from provoking a fight that would jeopardize the substantial though fragile gains they have achieved since the fall of Hussein. They have worked hard to ensure constitutional guarantees for their autonomous status, to lure foreign investment and to keep at bay the violence that has engulfed most of the rest of Iraq.

Sen. Joseph Biden (D-Del.) and Leslie Gelb, president emeritus of the Council on Foreign Relations, have devised a plan to secure Iraq by partitioning it into three sections, creating separate Shiite and Sunni regions modeled on the success of the Kurdish enclave.

Yet even as Iraq's Kurds have moved to secure their autonomy, they have become active participants in the effort to forge a new democracy at the center, albeit one that protects their interests.

Some of Kurdistan's best leaders have been dispatched to Baghdad to serve in the Iraqi government. Iraq's president, Jalal Talabani, is a Kurd, as are the army chief of staff and the Iraqi foreign

minister. Kurdish pesh merga forces are helping secure threatened oil pipelines and divided Baghdad neighborhoods. One possible step if the referendum does not proceed, Dizayee said, would be for Kurds to withdraw from the government.

That would not amount to a declaration of independence, but it is a substantial threat. The government of Prime Minister Nouri al-Maliki depends on the Kurdish parliamentary bloc for its survival.

Kurds would be ready to carry out the threat, according to Nouri Talabani, an independent legislator in Kurdistan's regional parliament. He notes that Kurds won autonomy after the 1991 Kurdish uprising against Hussein that saw Kurdistan become a UN-protected haven. They agreed to "rejoin" Iraq after the U.S. invasion on condition that the new constitution was implemented, including the Kirkuk referendum, he said.

If Baghdad strays from the constitution, "then in all honesty we say that we don't want to be part of this state," he said.

Kurds reliant on Baghdad

Kurds have become dependent on Baghdad in ways they can't ignore, making it hard for them to contemplate substantive changes to the status quo.

Despite Turkey's suspicions, "nobody in their right minds believes the Kurds are going to claim independence," said Joost Hiltermann, Middle East director of the Brussels-based International Crisis Group. "They are very dependent on Iraq for their revenues and they depend on Turkey for their trade and fuel."

Phebe Marr, a Washington-based Iraq expert, said Kurdistan cannot afford to offend its neighbors because it cannot defend its borders.

"Realism is settling in," Marr

said. "They happen to be sitting in an area with a border around it called Iraq. Syria, Iran and Turkey are not going to let them declare independence."

With that in mind, Kurds are also anxiously watching the debate in Washington over whether to withdraw U.S. forces from Iraq, which would leave Kurds even more vulnerable. They are hoping that another option -- redeploying U.S. troops to Kurdistan -- becomes reality.

But so far no such plans have been formally proposed, Kurdish officials say.

With so many uncertainties ahead, Kurds say they recognize that they need to remain a part of Iraq, and to that end they are putting all their efforts for now into trying to salvage al-Maliki's government, most recently by renewing their alliance with his bloc in parliament.

"Let Turkey come here and [look] into our hearts to see if we have a plan for

independence. They will find that we have no such plan," said Gen. Aziz Weysi, commander of the Kurdish pesh merga's border forces.

Despite the Kurds' disavowals, however, the possibility of future independence is never far from the discourse.

"A country has to be pragmatic and take into account the realpolitik of Iraq," said Dizayee, the KDP official. "We know a lot of challenges are facing us. Can you imagine what challenges

would face us when we do declare independence, if and when that happens?"

Though the Kurds appear to believe that Kirkuk would help guarantee their future, Hiltermann believes it would have the opposite effect, by creating new enemies.

"More than Kirkuk, the Kurds need security," he said. "One way or another they can't get Kirkuk and they need to wise up to that."

Guardian

• *Michael Howard in Irbil August 20, 2007*

Kurds flee homes as Iran shells villages in Iraq

- Guerrillas in clashes with Revolutionary Guards
- Conflict threatens stability of Kurdistan region

Iraqi Kurdish officials expressed deepening concern yesterday at an upsurge in fierce clashes between Kurdish guerrillas and Iranian forces in the remote border area of north-east Iraq, where Tehran has recently deployed thousands of Revolutionary Guards.

Jabar Yawar, a deputy minister in the Kurdistan regional government, said four days of intermittent shelling by Iranian forces had hit mountain villages high up on the Iraqi side of the border, wounding two women, destroying livestock and property, and displacing about 1,000 people from their homes. Mr Yawar said there had also been intense fighting on the Iraqi border between Iranian forces and guerrillas of the Kurdistan Free Life Party (PJAK), an armed Iranian Kurdish group that is stepping up its campaign for Kurdish rights against the theocratic regime in Tehran.

On Saturday the Iranian news agency Mehr said an Iranian army helicopter which crashed killing six Republican Guard members had been engaged in a military operation against PJAK. Iranian officials said the helicopter had crashed into the side of a mountain during bad weather in northern Iraq. PJAK sources said the helicopter had been destroyed after it attempted to land in a clearing mined by guerrillas. The PJAK sources claimed its guerrillas had also killed at least five other Iranian soldiers, and a local pro-regime chief, Hussein Bapir.

"If this escalates it could pose a real threat to the Kurdistan region, which is Iraq's most stable area," said Mr Yawar, who said he expected the Iraqi government and US

officials in Iraq to make a formal protest to Tehran about the "blatant violation of Iraqi sovereignty".

The escalation of tensions in northern Iraq came as a senior US army officer renewed allegations of Iranian support for Shia militias in the south. Major-General Rick Lynch told reporters in the capital that up to 50 members of the elite Revolutionary Guard corps had crossed into Iraq and were training Shia militia members.

Analysts believe PJAK is the fastest growing armed resistance group in Iran. As well as the 3,000 or so members under arms in the mountains, it also claims tens of thousands of followers in secret cells in Iranian Kurdistan. Its campaigning on women's rights has struck a chord with young Iranian Kurdish women. The group says 45% of its fighters are female. Iranian authorities regard the group as a terrorist outfit being sponsored and armed by the US to increase pressure on Iran.

On a recent visit to PJAK camps in the Qandil mountains the Guardian saw no evidence of American weaponry. The majority of its fighters toted Soviet-era Kalashnikovs. In an interview Biryar Gabar, a member of the leadership committee, said the group had no relations with the Americans, but was "open to any group that shares our ideals of a free federal



Members of Iran's Revolutionary Guards participate in military training at an undisclosed location near the Gulf. Photograph: AFP/Getty

democratic and secular Iran."

'No Saigon moment'

The forces chief who planned Britain's part in the invasion of Iraq has rejected claims that Britain's withdrawal will be ugly, embarrassing and akin to America's "Saigon moment" in 1975. "I don't think it's sensible to draw any parallels between Saigon and Basra", Lord Boyce, who served as Chief of the Defence Staff between 2001 and 2003, said yesterday. "The British are not facing what the Americans were facing in Saigon, which was a well-equipped army as opposed to disparate murderers and terrorists". He was responding to claims by Bush adviser Stephen Biddle, who warned the British would have to fight their way out in an "ugly and embarrassing" retreat. US hawks have been expressing concern over British plans to cut forces in Iraq and hope to press Gordon Brown not to withdraw completely.

War in Iraq ■ James Dobbins

Are the Sunnis changing sides?

WASHINGTON

The war in Iraq began as a Sunni-dominated resistance movement to the American occupation. With the transfer of sovereignty to a democratically elected and therefore Shiite-dominated government in 2005, the conflict began mutating into a true civil war. Today the warring parties are more interested in fighting each other than expelling the United States, although most of them also retain that as an ultimate goal.

The latest development, much commented upon in recent weeks, is that Sunni insurgents are increasingly coming to the view that they cannot successfully resist both the United States and the Shiite-dominated government at the same time. Increasing numbers of Sunni fighters in Anbar Province are therefore preparing for a tactical accommodation with the less dangerous enemy, the United States.

The immediate objective of the Sunnis reaching out to America is to suppress their heretofore Al Qaeda allies. Their secondary objective, in all likelihood, is to strengthen their ability to resist the Shiite-dominated government. This is a positive development, but one that presents the United States with a difficult choice.

Do U.S. forces now position themselves equidistant between their new Sunni and their original Shiite allies in an effort to achieve a balance that will eventually convince both sides to give up the fight and find some accommodation? Or does the United States continue to help the Shiite-dominated government achieve effective control over the Sunni regions of the country?

This is a classic dilemma. Faced with civil war, any external power has three theoretical choices — stand aside, suppress the conflict altogether, or back one protagonist against the other.

American interests in Iraq are probably too engaged to simply step aside. Peace enforcement, however, is a very manpower-intensive mission, requiring numbers large enough to defeat or deter all sides to a conflict simultaneously. The United States does not currently have enough troops in Iraq to perform this mission successfully on more than a very localized basis, and the level of American forces there is much more likely to go down than up over the next year.

This leaves the United States stuck with the third option of picking the least bad side and helping it prevail. In this case, the least bad side is the Shiite-led government that America has created, composed mostly of Shiite and Kurdish polit-

ical leaders. This government was popularly elected and does represent the majority of the Iraqi people.

Unfortunately, this government is also incompetent and heavily dependent upon Iranian as well as American support. Still, the United States cannot realistically ally itself with the Sunni, who have no chance of prevailing, even with American assistance, against the much more numerous Shiites backed by Iran.

Unless the United States wants to break Iraq into three independent (and in all likelihood warring) nations, it will be stuck with supporting the Shiite-Kurdish alliance it has fostered, and trying to both encourage and coerce more Sunnis into joining it.

Clearly the United States will want to use the influence of its military presence and support to

ameliorate the worst abuses of its allies and promote accommodation among the warring factions. This effort will be complicated by the deep divisions within each of the factions. But U.S. leaders will not want to go so far in promoting reconciliation as to switch sides or cut off support for the efforts of the central government to extend some degree of control over the entire country.

Assuming this logic prevails, such a policy will impose limits upon the ability of General David Petraeus, the top U.S. military commander in Iraq, to capitalize upon the recent shift in Sunni allegiances in Anbar. Recognizing that the United States will not support them against the Baghdad government, it seems likely that Sunni leaders will eventually shift back from fighting Al Qaeda to resisting the incursion of Shiite authority. At that point, the Sunnis will again find themselves at odds with American forces as well.

Perhaps this renewed U.S.-Sunni confrontation can be postponed long enough to see some reconciliation at the national level between Shiite and Sunni leaders. Unfortunately, there has been precious little evidence of movement in that direction of late. In fact, the movement is going the other way.

Even as the Sunnis in Anbar enter an alliance of convenience with the United States, their representatives in Baghdad are distancing themselves further from the national government. The two developments are not necessarily connected, but to the extent they are, Sunni-American cooperation in Anbar may actually be working against Sunni-Shiite accommodation in Baghdad.

James Dobbins, a former U.S. assistant secretary of state, is director of the International Security and Defense Policy Center at the RAND Corporation, a non-profit research organization.

**The best option for the
U.S. may be to pick
the least-bad side
and help it prevail.**

Nouvelle alliance gouvernementale en Irak

17 août 2007 / metro

BAGDAD Le bilan des attentats coordonnés mardi contre les Yézidis a été revu à la hausse hier dans la journée, faisant état de plus de 400 morts. Un peu plus tard, les partis chiïtes et kurdes décidaient de former une nouvelle alliance gouvernementale pour tenter de sortir l'Irak de la crise, et cela sans avoir obtenu le soutien immédiat des sunnites.



Plus de 400 personnes ont été tuées dans les attentats aux camions piégés mardi contre une minorité religieuse kurde dans le nord de l'Irak, attaque la plus meurtrière depuis le renversement de Saddam Hussein en 2003. Les élus locaux avaient fait état mercredi de plus de 200 morts et une source médicale de 375 blessés. Mais ils avaient précisé que le bilan allait sans doute

s'alourdir en raison de possibles victimes sous les décombres. Quatre camions piégés avaient explosé dans les villages d'Al-Khataniyah et d'Al-Adnaniyah,

essentiellement peuplés par la secte pré-islamique des Yézidis, dans la province de Ninive. Cette minorité kurdophone, forte de 500.000 personnes, avait

pourtant tenté de demeurer à distance des violents conflits confessionnels et politiques que connaît le pays.

Hier, chiïtes et kurdes ont annoncé leur ambition de former une nouvelle coalition gouvernementale pour émerger de la crise politique dans laquelle l'Irak s'est enlisé. «La signature de cet accord aidera à résoudre de nombreux problèmes ainsi que la crise actuelle et encouragera les autres (sunnites) à nous rejoindre», a déclaré le président kurde Jalal Talabani. Le gouvernement irakien est paralysé depuis plusieurs mois par des querelles intestines entre partis sunnites et chiïtes qui ont provoqué le départ ou le boycottage de dix-sept ministres sur quarante.

Iraq's intolerance

Herald INTERNATIONAL Tribune August 17, 2007

The truck bombings on Tuesday that killed more than 250 members of the religious sect known as Yazidi in northern Iraq appear to reflect local, parochial enmities. Still, this atrocity casts light on a more diffuse phenomenon in Iraq that U.S. policymakers have failed to comprehend and that cosmopolitan Iraqis have long ignored or denied — a ruthless intolerance of the Other.

The Kurdish-speaking Yazidi hold themselves apart from their Muslim or Christian neighbors. Those neighbors tend to view the Yazidi as heretics, because their religion draws on certain elements of those two creeds but contradicts crucial doctrines of each. The Yazidi, who do not accept converts and must be born into their religion, are said to disbelieve in evil; they worship a figure whom Christians and Muslims identify with Satan but whom the Yazidi regard as a chief angel who repented of his rebellion and was pardoned by the deity.

Like the predominantly Sunni Muslim Kurds living around them,

or Christian sects, or Shiites, or Iraqi Jews, the Yazidi have had times when they could live their separate lives in peace and other times when they were persecuted for being different.

The chain of events leading up to the four huge bomb blasts Tuesday in three villages near the Syrian border apparently began months ago, when a 17-year-old Yazidi girl eloped with a Sunni and converted to Islam.

As punishment for what her community considered a violation of a religious taboo, she was stoned to death. A cellphone video of the stoning was circulated on the Internet, and seems to have incited attacks against members of the sect, including the murder of 23 Yazidi factory workers in April. The police said they were taken off a bus by killers from Al Qaeda in Mesopotamia.

The desolating reality illuminated in the truck bombings and each of the incidents preceding it is a collective refusal to accept differences, whether of one individual from a community or of one

group from another.

Indeed, this is the billowing nightmare that has descended on all the people of Iraq.

Beyond the obvious struggles for power and resources, old sectarian and ethnic animosities — some from as far back as the 7th century — are being revived. Long-dormant vendettas between Shiites and Sunni Arabs, between Kurds and Turkmen, or between Islamists and secular Iraqis have been let loose.

Acknowledging this reality need not mean giving up all hope that Iraqis may eventually find ways to live in peace.

Still, for American policymakers, the lesson is that an invading power cannot destroy the administrative and security structures of a fragile society and expect to harvest a pluralist democracy. The lesson for the disparate Iraqi communities is that if they don't find a way to live together, they will go on killing one another.

— The Boston Globe

Iran La République islamique redoute l'émergence de rébellions dans les zones frontalières où vivent les minorités

Téhéran intensifie la répression contre les Kurdes

Pendaisons, arrestations, fermetures de journaux... Il souffle sur l'Iran un vent de répression accrue, particulièrement aux marches du pays où la présence de minorités ethniques et religieuses fait craindre aux autorités de Téhéran des risques de rébellion. C'est le cas des provinces frontalières de l'Irak et de la Turquie, où vivent la plupart des 6 millions de Kurdes iraniens.

Cette forte minorité a une longue histoire de soulèvements, contre le chah puis contre la République islamique dès son avènement en 1979. Créé il y a trois ans, le groupe armé Pejak (Parti pour une vie libre au Kurdistan), multiplie les embuscades depuis les montagnes du nord de l'Irak où se situent ses camps d'entraînement. Téhéran accuse Washington de les financer pour tenter de déstabiliser le régime.

Le 31 juillet, la justice iranienne a confirmé la condamnation à mort par pendaison de deux journalistes kurdes, Adnan Hassanpour et Abdolvahed Botimar. « Depuis l'élection de Mahmoud Ahmadinejad, la répression s'est renforcée », estime Asso Hassan Zadeh, conseiller du comité central du Parti démocratique du Kurdistan-Iran (PDKI, parti d'opposition en exil). « Mais le cas d'Adnan revêt une autre dimension, dit-il, en raison de son profil : c'est un journaliste, kurde, condamné à mort sur des accusa-

tions extrêmement graves sans que la moindre preuve ait été apportée. Même au plus fort de la guérilla kurde [de 1980 jusqu'au milieu des années 1990], alors qu'il y avait une répression massive et des exécutions sommaires, nous n'avions pas assisté à une telle condamnation. Téhéran sent le danger inté-

rieur, les risques de rébellion et veut faire un exemple pour terroriser la population. »

C'est la première fois que des journalistes sont ainsi condamnés à mort en Iran. Adnan Hassanpour, 27 ans, dirigeait la section kurde d'Asso (Horizon), magazine bilingue, jusqu'à sa fermeture en 2005 par Téhéran. Il collaborait en outre à des publications du Kurdistan irakien. Selon l'acte d'accusation et les « aveux » obtenus lors de sa détention, M. Hassanpour aurait reçu des Américains « des appareils d'espionnage » sophistiqués pour recueillir des informations sur des bases militaires iraniennes. Il aurait également contacté des responsables du département d'Etat américain, à qui il aurait proposé d'ouvrir un « bureau » en Irak destiné à conseiller les opposants à la République islamique.

Au terme d'un procès à huis clos, Adnan Hassanpour a été reconnu coupable d'« activités subversives contre la sécurité nationale », d'« espionnage » et de « blaspème ». Il a également été qualifié de « mohareb », terme signifiant qu'il a « pris

UNE MOSAÏQUE COMMUNAUTAIRE

Azéris (turcophones, chiïtes) : entre 25 % et 30 % de la population, dans les provinces du nord et du nord-est de l'Iran. Leurs revendications en matière de droits culturels et linguistiques sont de plus en plus fortes.

Kurdes (kurdophones, sunnites) : environ 8 % de la population, dans les provinces du nord et du nord-ouest. Plusieurs partis d'opposition (PDKI, Komala, etc.). Un groupe armé (Pejak).

Arabes (arabophones, chiïtes) : entre 3 % et 8 % de la population dans le Khouzesan, à l'ouest, à la frontière irakienne. Depuis les élections de 2005, plusieurs attentats à la bombe.

Baloutches (sunnites) : entre 1 % et 3 % de la population dans le Sistan-Baloutchistan, à la frontière afghane. Violente contestation sécessionniste. Attentats et prises d'otages menés par l'organisation armée Joundallah.

les armes pour tenter de renverser le régime », une des charges les plus sérieuses selon la loi iranienne, punie des peines les plus lourdes, dénonce M. Hassan Zadeh. « Comme la plupart des Kurdes de sa génération, Adnan est un patriote, mais n'a jamais appartenu à aucun parti », précise-t-il.

Jalil Azadikhah, rédacteur en chef d'Asso, lui-même mis en examen, s'est enfui d'Iran. Selon lui, « en s'en prenant à deux journalistes inoffensifs, la République islamique, consciente de la fragilité de sa base populaire, veut envoyer un signal à tous ceux qui critiquent le régime pour les forcer à se taire ou à quitter le pays ».

Abdolvahed Botimar, dit « Hiwa », 30 ans, était lui aussi journaliste et défenseur de l'environnement. Il milite dans l'organisation non gouvernementale Sabzchia (Montagne Verte). Téhéran affirme avoir retrouvé à son domicile des munitions destinées au groupe armé Pejak. Dans son cas aussi, les défenseurs du condamné à mort estiment ces accusations « montées de toutes pièces » et basées sur des « aveux obtenus sous la torture ». Depuis le verdict, personne ne sait où se trouvent les deux journalistes. La dernière demande de visite de leurs familles a été rejetée le 6 août. Selon la loi, les condamnés peuvent encore faire appel de la sentence, mais au vu de la gravité des accusations, leurs proches sont pessimistes.

Au-delà de ces condamnations, la situation dans les provinces kurdes d'Iran est



confuse et explosive. La nuit du 9 juillet 2005, un jeune Kurde, Shovan Seyed Ghaader, a été tué par des agents de la République islamique dans la ville kurde de Mahabad. La publication de photos de son corps mutilé avait enflammé les rues. « *Après la mort de Shovan, il y a eu un mouvement de protestation sans précédent. Depuis, la tension reste permanente*, affirme M. Hassan Zadeh. *Pas un jour ne se passe au Kurdistan sans des accrochages entre la population et les représentants des forces de l'ordre, provoquant morts et blessés.* »

Les communautés kurdes yézidie et yarzan, des sectes non musulmanes, redou-

Deux journalistes kurdes, accusés de mettre en péril la sécurité nationale, sont condamnés à mort

tent de surcroît la contagion de la guerre entre chiïtes et sunnites d'Irak dans le Kurdistan iranien. « *C'est déjà perceptible, s'inquiète Farhad Haidary, représentant yarzan exilé en France. Notre communauté joue les "casques bleus" entre les Kurdes sunnites et le reste de la population chiïte. Je ne suis pas optimiste. D'un côté, Téhéran impose un chiïsme exacerbé et intolérant, de l'autre, les pétrodollars du Golfe financent les mosquées sunnites du Kurdistan.* »

Un responsable politique kurde, qui préfère ne pas donner son nom, évoque lui aussi la situation en Irak pour expliquer le durcissement de Téhéran : « *Même si la majorité des Kurdes iraniens ne souhaitent pas une intervention américaine en Iran, l'exemple des Kurdes d'Irak qui ont soutenu l'invasion américaine a créé un dangereux précédent aux yeux de Téhéran. La répression exercée est une "mesure préventive", car les Kurdes ont toujours été les porte-drapeaux des problèmes nationaux. On le voit aujourd'hui : les*

Azéris, les Baloutches, les Arabes d'Irak commencent eux aussi à réclamer des droits. »

Depuis deux ans, les régions frontalières où vivent ces autres minorités sont agitées par la violence. L'attaque la plus spectaculaire a visé un bus des Gardiens de la révolution, faisant 11 morts et 31 blessés, le 14 février, à Zahedan, au Sistan-Balouchistan, en bordure du Pakistan et de l'Afghanistan. L'attaque a été revendiquée par Joundallah, groupe sunnite proche d'Al-Qaïda. Les autorités iraniennes

avaient mis en cause les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Le Khouzistan, à la frontière de l'Irak, est lui aussi régulièrement le théâtre d'attaques et d'attentats.

Pour tenter de « sécuriser » ses frontières, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, s'est rendu le 14 août en Afghanistan, pays avec lequel l'Iran partage une frontière d'un millier de kilomètres. Le lendemain, il était au Turkménistan, autre Etat voisin, où il a appelé à la « *lutte commune contre le terrorisme* ». ■

CÉCILE HENNON

Washington veut inscrire les Gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes

NEW YORK
CORRESPONDANT

Le gouvernement américain a l'intention de placer les Gardiens de la révolution – l'armée idéologique du régime iranien – sur sa liste des organisations terroristes, a rapporté, mercredi 15 août, la presse américaine.

L'annonce, non officialisée, semble destinée à accroître la pression sur Téhéran et ses partenaires commerciaux. Elle indique aussi que les Etats-Unis perdent patience dans la recherche d'une solution multilatérale avec leurs partenaires européens à l'ONU, où la Russie et la Chine s'opposent à des sanctions sévères contre l'Iran.

L'inscription des Gardiens de la révolution (Pasdarans) sur la liste des organisations terroristes permettrait au Trésor américain de geler tous les fonds contrôlés par les nombreuses compagnies qui

leur sont affiliées. La décision dissuaderait surtout les entreprises étrangères de faire commerce avec ces dernières, sous peine de s'exposer elles-mêmes à des sanctions américaines.

Forts d'au moins 125 000 hommes, les Pasdarans ont été créés en 1979 par l'imam Khomeiny, pour protéger la nouvelle République islamique avec leur marine, leur aviation, leurs forces spéciales, leurs prisons et leurs services de renseignement. Le président Mahmoud Ahmadinejad est passé par leurs rangs et « *il existe des preuves très fiables que son élection a été directement due aux Gardiens de la révolution* », explique Abbas

Milani, directeur des études iraniennes à l'université de Stanford.

Véritable « *Etat dans l'Etat* », ils ont constitué ces dernières années « *un réseau incroyablement puissant d'entreprises qui opèrent dans presque toutes les sphères*

et sont présentes sur tous les gros contrats, comme le métro de Téhéran ou la sécurité de l'aéroport et des marchés de plusieurs milliards de dollars dans le pétrole et le gaz », explique M. Milani. L'inscription sur la liste terroriste mettrait, selon le professeur, « *l'Amérique sur une route de collision, juridique au moins, avec beaucoup d'entreprises européennes et étrangères qui font du commerce avec ces organisations* ».

Avoirs gelés

Le gouvernement américain accuse les Gardiens de la révolution de fournir des armes aux insurgés chiïtes en Irak, aux talibans en Afghanistan, et de soutenir le Hezbollah au Liban, ainsi que le Hamas et le Djihad islamique palestiniens – ces trois derniers figurant déjà sur la liste des organisations terroristes. Le gouvernement iranien est considéré comme un sponsor du terrorisme par

Washington depuis 1984, mais jamais auparavant les forces armées d'un pays n'avaient été placées sur la liste.

Selon le *New York Times*, la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, est à l'origine de la décision, qui n'a été annoncée que par des sources anonymes, et dont la date de mise en œuvre et la portée exacte n'ont pas été arrêtées. M^{me} Rice entendrait, par cette mesure, couper l'herbe

sous le pied des partisans, dans l'entourage du vice-président Dick Cheney, d'une solution militaire. « *Une action militaire n'est pas envisagée* », a affirmé, mercredi, Dana Perino, une porte-parole de la Maison Blanche, en rappelant cependant qu'« *aucun président ne doit jamais retirer cette option de la table* ».

L'annonce officielle « *est peut-être un ballon d'essai pour observer les réactions des Européens et des Russes ou pour faire pression pour qu'ils acceptent une résolu-*

tion musclée » au Conseil de sécurité, estime Abbas Milani. La résolution 1747 du 24 mars donnait à l'Iran 60 jours pour mettre fin à l'enrichissement d'uranium, sous peine de nouvelles sanctions. La menace n'a pas encore été mise à exécution, en raison de l'opposition de Moscou et Pékin, qui craignent que de nouvelles mesures commerciales affectent leurs intérêts dans le pays.

Neuf hauts responsables des Gardiens de la révolution, et notamment le commandant en chef Yahya Rahim Safavi, ont déjà fait l'objet de sanctions du Conseil de sécurité, qui les accuse d'être impliqués dans les activités nucléaires suspectes de Téhéran. Les avoirs de trois de leurs entreprises, les Industries aéronautiques Qods, la Pars Aviation Services et la Sho'a Aviation ont aussi été gelés. ■

PHILIPPE BOLOPION

Le Monde
17 août 2007

Irak: nouvelle alliance gouvernementale chiites/Kurdes sans les sunnites

AFP

BAGDAD, 16 août 2007 (AFP) - 12h16 - Les partis chiites et kurdes ont décidé jeudi de former une nouvelle alliance pour tenter de sortir l'Irak de la crise politique, mais sans obtenir la participation immédiate des sunnites, ont annoncé le président et le Premier ministre.

"La signature de cet accord aidera à résoudre de nombreux problèmes ainsi que la crise actuelle et encouragera les autres (sunnites) à nous rejoindre", a déclaré le président Jalal Talabani, un Kurde, lors d'une conférence de presse avec le chef du gouvernement Nouri al-Maliki, un chiite.

Le gouvernement irakien est paralysé depuis plusieurs mois par des querelles intestines entre partis sunnites et chiites qui ont provoqué le départ ou le boycottage de dix-sept ministres sur quarante.

La nouvelle alliance comprendra le Parti Dawa de M. Maliki, le Conseil suprême islamique irakien (CSII) du vice-président Adel Abdel Mehdi, l'Union patriotique du Kurdistan du président Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan du dirigeant Massoud Barzani.

Le vice-président Tarek al-Hachémi et son parti du Front de la Concorde nationale, principal bloc sunnite du Parlement avec 44 sièges sur 275, ont boycotté les discussions.

Les six ministres du Front avaient démissionné du gouvernement le 1er août, à l'issue d'un mois de boycottage des réunions du cabinet.

M. Talabani a ajouté que l'accord représentait un "traité patriotique" dans l'intérêt du peuple irakien et non dans celui des parties signataires. Il a dit espérer parvenir avec cette nouvelle alliance à un gouvernement d'union nationale et mettre le pays sur la voie démocratique.

Le député Mahmoud Othman, un Kurde, a indiqué de son côté que la nouvelle

alliance avait été décidée après mure réflexion et qu'elle allait constituer un gouvernement représentant la majorité.

L'alliance devrait "rassembler des personnes partageant le même esprit qui veulent travailler dans un but commun", a-t-il déclaré.

Il a ajouté que les tentatives pour intégrer dans cette nouvelle alliance M. Hachémi avaient échoué jusqu'à présent.

"Mais d'après ce que je comprends, la porte reste ouverte pour toute personne qui souhaiterait nous rejoindre", a-t-il souligné.

Il a relevé que l'ancienne coalition gouvernementale avait souffert de dissensions entre les dirigeants, empêchant d'adopter la moindre réforme pour reconstruire l'Irak, ravagé par plus de quatre années de guerre.

Les ministres du Front ont démissionné pour protester contre les raids menés, selon eux, par des milices chiites alliées à la coalition de M. Maliki contre la minorité sunnite.

Les chiites accusent de leur côté les sunnites, au pouvoir sous Saddam Hussein, de soutenir les groupes d'insurgés qui commettent des attentats meurtriers.

Faute de pouvoir s'entendre, le parlement avait décidé de son côté le 30 juillet de se mettre en vacances pendant un mois.

L'assemblée avait souligné qu'en raison des dissensions, les députés n'avaient pu soumettre ou adopter le moindre texte, en particulier le projet de loi visant à répartir équitablement les revenus du pétrole entre les 18 provinces irakiennes, un texte considéré comme crucial par Washington.



20 août 2007

Kouchner plaide pour une solution irakienne et un rôle accru pour l'ONU

Le ministre Français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a plaidé lundi à Bagdad pour une solution irakienne à la crise dans ce pays, et pour un rôle accru de l'ONU. M. Kouchner, arrivé dimanche, a poursuivi ses entretiens officiels en Irak, dont le gouvernement, affaibli par ses divisions, a exhorté la France à lui apporter son soutien.

Une première visite

Pour cette première visite d'un haut responsable Français depuis l'intervention américaine en mars 2003 - à laquelle la France s'était opposée -, M. Kouchner a assuré que Paris voulait être utile, mais que la solution était entre les mains des Irakiens eux-mêmes. "Écouter les Irakiens, leur affirmer que la solution à leur problème doit être irakienne, écouter toutes les communautés, préserver la souveraineté, l'intégrité et la démocratie en Irak: pour la France, c'est essentiel", a déclaré le ministre à l'issue d'une rencontre avec le président Jalal Talabani. M. Kouchner s'est également entretenu lundi avec les deux vice-présidents Irakiens, Tarek al-Hachémi et Adel Abdel Mahdi, selon une source diplomatique.

"Cette page est derrière nous"

Il doit également rencontrer le président de la région autonome Kurde, Massoud Barzani. "La violence à laquelle vous ne pouvez pas vous habituer, nous ne nous y habituons pas. Vue de loin, cette violence

est horrible. Des innocents meurent tous les jours, des attentats aveugles frappent les populations quelles qu'elles soient, (...). C'est inacceptable", a-t-il encore dit. "La France est prête à participer à cette lutte contre la violence mais je n'ai pas de solution miracle. Notre volonté est d'être au côté de ce grand pays indispensable à l'équilibre et à la naissance de la démocratie dans cette région tellement importante", a poursuivi le ministre. "Une part de l'avenir de ce pays pour lutter contre la violence et rétablir la paix et la démocratie peut passer par les Nations unies. La France approuve ce chemin et nous insisterons dans ce sens", a ajouté M. Kouchner. "Si les trois communautés (chiites, sunnites et kurdes), et les autres, sont capables de s'entendre ici, c'est très important pour la région et le reste du monde (...). Cette solution passera, nous l'espérons, par une participation plus grande de l'ONU", a conclu le ministre. Il a admis que les Etats Unis et la France avaient eu des approches différentes du dossier Irakien, mais "cette page est derrière nous".

"Tournons nous vers l'avenir"

"Tournons nous vers l'avenir", a-t-il lancé. Le président Talabani a estimé que cette visite historique allait ouvrir la voie à l'amélioration des relations entre l'Irak et la France. Nicolas "Sarkozy est un ami du peuple irakien", a-t-il assuré également, à propos du nouveau président Français, qui a succédé en mai à Jacques Chirac. Le



premier ministre irakien Nouri al Maliki avait reçu M. Kouchner tard dimanche et exhorté la France à lui apporter son soutien pour établir la sécurité et la stabilité dans le pays, "grâce à ses contacts dans la région et à sa stature internationale". Selon un communiqué de son bureau, M. Maliki a également souhaité que "les entreprises Françaises participent à la reconstruction du pays, qui a commencé à se débarrasser des groupes terroristes". Le gouvernement de M. Maliki, un chiite, est boycotté par les partis politiques sunnites, et contesté par des formations chiites, notamment le puissant mouvement du chef radical Moqtada Sadr, qui exige la fin de l'occupation américaine. L'autorité du gouvernement est également régulièrement remise en cause, pour son incapacité à remettre en marche les services de base comme l'eau et l'électricité, dont l'absence affecte l'ensemble de la population.

LE DEVOIR

17 août 2007

LA COMMUNAUTÉ YÉZIDIE EST LA CIBLE D'ATTENTATS COORDONNÉS - QUATRE EXPLOSIONS FONT AU MOINS 400 MORTS DANS LE NORD DE L'IRAK

Bagdad (AFP) 17 août 2007-- Plus de 400 personnes ont été tuées dans les attentats au camion piégé commis mardi contre une minorité religieuse kurde dans le nord de l'Irak, l'attaque la plus meurtrière qu'ait connue le pays depuis la guerre de 2003, selon un nouveau bilan dressé hier par le ministère de l'Intérieur

«Plus de 400 personnes ont été tuées et le bilan devrait encore s'alourdir», a déclaré le directeur des opérations du ministère, le général Abdel Karim Khalaf. Il n'a pas précisé le nombre de blessés alors que de nombreuses personnes sont toujours prises au piège sous les décombres.

Des élus locaux avaient fait état mercredi de plus de 200 morts et une source médicale, de 375 blessés.

Quatre camions piégés ont explosé dans les villages d'al-Khataniyah et d'al-Adnaniyah, essentiellement peuplés par des membres de la secte pré-islamique des Yézidis, dans la province de Ninive.

Ces attentats, imputés par l'armée américaine à la branche irakienne de l'organisation al-Qaïda, ont massacré des familles entières de la minorité kurdophone des Yézidis.

Les plus meurtriers en Irak depuis le renversement de Saddam Hussein il y a quatre ans, ils sont aussi les pires attentats dans le monde depuis les 2973 morts du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

Selon le général Khalaf, les opérations de secours sont compliquées par l'éloignement du site. Les deux villages sont situés dans la région de Sinjar, dans l'ouest de la province



dont Mossoul est le chef-lieu, à 370 km au nord de Bagdad. «Cela prend une journée pour atteindre les zones dévastées», a-t-il souligné.

La communauté yézidie, estimée à quelque 500 000 membres, est une minorité kurdophone installée dans le nord de l'Irak qui vénère Malak Taus, chef des archanges souvent représenté par un paon.

Chrétiens et musulmans associent Malak Taus à Satan, provoquant une croyance populaire qui fait des Yézidis des adorateurs du diable.

Cette secte compte trois députés sur 275 au Parlement irakien.

Elle a tenté de demeurer à distance des violents conflits confessionnels et politiques qui ensanglantent une grande partie de l'Irak. Mais ces derniers mois, les relations avec les communautés sunnites voisines se sont gravement détériorées.

Sur le plan politique, le président et le premier ministre, Jalal Talabani et Nouri al-Maliki, ont annoncé la formation d'une nouvelle alliance entre chiïtes et Kurdes pour tenter de sortir le gouvernement de la crise. Mais ils n'ont pas obtenu dans l'immédiat la participation des sunnites.

«La signature de cet accord aidera à résoudre de nombreux problèmes ainsi que la crise actuelle et encouragera les autres [sunnites] à nous rejoindre», a déclaré le président Talabani.

Le gouvernement irakien est paralysé depuis plusieurs mois par des querelles entre sunnites et chiïtes qui ont provoqué le départ ou le boycottage de 17 ministres sur 40.



Un soldat tué dans une attaque de rebelles dans le sud de la Turquie

AFP

ANKARA, 19 août 2007 (AFP) - 20h02 - Un soldat turc a été tué dimanche dans une attaque commise par des rebelles contre un véhicule militaire dans la province d'Osmaniye dans le sud de la Turquie, selon le gouvernement local.

"Des terroristes ont ouvert le feu sur le véhicule" qui patrouillait dans une région agricole, a indiqué le gouverneur Zübeyir Kemelek, cité par l'agence de presse Anatolie, sans préciser de quel groupe de rebelles il s'agissait.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) a déjà commis des attaques dans cette région, même si celle-ci ne fait pas partie de son théâtre

habituel d'opération, situé dans l'est et le sud-est du pays.

Une opération a été lancée par les forces de l'ordre pour rattraper les rebelles, a ajouté le gouverneur.

L'agence a précisé que les autorités avaient décidé d'annuler une fête pour les enfants qui devait avoir lieu lundi dans la principale ville de la région pour des raisons de sécurité.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les États-Unis et l'Union européenne, a accru depuis le début de l'année ses attaques dans le sud-est de la Turquie, où la population est en majorité kurde



Les attentats de mardi dernier dans le nord de l'Irak sont les plus meurtriers depuis ceux du 11 septembre 2001.

Le martyr des yézididis

Par KENDAL NEZAN président de l'Institut kurde de Paris.

Plus de six cents civils, femmes, enfants, vieillards confondus, ont été massacrés par des attentats aux camions piégés en raison de leur appartenance à la religion yézidie. Ces attentats sont les plus meurtriers de l'histoire récente, après ceux du 11 septembre. Le yézidisme est un avatar syncretique des religions préislamiques et préchrétiennes, du mithraïsme et du zoroastrisme saupoudré de quelques éléments empruntés à l'hindouïsme et à l'islam pour s'accommoder à un environnement largement hostile. Considérés comme hérétiques par l'islam orthodoxe, les yézididis ont été persécutés tout au long de l'histoire, en particulier par l'empire ottoman. Des dizaines de milliers d'entre eux ont dû, au XIX^e siècle, chercher refuge dans le Caucase où leurs descendants forment encore des communautés significatives en Arménie, en Géorgie et en Russie. D'autres ont survécu dans les montagnes du Kurdistan, qui constituent une sorte d'arche de Noé ethnographique, aux côtés des chrétiens assyro-chaldéens, des juifs, des sabéens, des shabaks, des yarsanites et autres minorités religieuses menacées. Pour avoir toléré ce pluralisme confessionnel, les Kurdes musulmans sont souvent eux-mêmes stigmatisés par leurs voisins comme des croyants douteux, à telle enseigne qu'un proverbe turc dit : «*Parrapport au mécréant, le Kurde, aussi, est un musulman.*» Toujours est-il que, les yézididis sont une communauté des plus pacifiques, au point où ils se refusent même à prendre parti dans la querelle opposant le diable au bon dieu, ce qui, aux yeux de

leurs détracteurs musulmans, semble être une manière de réhabiliter Satan et leur vaut parfois l'épithète d'«*adorateurs du diable*». Leur religion, dont les livres sacrés et les prières sont en kurde, leur interdit tout prosélytisme. Au nombre d'environ 500 000 en Irak, notamment dans les districts de Sheikhan et de Sinjar, près de la frontière syrienne, dans la province de Mossoul sous administration irakienne. Contrairement aux yézididis du Kurdistan autonome qui, depuis 1991, bénéficient des libertés religieuses et politiques ainsi que d'une protection réelle, ceux de Mossoul restent très vulnérables et défavorisés. Nombre d'entre eux vivent encore dans des *moudjamea*, sorte de camps d'internements où ils ont été regroupés par le régime de Saddam Hussein après la destruction de leurs villages. Les attentats du 14 août ont frappé deux de ces camps, prolongeant en quelque sorte l'opération d'extermination entreprise par le régime baasiste. Ce massacre ne peut être considéré comme un épisode sanglant

La condition de la survie de ces minorités en Irak est leur intégration au Kurdistan autonome.

parmi d'autres des affrontements interconfessionnels qui endeuillent régulièrement l'Irak. Les yézididis n'ont aucune milice, ils ne menacent personne et ils se sont tenus, jusqu'à présent, à l'écart des conflits déchirant le pays. Les victimes sont des paysans démunis et sans défense. Ceux qui ont planifié et perpétré ces attentats, avec des camions bourrés de deux tonnes d'explo-

sifs, ont cherché délibérément à exterminer une partie d'une communauté religieuse qu'ils considèrent comme «*hérétique*» et «*anti-islamique*» et à obliger tous les yézididis à quitter la province de Mossoul qui, à leurs yeux, doit devenir arabe et sunnite. Il s'agit donc d'un acte génocidaire constituant un crime contre l'humanité. Ses exécutants sont sans doute les djihadistes d'Al-Qaeda alliés aux partisans de Saddam Hussein. Mais, on ne doit pas oublier que ce terrorisme barbare bénéficie du soutien multiforme de plusieurs pays voisins de l'Irak qui agissent d'une façon quasi publique et en toute impunité. Face à cette barbarie commise au nom de l'islam, les Etats arabes et musulmans restent silencieux, tout comme ils n'avaient pas réagi lors des opérations génocidaires de Saddam Hussein contre les Kurdes. Les forces américaines et irakiennes s'avèrent incapables d'assurer la sécurité des minorités religieuses fragiles (yézydidi, assyro-chaldéens, Turkmènes chiites) de la mosaïque irakienne. A défaut de

la sécurité, les droits de ces minorités, inscrits dans la Constitution irakienne sous l'impulsion de l'alliance des partis kurdes, restent encore bien théoriques.

Dans ce contexte, la seule solution susceptible d'assurer la survie en Irak de ces communautés est leur intégration au Kurdistan autonome. Les districts où elles vivent

dans les provinces de Mossoul et de Kirkouk sont peuplés d'une forte majorité de Kurdes. La Constitution irakienne, approuvée par plus de 80% d'Irakiens, stipule, dans son article 140, l'organisation, avant la fin de 2007, d'un référendum dans ces territoires pour permettre à leur population de se prononcer librement sur leur rattachement au Kurdistan. Tous les scrutins organisés ces dernières années montrent que, outre les Kurdes musulmans et les yézididis, une grande majorité des chrétiens et une bonne partie des Turkmènes de ces territoires souhaitent leur rattachement au Kurdistan où, grâce à une police, une armée et une administration efficaces, la population jouit d'un degré enviable de sécurité et de prospérité.

Le martyr des yézididis de Sinjar souligne l'urgence d'organiser ce référendum, nonobstant les menées terroristes et les menaces des voisins comme la Turquie, afin de montrer à la grande majorité des citoyens irakiens que la Constitution, pour laquelle ils ont voté, n'est pas un chiffon de papier et qu'ils doivent bâtir leur démocratie en assumant eux-mêmes la lutte contre le terrorisme. La France et l'Union européenne doivent réagir face à la barbarie du fanatisme djihadiste qui est une menace grave pour la paix et la stabilité mondiale. ◆

Turquie Victoire attendue du candidat islamo-conservateur de l'AKP
à l'élection présidentielle, fin août

Le mouvement kémaliste turc s'essouffle

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

Sur l'estrade d'une petite salle de spectacle en sous-sol du quartier chic de Sisli, au centre d'Istanbul, deux jeunes gens font les présentations : un jeune homme en complet sombre, une jeune fille en stricte robe longue noire au grand décolleté. Ils veulent ressembler aux personnages de la photo des années 1930 exposée à l'entrée : Mustafa Kemal (1881-1938) entouré des épouses de ses adjoints, lors d'un de ces grands bals à la viennoise qu'il leur imposait pour inculquer la « civilisation » à la Turquie moderne, qu'il avait fondée sur les cendres de l'Empire ottoman.

C'était il y a quelques semaines. Les participants étaient venus assister à une réunion de la section jeunesse de l'Association de la pensée d'Atatürk (ADD), organisatrice des immenses manifestations « pro-laïcité » du printemps. Sont venues les élections législatives du 22 juillet, qui ont vu le triomphe du parti honni de ces kémalistes : le Parti de la justice et du développement (AKP, post-islamiste, au pouvoir). Puis la relance, lundi 20 août, du processus d'élection de son candidat, Abdullah Gül, à la présidence du pays. Entre-temps, les risques, pour lui, de se voir bloqué par l'armée et l'« establishment » kémaliste se sont estompés.

Mais dans la petite salle à moitié déserte de Sisli où les organisateurs espéraient faire fructifier dans les urnes leur mobilisation « anti-AKP », rien ne rappelle plus l'enthousiasme qui avait fini par submerger ces rassemblements très encadrés.

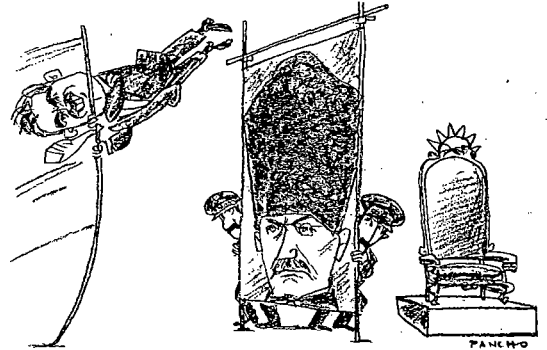
Après l'écoute, religieuse, debout, de l'hymne national, viennent un film sur la vie d'Atatürk, un exposé d'un économiste anti-FMI, puis un « bal », avec quelques

couples pareillement apprêtés dansant un slow. Chaque numéro est censé illustrer un passage de l'œuvre d'Atatürk, que les deux présentateurs lisent en préambule, comme des sourates du Coran....

A la faveur de l'obscurité, quelques jeunes s'éclipsent pour rejoindre, peut-être, la vie nocturne qui bouillonne aux alentours. Ceux qui restent expliquent leur présence par des phrases figées sorties de la campagne menée par le Parti républicain du peuple (CHP) – créé par Mustafa Kemal en 1924 –, fondées sur la peur d'une « menace islamiste » qui pèserait sur le pays gouverné par l'AKP. Aucun ne peut citer un fait qui l'aurait touché personnellement. Seul Ugur, un étudiant en sciences politiques, semble sincèrement inquiet : « Dans les banlieues pauvres, on a de plus en plus de mal à communiquer avec eux. On veut éviter que la société ne se scinde en deux. » En organisant des « bals Atatürk » ? « On va faire évoluer l'association... ça a déjà commencé », répond-il, embarrassé. Mais le communiqué final d'un « atelier de jeunesse » de l'ADD, tenu peu après, ne l'indique guère : il dénonce toujours dans les mêmes termes les « activités réactionnaires antilaïques en Turquie soutenues par des puissances étrangères, dont le projet américain d'islam modéré », « l'Union européenne qui est une union impérialiste » ou les Etats-Unis « qui soutiennent le séparatisme en Turquie ».

Parti ossifié

Faut-il s'étonner, dès lors, que le CHP – dont l'ADD et d'autres associations, notamment d'officiers retraités, forment la base – n'ait pas réussi à rentabiliser, lors des élections législatives du 22 juillet, la mobilisation du printemps ? Ce parti ossifié, parti unique à la Mussolini avant la seconde guerre mondiale, est resté tiraillé,



ensuite, aux temps du multipartisme, entre une tendance sociale-démocrate – qui a eu son heure de gloire dans les années 1970 – et une autre, aux relents fascisants, qui domine sous son dirigeant actuel, Deniz Baykal. Lequel a fait perdre à son parti, le 22 juillet, sa quatrième élection, mais refuse de démissionner.

Antieuropéen dans la pratique, opposé à l'abrogation de l'article liberticide 301 ou aux réformes en faveur des minorités chrétiennes, Deniz Baykal est prompt à qualifier de « traître » quiconque s'aventure à chercher une issue politique au problème kurde, dont les chefs de l'AKP. Il a bloqué, à partir de 2005, les dernières velléités de réforme de ce parti en surfant sur la vague nationaliste montante. Satisfait du rôle de chef de l'opposition, ce maître en élimination des opposants internes n'a d'autre programme que l'utilisation de la peur et évoque surtout, pour l'électorat populaire, les désastres économiques des temps où son parti était associé au pouvoir. Toujours qualifié abusivement de parti « de gauche », le CHP de M. Baykal a fait ses meilleurs scores dans les quartiers huppés d'Istanbul, là où l'on méprise et où l'on craint les « parvenus » de l'AKP, parti qui se dit « conservateur » bien qu'il ait été plébiscité par les masses populaires dont il est le premier, en Turquie, à se soucier. ■

SOPHIE SHIHAB

Abdullah Gül entreprend sa marche vers la présidence

LE PREMIER TOUR, lundi 20 août, de l'élection présidentielle, au Parlement turc, n'a pas permis à Abdullah Gül, candidat du Parti de la justice et du développement (AKP, post-islamiste), de recueillir la majorité qualifiée des deux tiers requise pour être élu à la magistrature suprême. Tout indique toutefois qu'il le sera au plus tard au troisième tour, dans une semaine, quand une majorité simple suffira.

L'armée et le parti d'opposition kémaliste CHP (Parti républicain du peuple) avaient réussi en avril, en faisant changer les règles du scrutin, à empêcher l'élection de ce même candidat de l'AKP, parti au pouvoir depuis 2002. Depuis,

les élections législatives anticipées organisées le 22 juillet pour surmonter la crise ont non seulement redonné une majorité absolue de sièges à l'AKP, mais elles lui ont permis d'élargir son influence électorale, passée de 34 % à 47 % des voix. Avec cette légitimité renforcée, le ministre des affaires étrangères du gouvernement sortant, Abdullah Gül, a décidé de se représenter, confiant que l'armée ne pourra plus s'opposer à la « volonté de la nation » et assuré du soutien passif des partis autres que le CHP, entrés cette fois-ci au Parlement. M. Gül a ainsi fait, lundi, le plein des voix de son parti (341) lors d'un vote dont la validité,

nécessaire pour engager le processus, dépendait de la présence de 367 députés (les deux tiers du Parlement de 549 membres). Ce quorum a été assuré grâce au Parti de l'action nationaliste (MHP), fort de ses 70 sièges, et au petit Parti de la gauche démocratique (DSP), qui compte 13 sièges. Chacune de ces deux formations a voté pour son candidat. Les nationalistes kurdes (20 sièges) et quelques indépendants ont voté blanc. Seuls les 99 députés du CHP ont à nouveau, mais en vain cette fois-ci, boycotté le scrutin. Un deuxième tour est prévu le 24 août et un troisième le 28. ■

S. SH.

Le Monde
Jeudi 23 août 2007

ENTRETIEN AVEC JALAL TALABANI, PRÉSIDENT IRAKIEN

« Je ne crois pas qu'une conférence nationale, comme au Liban, soit nécessaire en Irak »

BAGDAD

ENVOYÉE SPÉCIALE

Que représente la visite du ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner ?

Je la résumerai d'un mot : elle est historique. Pour la première fois depuis que l'Irak a été libérée de la dictature, un ministre français se rend en Irak pour parler aux dirigeants et observer la situation sur le terrain. Je suis certain que cela contribuera à une bien meilleure compréhension entre les deux pays. C'est un aïni depuis plus de deux décennies. Nous nous étions rencontrés dans les montagnes du Kurdistan alors qu'il était en mission pour Médecins sans frontières pour aider les civils victimes de bombardements et de déportation. Nous n'avons jamais perdu contact.

En 2006, je l'avais invité, par la voie diplomatique officielle, à venir à Bagdad et au Kurdistan. Il avait accepté mais en a été empêché. Le président Sarkozy est, lui aussi, en faveur d'un rapprochement. Quand il était ministre de l'intérieur, il nous a promis qu'une fois président de la République, il nous aiderait davantage, notamment dans le domaine sécuritaire. Nous avons évoqué la possibilité pour la France d'entraîner nos forces de sécurité irakiennes et de leur fournir des armes légères pour protéger les civils.

Qu'attendez-vous de ce retour de la France sur la scène irakienne ?

L'Irak est une grande nation et un pays riche, qui peut influencer l'ensemble du Moyen-Orient. La France devrait être intéressée à promouvoir la démocratie. Les relations entre la France et l'Irak ont traditionnellement été très bonnes. Dans le passé, le gouvernement français entretenait des liens avec une dictature qui était haïe par les peuples. Il s'agit aujourd'hui de renouer ces relations, sur une base nouvelle, axée sur l'amitié entre ces deux peuples. Il y a de nombreux domaines de coopération possibles. La France peut aider l'Irak à développer des entreprises pour la reconstruction. Nous possédons aussi beaucoup de champs pétroliers dans lesquels les investissements français sont les bienvenus.

Que peut faire la France ? Pensez-vous à une initiative similaire à la conférence interlibanaise ?

Notre problème majeur et notre devoir sont de mettre fin à ce conflit entre Irakiens et de parvenir à la réconciliation nationale, seule capable de mettre fin au terrorisme dans ce pays. Car les terroristes, qui proviennent principalement de l'extérieur du pays, manipulent les communautés et utilisent leurs différends pour perpétrer leurs crimes. Je ne crois pas

qu'une conférence nationale, comme au Liban, soit nécessaire en Irak. Au Liban, les différentes parties ne sont pas capables de se parler ou de s'asseoir à la même table. En Irak, nous nous parlons et nous nous rencontrons tous les jours. Chaque

communauté participe à ce dialogue. Nous nous en sortirons sans conférence.

M. Kouchner a comparé l'Irak au Liban, soulignant l'antagonisme entre chiïtes et sunnites et le risque que cela signifie pour la région...

Il n'y a pas de guerre sunnite-chiïte en Irak. Il y a, c'est vrai, des différends. Mais surtout des divisions à l'intérieur même de ces communautés. N'oubliez pas, par ailleurs, en parlant des sunnites, que les Kurdes appartiennent en majorité à cette communauté. Nous ne sommes pas dans une situation de deux fronts religieux distincts opposés. Au contraire, il existe différentes alliances politiques rassemblant en leur sein ces deux communautés. Il y a des groupes extrémistes chiïtes et sunnites qui se combattent violemment. Mais la majorité des citoyens Irakiens refusent de se battre les uns contre les autres. Nous assistons en fait à une guerre politique autour du partage du pouvoir. Il y a en outre des malentendus autour de la Constitution et de son application.

L'Irak a quand même connu l'attentat le plus meurtrier de son histoire moderne, il y a quelques jours...

C'est vrai qu'il y a des attaques terroristes, mais elles visent les civils, plus que l'armée ou la police irakiennes. Ces groupes vont dans des pauvres villages turcomans avec trois voitures piégées, ou attaquent des hameaux yazidis loin des villes, près des frontières syriennes. Dans ces conditions, n'importe qui est capable

de faire des massacres, surtout quand il reçoit la permission des pays voisins.

Le gouvernement irakien vit aussi une crise majeure après le départ de ministres, notamment sunnite...

C'est un phénomène naturel dans une démocratie. Ces départs sont liés à des raisons diverses. Les Arabes sunnites ont adressé des demandes au gouvernement, exigeant que celui-ci y réponde immédiatement. Le premier ministre, M. Maliki, n'était pas prêt, alors ils sont partis estimant qu'ils n'étaient pas traités comme de véritables partenaires politiques.

Quant aux ministres du mouvement [chiïte] de Moqtada Al-Sadr, c'est un autre problème. Le premier ministre a pris des mesures contre certains groupes sadristes qui violaient la loi. Des gangsters qui assassinaient les sunnites au nom de l'Armée du Mahdi. Moqtada Al-Sadr a démen-



Le président irakien, Jalal Talabani, estime qu'« il n'y a pas de guerre sunnite-chiïte en Irak ».

ti, affirmant qu'il était contre ces crimes. M. Maliki a été obligé de sévir contre ces milices. Les ministres s'en sont offusqués. Ils sont partis. Actuellement, les sadristes ont repris langue avec le premier ministre. Ils se disent prêts à réintégrer le processus politique et le Parlement et ont proposé de remplacer les ministres démissionnaires par d'autres, plus compétents.

Se profile-t-il une sortie de crise ?

Nous avons mis en place un sommet incluant des représentants de tous les principaux blocs politiques du pays qui discutent des questions litigieuses de blocage. Il n'y a pas encore d'accord, mais des progrès. Le plus important est que tous les dirigeants sont déterminés à tenter de résoudre ensemble ces problèmes.

Les Arabes sunnites ne réintégreront peut-être pas le gouvernement. Mais, même en restant à l'extérieur, il n'est pas question pour eux de rompre avec le processus politique. Leur retour dépendra de leur estimation de la situation. Nous essayons de les persuader de revenir car, sans eux, le gouvernement perd sa dimension d'« union nationale ». Ils en sont un élément important. Mais s'ils ne reviennent pas, le gouvernement ne s'effondrera pas pour autant. Il détient toujours la majorité au Parlement. Il peut survivre. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. HN

Neighboring countries "weak and afraid of the Kurds"

Reason should suggest that Turkey, Iran, and Syria support the existence of Kurdistan Region.

What is it about the "primitive activity of infrastructure improvements of Kurdistan" and the "new experience of self-rule of the Kurds in Iraqi Kurdistan Region" that drives these three countries' desires to destabilize the region?

Aza Hasib

Turkish forces have bombarded Kurdistan Region border villages several times, and its military planes have been operating over the area for at least the past two months.

At the same time, the Islamic Republic of Iran has bombarded the border areas and its troops have been trying to cross the borders.

Syria has also had a hand in attacking the Kurdish region, with its distinctive method of sending suicide bombers and car bombs and backing the extremist religious armed groups. These were aimed at the region and other Kurdish-inhabited areas of Mosul province, the latest of which were those of Shangar. The initial investigation proved that the roots of the attack go back to the Syrian Information Agency.

Aside from the main subject of the article, I want to talk about a conversation that took place between me and a friend. My friend was asking why Syria wanted to attack Shangar and the Yazidis. I told him exactly what I believed. First, Shangar is the area nearest the Syrian border and therefore is the easiest area for them to send car bombs. Second, Shangar is the weakest place in the area in terms of security. Third, Yazidi Kurds live there and that makes it easier for the Syrian agencies to persuade and back the radical Islamic groups

to massacre its people. Fourth, Shangar is part of the areas included in Article 140 of the Iraqi permanent Constitution, and it is easy to persuade Arabizationists and Baathist Arabs to participate in killing Kurds so that when the time to survey arrives, the number of Kurds would be lesser than what is needed for reattaching the area to Kurdistan. Fifth, if there is any plan to transport Kirkuk oil to the Ceyhan port in Turkey through those areas, and Kurdish Peshmergas and Kurdistan Region's guards are to defend transporters, it is better to render the area unsecured in order to reduce the possibility of such plans.

However, these are only guesses and analyses for a situation that now threatens the Yazidis with genocide.

Let's return to the main subject, which is the size and rate of the simultaneous military attacks on Kurdistan Region by Turkey, Iran, and Syria, and their acts against the region during the past 17 years, either alone or together.

This issue has surprised all political and media observers,

and the much surprising point is why these three countries have become so concerned about a region such as Kurdistan to an extent that it has become the top priority of their acts in the region. There is nuclear Iran, which is challenging the most powerful country of the world; the NATO-member Turkey; and the information country of Syria. Why should they be so weak and afraid of the power of Kurds?

Why are Iran, who has cen-

tries of emperorship and self-rule, Turkey, who has the history of the Ottoman Empire, Kemalism revolution, and the reign of military, and Syria, the citadel of Arabic nation resistance, owner of a history of military coup-de-tats, and the power of information, so concerned about the new experience of self-rule of the Kurds in Iraqi Kurdistan Region?

Why are Turkey, the country of industry, companies, and ports, Iran, the country of oil, industry, ports, and agriculture, and Syria, the country of agriculture, fabric, ports, and tourism, so afraid of the primitive activity of infrastructure improvements of Kurdistan?

Why are the wide countries of Turkey, which, with its open borders, is the link between Europe and Asia and is a neighbor of the most influential countries of the Asian and European countries, Iran, which, with its open borders, is a neighbor to the Indian semi continent and the Middle East gate to Great China and East and southeast Asia, and Syria, with open borders to the Mediterranean and southeast Europe, so concerned about a small, close-bordered region?

What political, economic, and security beliefs do those countries have regarding a federal region? What do they tell their people and how do they justify their actions?

Isn't it better for those three countries to help the newborn government of this region and grant it security guarantees so that they make Kurdistan a secure region against Iraq and Gulf countries, thereby ensuring the safety of their own borders?

Isn't it better for Turkey to improve relations with Kurdistan and open a gate to the Gulf countries through the region? Isn't it better for Iran to improve its behavior with Kurdistan and make it a gate to reach Syria, Lebanon, and the Mediterranean? Isn't it also better for Syria to see Kurdistan as a gate for Iran, China, India, and the Per-

sian Gulf?

Isn't it better for all those three countries to make the region a market for their products; make use of their labor power for their companies; make use of their colorful nature as a tourist attraction; make use of their abundant resources and send their investigation companies to compete with Europeans and Americans; and use the advantage of the neighborhood in terms of the economy by signing contracts with Kurdistan Regional Government?

Isn't it better for them in terms of science, culture, and media to use the political, scientific, and cultural openness of the region's government and open free media centers and universities?

Somebody told me: Yes, these are all true, but those countries don't want to make all of this happen with an independent Kurdish nation and its government, but rather with Kurds under their control as minorities!

This is the essence of the issue. They don't have security and military concerns, but each of them rather intends to occupy the region and use all of the resources for themselves. They are competing to occupy Kurdistan, and when one of them succeeds in doing that, the other two will become its neighboring enemies.

I said that all of these are true, but the true danger resides inside the region where the occupier cannot live peacefully for a single moment. It cannot implement any of the discussed plans and projects since the Kurds don't support them and a huge revolution takes place and Peshmergas and public opinion of other parts of Kurdistan participate in it and create a hell out of this region. Then, instead of collecting profits from the region, they can only collect the dead bodies of their troops and use their collapsed budget in an eternally lost war.

They must respond to the public opinion of the world, the European Union, and the U.S., who have long-term strategies in the region and abide to the resistance of their economic and political pressures.

Therefore, for now and for eternity, the existence of a stable, open, and developed region of Kurdistan is in the interests of Turkey, Iran, Syria, and the future Iraq. If politicians of those countries have reason, they should help and support the existence of Kurdistan Region.

Attacks on Yazidis cause outrage among Kurds

Their "special religion" and desire to be part of Kurdistan make Yazidis a target

The Globe- Erbil

In the aftermath of the devastating attacks on the Yazidi community in Sinjar district, Kurds, including Yazidis in Kurdistan Region and abroad, have demanded that authorities move swiftly to implement Article 140 of the Iraqi Constitution, so that regions separated from Kurdistan Region could be protected by the Kurdish administration.

A series of truck bombings devastated the Yazidi community villages of Siba Sheikh Khidr and Kar Izir in Sinjar district near the Syrian border, killing and wounding more than 700 people. Yazidis claim that they fear complete

destruction and beg for assistance.

Kurds believe that the only reason behind these terrible attacks on Yazidis, who are primarily ethnic Kurds, is that Yazidis maintain a special religion and are in an area that is affected by Article 140.

"Extremists attacked the Yazidis because they are

Kurds from a different religion and they want to be part of Kurdistan Region," said Mahmud Othman, a prominent Kurdish politician and Iraqi lawmaker.

Article 140 of the Iraqi Constitution outlines a three-step process to remove and reverse the former Iraqi government's "Arabization" policy in many areas, including the oil-rich city of Kirkuk.

The former Iraqi government went to extreme measures to expel Kurds, Turkmen, and Christians from the areas, including the Anfal Campaign, and replaced the indigenous population with Arabs.

Sinjar district is located near the Syrian border, where the majority population is Kurdish Yazidi. The people of this district will vote in a planned referendum whether or not to be part of Kurdistan Region. If they vote in favor, the district will be under the Kurdistan Regional Government (KRG) and be protected by Peshmerga forces. If they vote against it, they will fall under the Baghdad government.

Hussein Qaso Rasho, head of Kurdistan Democratic Party's office in Kar Izir, lost seven family members. He said his office was aware that insurgents were attempting to carry out operations in the district, but he did not know that they would target civilians.

"We want weapons to defend ourselves; terrorists are four, five kilometers from us. If you want to protect us, arm our youths so that we can defend ourselves," a resident of Kar Izir told KRG officials visiting the site of the explosion in Kar Izir village.

Peshmerga sent to the district after attacks

A 340-strong Kurdish Peshmerga force was sent to northwestern Iraq's district of Sinjar to restore security and provide protection to the afflicted community, an official Peshmerga source said.

"The force will remain in the district until the security situation is secure," said Peshmerga Commander

Maj. Gen. Aziz Waisy.

Immediately after the attacks occurred, Kurdistan Region President Masoud Barzani urged Peshmerga and the Interior Ministry to intervene to protect Kurds in the region coming under armed attacks, accusing regional countries of standing behind such attacks.

"I demand the region's forces in the Interior and Peshmerga ministries, in addition to the region's guard forces, help Kurds in the regions that have become targets for armed groups and Kurds' enemies," Barzani's office said in a statement.

"Barzani also demanded that the Kurdish Health Ministry and all Kurd-

ish citizens help those who were wounded in the Sinjar bombings that occurred on Tuesday," read the statement.

Barzani also accused intelligence agencies in some regional countries of standing behind attacks against Kurds in Mosul, Kirkuk, and Diyala, in an attempt to force Kurds to leave the regions. He did not name these countries.

The Kurdish National Congress in North America (KNC-NA) condemned the attacks on the Yazidi community, who are the most ancient of Kurds. The Congress demanded that the KRG push and pursue and extend their control of all the Kurdish areas of southern Kurdistan within Iraq by speeding up implementation of Article 140. The Congress said that the KRG should serve and protect all people of Kurdistan, especially the Yazidi Kurds, who are oppressed not only because of their ethnicity, but also because of their religion, which is one of the oldest in the world.



Local people seen here surrounding the wreckage of the blasted carbomb in Shengal.



Shia and Kurdish parties form new alliance

Door remains open to Sunni moderates, says Iraqi prime minister.

In a new bid to help the Iraqi government emerge from its latest crisis, a new alliance of moderate Shiites and Kurds join forces.

Kawa Jam

Four Kurdish and Shiite political main parties announced a coalition in order to solve the current Iraqi government crisis, although Sunni Arabs, a main part of the crisis, have not joined the coalition.

The coalition consists of the two main blocs of the Iraqi government. It aims to reach national agreement and reconciliation, support a constitutional state and its establishments, commit to the constitutional articles, and direct the government based on national principles.

On August 16 in Baghdad, the Patriotic Union of Kurdistan, the Kurdistan Democratic Party, and the two main Iraqi Shiite parties, the Iraqi Islamic Supreme Council and the Islamic Al-Dawa Party, signed on to the coalition to support the Iraqi political process.

The Kurdish sides were represented by Iraq President Jalal Talabani and Kurdistan President Massoud Barzani; the Shiite

sides were represented by Iraqi Vice President Adil Abdul-Mahdi and Iraqi Prime Minister Nouri Al-Maliki.

The agreement consists of 27 items that deal with political crises, security, the economy, services, government conditions, and working mechanisms of the coalition itself.

Distributing natural resources (including oil) income equally to all of Iraq and applying Article 140 of the Iraq Constitution are two main items for the Kurdish leaders in the four-sided coalition.

Kirkuk and the other disputable areas are to be normalized according to Article 140 in three stages. The first two stages arrange preparations for

the last stage, which is about holding a referendum

before the end of the current year. The referendum allows people of the disputable areas to decide whether or not they want to be returned to the authority of the regional government of Kurdistan in the north, or remain under Baghdad's government.

Kirkuk, which is a multiethnic city with Kurds, Arabs, Turkmen, Chaldeans, and Assyrians, is the richest city in Iraq due to its oil fields. This has left the city disputable over the past eight decades of the Iraqi state history.

After signing the coalition agreement, a number of Kurdish political parties criticized the Kurdish parties for ignoring other Kurdish powers. Other Kurdish parties now feel as if the new coalition

consists of two blocs, Kurds and Shiites, while it was supposed to include the Sunni Arab powers as well.

"The coalition, without the participation of the Sunni side, will leave negative reflections by the (basically Sunni) neighboring countries," said Muhammad Haji Osman, leader of the Kurdistan Socialist Party.

In Kurdistan, political parties announced this year the foundation of the High Council of the Kurdistan Political Powers. The members of this council are the leaders of the Kurdistan parties. According to their agreement, important decisions related to Kurdistan Region have to be taken by this council.

The Kurdish discourse goes the same way as the complaining Kurdish parties; they think the new front with the Shiites is a renewal of the previous Kurdish-Shiite alliances.

"Al-Maliki's government is in trouble because of the Sunnis. For solving those troubles, the Sunnis should have been a part of this coalition," said Hiwa Majeed, a master student of political science at Salahaddin University in Erbil.

On July 25, the Iraqi Accordance Front list, which is the biggest Sunni political component inside the Iraqi government, announced its withdrawal from the current government of Nouri Al-Maliki, a Shiite. The Sunnis said that Al-Maliki has failed to dissolve the illegal Shiite militias or release thousands of Sunni detainees. Five ministers plus a deputy prime minister who belonged to the Sunni front announced

their withdrawal and resignation.

Nearly 10 days later, five ministers from the Al-Iraqiya list, which is led by the secular Ayad Alawi, announced their boycott in the meetings of the ministerial council. Already, the Al-Sadr, a Shiite extremist side, had pull out its six ministers from the government. These have left Al-Maliki's government in a ditch of trouble with only one rope, supported by the two main Kurdish parties.

"Forming a moderate front leaves no advantage to the Iraqi people; it is only for saving Al-Maliki's government," was the first reflection by the Sunni leader Adnan Al-Dulemi, whose Iraqi People Conference Party is one of the main components of the Accordance Front.

Al-Dulemi threatened to convince all Iraqi sides, including the Kurds and Shiites, to work to terminate Al-Maliki's government.



Iraqi PM Nuri al-Maliki and President Jalal Talabani are flanked by the leader of Kurdistan region, Massoud Barzani shaking hands with Shiite Vice President Adil Abdul-Mahdi after they signed a three-page agreement on a new alliance of moderate Shiites and Kurds at a meeting in Baghdad, Iraq on Thursday, Aug. 16, 2007.

The Kurdish miracle

ERBIL, NORTHERN IRAQ - All the important people in Iraqi Kurdistan can be found in the Charwa Chra hotel restaurant, in the center of Erbil. The director-general of the new airport; the communications minister, there with his family; senior officials from the Kurdish government; and some rich Iraqis who have found temporary refuge in the hotel, until they decide whether to invest in Kurdistan or continue on to some European country. Rawand Darwesh, a senior Kurdish official, and Hamin Hassan, who was partner to the civilian social revolution in Kurdistan, are among the guests.

Darwesh was a member of the first group of outstanding students who received a Fulbright scholarship to study for a year in the United States. When he returned home, he quickly became involved in government activity. Hamin Hassan helped found the institute for human and civil rights in Kurdistan, in 2002, and later went to specialize in election supervision, in Jordan.

"Here the parliament has passed a law that stipulates that any murder is a murder," Hassan says. "There is no longer leniency for murdering women in the pretext of preserving family honor. This is not Iraq, where people who murder over family honor enjoy special privileges under the law. Moreover, our prime minister has called for setting up a hotline at police stations for abused women."

The police academy has begun accepting female cadets to assist women and victims of domestic violence. "They have an address here," Hassan says. But when he says "here," he is referring to the region of Kurdistan, which so far has only three sub-districts - Erbil, Duhok and Sulaimaniya. Residents hope that by next November, if and when a referendum is held, another three sub-districts will join the district. "This is not the Iraqi government," says Hassan. "I am referring only to the Kurdish law."

This is the heart of Iraq's anomaly.

The Kurdish region is run as if it were a completely independent state. The Kurdish flag flies over the huge parliament building, not the Iraqi flag. At night, lights in the shape of the Kurdish flag light the streets of Erbil. The Iraqi flag cannot be seen here, and people even decline to use Arabic, the official language of the state.

A friend of Darwesh's explains that the Iraqis, particularly the Shi'ites, still consider the Kurds to be Israeli allies, even though Israel turned them a cold shoulder more than three decades ago. "One day, while traveling north from Baghdad, we were stopped at a Shi'ite roadblock," his friend says. "Three of the passengers said they were headed for Mosul. The fourth said, by mistake, that he was going to Erbil. The Shi'ite guard shouted out to his commander: 'Three of them are okay. One is going to Israel.' As you can understand, they consider Erbil Israel, because it is the capital of the Kurdish district."

At the table, laden with Kurdish delicacies, the conversation returns to women and human rights. "We still have a long way to go in this respect," Hassan says. "We have to educate an entire nation to new principles - particularly those outlying villages, which have fewer western influences."

Hassan, who was a Peshmerga fighter and an announcer on the underground Kurdish television network, admits that even he sometimes finds it difficult to live by all those new values he preaches. "If my sister wants to marry someone of a lower standing, less worthy of her, I'll try to persuade her, perhaps pressure her, to accept my values. Our women received freedom too quickly, as if in an explosion," he says.

Two days later, Abdel Salaam Barwary explains the problem. Barwary is one of Iraq's most influential analysts, the former bureau head for Kurdish Regional Government President Massoud Barzani, and currently the director of the Kurdish center for advancing

democracy and human rights. "People want to know whether democracy means we will lose all our old values, if it means we will lose control of our wives and daughters, if democracy means sexual freedom," he says. "We still have a great deal of work to do in this field, particularly given that some of our ministers do not exactly understand what we are doing and are not exactly convinced that this is the best thing for the Kurdish state."

In my prior trips to Kurdistan between 1995 and 2004, there were no conversations of this type. The excitement generated by the war and the victory over Saddam Hussein, the relative quiet, the still-"reasonable" number of dead for a war, and especially the uncertain future all led to questions and conversations about physical survival and livelihood. This kicked off the gradual process of commemoration and remembering. People felt the fight was over, victory was assured and the Kurds were on their way to a state of their own - or at least to taking a healthy bite out of the Iraqi regime that tried to destroy them.

Now, things look totally different. The signs of a revolution are evident at the border crossing between Turkey and Iraq. The long lines of trucks, stretching for kilometers, are not waiting to enter Iraq to smuggle out oil. Instead, they bear bags of cement, building iron, food products, textiles, electronics - everything a rehabilitating country needs. These goods will not reach Baghdad or Basra. The trucks will stop at the new stores in the Kurdish district, at Erbil's glittering New City commercial center, or by the cranes building the "Italian colony" or the "English village" - single-family homes slated for rich locals or foreigners.

Traffic at the crossing moves quickly and efficiently - so long as the computer does not break down for an hour (like when we were supposed to get a stamp allowing us to cross into Iraq) or if the clerk does not take another hour-long

lunch break. That, after all, is acceptable in Europe, and a country that aspires to be part of Europe must ensure its clerks have a suitable lunch break.

We finally receive our two stamps, and a minute later, we cross into Kurdish Iraq. We hear the same questions we heard last time: "How can we visit Israel? Is there work for us there? Do only Jews get entry visas to Israel?" The transit station director has friends in Israel, immigrants from Duhok. He would very much like to visit them, but does not know how to get a visa. Here, Israel is considered a land of dreams. We later learn that not only Israel, but also the Israelis - at least the Jewish Israelis - are viewed here as superior entities.

Economic boom

The trip from the border crossing to Erbil takes three hours. The temperature outside is above 40 degrees Celsius, but our air conditioning is effective. We sit back, watching the small commercial centers that have sprouted up over the past two years in the town of Zakho, on the way to Duhok. Shomal, a customs employee who drives me along Duhok's main road, explains how prices have risen. Three years ago, a dunam plot in Duhok sold for \$1,000-\$5,000. Now, 200-meter apartments can sell for \$150,000, while private homes cost as much as \$300,000.

Rich Iraqis fleeing the war and Kurds from abroad are buying these houses, Shomal says. But there are also local residents who have earned a lot of money in this economic boom, and can afford the houses, too. The growth is evident on the outskirts of Erbil, where new clusters of single-family homes have popped up. "All of the

houses were bought before the building began and now people are searching for new plots to build on," says Darwesh, who bought a large apartment in one of the beautiful towers next to the Italian Colony.

The buildings in this neighborhood are not yet finished. There are many building foundations and frames, stylized steel balustrades, and a few touches of finishing. But the purchasers are not worried. The company has promised that the apartments will be ready in a few months. This economic boom becomes even more amazing to behold when one remembers that in Kurdistan, like the rest of Iraq, there is no such thing as a mortgage or a bank loan. Everything here is bought in cash. Iraqi dinars that are worth 1,200 to the dollar - houses, cars, trips, furniture. You cannot pay by check, credit card or bank order.

It is hard to say how prices compare here. A new Land Cruiser sells for a mere \$30,000, but the New City supermarket has European-level prices. Ice cream costs \$1, but a meal at a middle-class restaurant can cost as much as \$25 per person - almost five times more than it did three years ago.

Erbil district governor Nawzad Hadi Maulud says the main problem facing his region is electricity. An electrical engineer by training, the governor finishes work at 9 P.M. Some of the region's electricity comes from Turkey, which sometimes cuts the current on a political whim. Other suppliers include small stations set up by the government, but these are too small, and too far from the city. Most of Erbil's electricity comes from private generators.

People do not pay for the state-

supplied electricity. "How can I charge money for a bad service?" the governor says. "After all, I can provide electricity for only a limited number of hours per day. First I have to prove that I can provide excellent service, and only then can I begin collecting money for it. The main problem is that I have to deal with the memories of the Saddam Hussein era. His administration provided very good services for free or cheap. Now, if I provide a service that is not very good, people will compare it with what they had during that period, and conclude there is no good reason to pay for it."

All municipal services - medical services, university education, water, sewage and more - are free. However, in this state where the government provides everything for nothing, there are no welfare services or national insurance. There are also no health maintenance organizations. But most of all, there are no bank fees - because there are no banks. Life is carried out in cash, and businesses use banks in Turkey or Jordan.

"We do not have a real infrastructure for business," says an adviser to Barzani, the regional president. "There is money but there is no strategic thinking. We aspire for a well-balanced and independent economy, and the Kurdish region has adopted an excellent investment law. We have a great deal to offer investors, especially security and tranquility, but meanwhile, everything is being conducted in a tribal fashion, with written notes."

If the building impetus one can see here is the result of written notes, one could imagine how far Kurdistan could get with an organized administration

Moyen-Orient La visite à Bagdad de Bernard Kouchner, ministre français des affaires étrangères

La France tente un retour sur la scène irakienne

Diplomatie Selon Bagdad, « la France peut devenir une amie »

BAGDAD

ENVOYÉE SPÉCIALE

Je commence à entendre la douce voix de Bagdad... », lâche le commandant. Dans le cockpit du Transall, quatre pilotes militaires français se préparent à un atterrissage acrobatique, dimanche 19 août, dans la capitale irakienne. A bord de l'appareil, le ministre des affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner. « Pour moi, c'est un honneur, commente l'officier de l'armée de l'air, mais c'est aussi très stressant d'amener un politique de ce rang sur un des théâtres d'opérations les plus hostiles. » Par sécurité, ce voyage est resté confidentiel jusqu'au dernier moment. Il est aussi historique : depuis la visite de Roland Dumas, en 1988, aucun ministre français des affaires étrangères ne s'était rendu en Irak. La « crise des palais », soupçonnés d'abriter des armes de destruction massive, avait donné lieu à une rencontre houleuse, en 1998, à Tikrit, entre le dictateur irakien Saddam Hussein et le secrétaire général du Quai d'Orsay. Depuis, rien d'officiel. Par la suite, l'opposition de la France à l'intervention américaine de 2003 n'a pas facilité les relations franco-irakiennes.

A ceux qui voudraient voir aujourd'hui un lien de cause à effet entre les vacances du président Nicolas Sarkozy aux Etats-Unis et la visite ministérielle à Bagdad, M. Kouchner oppose un démenti catégorique. « C'était ma priorité dès mon arrivée au gouvernement, affirme-t-il. Ce voyage, je le prépare depuis très longtemps. Je mentirais si je disais que l'initiative n'est pas venue de moi. »

Un gouverneur chiite assassiné dans le sud du pays

Le gouverneur chiite de la province de Muthanna (sud de l'Irak), Mohammed Ali Al-Hassani, a été tué, lundi 20 août, dans un attentat à la bombe.

Mohammed Al-Hassani est le second gouverneur chiite assassiné en dix jours. Le 11 août, le gouverneur de la province voisine de Qadissiya, Khalil Jamil Hamza, a lui aussi été tué par une bombe. Les deux hommes étaient membres du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), une des formations chiites les plus puissantes et en concurrence avec le mouvement du chef radical chiite Moqtada Al-Sadr. — (AFP.)



Bernard Kouchner, à bord du Transall de l'armée française qui l'emmène de Chypre à Bagdad. DIEGO BUNUEL/CAPA

L'invitation a été transmise à Paris par le président irakien, Jalal Talabani, début 2006. L'amitié qui lie depuis « plus de trente ans » le dirigeant kurde et le « french doctor » a ensuite, sans doute, aidé le souhait irakien à se concrétiser.

L'appareil militaire, systèmes de brouillage allumés, se pose en une spirale abrupte qui soulève l'estomac. « Dire qu'il y a des gars qui passent un an ici... » murmure un pilote, visiblement peu envieux du sort des soldats américains en Irak. Tout a été planifié, côté français, pour que cette visite ne soit pas interprétée comme un revirement en faveur de la politique de George Bush. Le ministre a pris un avion français et il ne rencontrera aucun officiel américain à Bagdad. Un séjour à l'ambassade de France s'est en revanche avéré impossible : désormais située dans la « zone rouge », elle est soumise à couvre-feu dès 16 heures et ne dispose plus que d'une heure et demie d'électricité par jour.

Il s'agit bien, en revanche de signifier le retour de la diplomatie française en Irak. L'objectif, défini par M. Kouchner, est de « témoigner de la solidarité, de la compassion et du soutien de la France au peuple irakien dans toutes ses composantes, si la confiance se rétablit », en allant « écouter » des responsables des principales factions,

kurdes, chiïtes et sunnites, du pays. Sa visite, espère-t-il, « donnera le coup d'envoi d'initiatives similaires de la part d'autres pays européens ». Il n'est pas venu avec des propositions fermes, souligne-t-il, mais

avec l'intention d'« essayer de comprendre » et de « participer au retour de l'espoir ».

« Cauchemar kafkaïen »

Pris en main dès leur arrivée par un dispositif impressionnant d'hommes en armes, français et peshmergas (combattants kurdes) de la garde présidentielle de M. Talabani, le ministre et sa délégation se sont rapidement frottés à la réalité de Bagdad. « Un cauchemar kafkaïen », selon le commentaire effaré d'un diplomate du Quai d'Orsay : un parcours labyrinthique semé de check-points et encadré de hauts murs de béton qui, s'ils ne montrent rien, en disent long sur l'état de dégradation sécuritaire dans la capitale irakienne. Loin de l'ancien quartier général des Nations unies, fermé après l'attentat suicide qui a fait 22 morts, il y a quatre ans jour pour jour, la première étape a consisté à déposer une couronne de fleurs à la mémoire des « soldats de la paix » devant le petit local coïncé dans la « zone verte » (zone ultra-fortifiée protégeant le gouvernement irakien et l'ambassade américaine) qui abrite désormais la représentation de l'ONU. Le geste se veut symbolique de la position de la France favorable à « un rôle accru des Nations unies en Irak ». « Plus l'Irak se tournera vers l'ONU, a ajouté le ministre, plus la France soutiendra l'Irak. Mais la position irakienne reste ambiguë et j'attends des éclaircissements. »

Pour nombre d'Irakiens, et pour ses amis kurdes en particulier, Bernard Kouchner reste l'homme qui plaide pour « l'intervention humanitaire ». A son homologe irakien, Hochyar Zebary, qui n'a pas manqué de le lui rappeler, M. Kouchner a précisé qu'il approuvait ce concept, mais qu'il n'avait « jamais imaginé qu'il puisse être utilisé [par les Américains] d'une telle façon ». « Les Américains ont commis erreur sur erreur. Il est impossible de refaire

l'histoire. Il s'agit maintenant de tourner la page », a-t-il ajouté.

Face à la description d'« une situation en Irak terrifiante et inacceptable de barbarie et de souffrances », M. Zebary a plaidé pour une « patience stratégique ». Il y a deux ans, le ministre irakien critiquait très sévèrement la politique étrangère française. Aujourd'hui, et malgré le peu de concessions affichées dans ce nouveau discours

français, il est manifestement ravi de la visite. « C'est une grande victoire pour la diplomatie irakienne », confie l'un de ses conseillers, en marge de la rencontre. Dans cet optimisme joue aussi, sans doute, le facteur personnel ainsi que la sympa-

thie déclarée du ministre français pour les Kurdes. La journée s'est achevée par un entretien avec le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki. « La France peut devenir une amie, même si nos relations ont pris du retard », a estimé M. Maliki, qui s'est déclaré satisfait de la politique de M. Sarkozy vers davantage de coopération. M. Kouchner a soulevé le problème de la crise du gouvernement après la démission, le 1^{er} août, des ministres sunnites, soulignant que leur réintégration ou celle d'autres personnalités de cette communauté était primordiale pour sauver le processus de réconciliation nationale. Plus généralement, le ministre français a affirmé que,

selon lui, la solution en Irak « ne peut être que politique et non militaire ».

M. Maliki devait se rendre, lundi, à Damas, pour rencontrer le président syrien Bachar Al-Assad. « Je vous demande de lui transmettre ce message de ma part, lui a dit M. Kouchner. Lorsqu'il s'engagera sur le chemin de la paix au Liban, la France sera prête à beaucoup d'ouverture. Il ne faut pas qu'il empêche la prochaine élection présidentielle libanaise. Il pourra alors se produire beaucoup de changement dans la politique française à son égard. » « Il serait préférable que vous le lui disiez vous-même », lui a répondu M. Maliki. ■

CÉCILE HENNIION

Les Irakiens s'attendaient à la visite de Bernard Kouchner

Des contacts avaient été noués depuis plusieurs années entre l'entourage de Nicolas Sarkozy et les leaders kurdes

Pour les responsables politiques irakiens, la venue de Bernard Kouchner à Bagdad, de dimanche à mardi, n'était pas vraiment une surprise. Au contraire, ce n'était qu'une question de temps ou plutôt « d'opportunité », confie un proche du président irakien Jalal Talabani (1).

Outre les relations entretenues par Bernard Kouchner avant d'être nommé ministre des affaires étrangères en mai dernier, l'entourage de Nicolas Sarkozy, lorsque celui-ci était ministre de l'intérieur, avait noué des contacts avec des responsables politiques irakiens, dont le président Jalal Talabani, un Kurde. A l'époque, Boris Boillon, un de ses collaborateurs, s'était rendu au Kurdistan, région du nord de l'Irak considérée comme relativement sûre par rapport au reste du pays, pour négocier la mise en œuvre d'un accord de rapatriement de quelques centaines de clandestins kurdes errant autour du port de Calais, dans le nord de la France. Un moyen aussi pour renforcer la coopération entre les polices française et kurde.

C'est sans doute là que s'ébauchent les premiers contacts qui aboutiront à la visite de Bernard Kouchner en Irak. « Le président Jalal Talabani avait beaucoup apprécié l'équipe de Sarkozy et s'était mis en tête de réchauffer les relations entre l'Irak et la France », explique l'entourage du président irakien.

Plus tard, la formation de policiers et de fonctionnaires irakiens sera au centre d'une rencontre entre le président Jalal Talabani, en visite officielle en France, et le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy. Près de 800 officiers irakiens seront formés dans les locaux de l'École nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, ainsi qu'une quarantaine de magistrats à l'École nationale de la magistrature de Bordeaux.

Les deux hommes avaient aussi évoqué la situation intérieure irakienne et, selon un membre du ministère de l'intérieur kurde, Nicolas Sarkozy aurait confié au président irakien qu'il souhaitait une participation plus importante de la France en Irak.

Au ministère de la défense irakien, la nomination de Bernard Kouchner au Quai d'Orsay a été perçue comme un message clair. « Il est en fait le ministre des affaires irakiennes », ironise Mohamed Raji,

un responsable du ministère de la défense. Ce n'est pas surprenant de voir quelqu'un comme Bernard Kouchner en Irak. Il connaît le pays depuis 1974. Je pense qu'il a été nommé spécialement pour se rapprocher du gouvernement irakien et aussi pour aider les Américains. »

Qu'a proposé le chef de la diplomatie française à Bagdad, entre poignées de main et tapes sur les épaules? « Rien de concret, mais l'aura de la France ne fait pas de mal en ce moment », explique Omar Khaled, un journaliste du quotidien irakien *Al-Sabah*. Selon lui, le « french doctor » a raison de prescrire le « médicament qu'est le dialogue » au malade irakien, mais cela ne peut suffire.

À Bagdad, certains voient l'arrivée de Bernard Kouchner d'un autre œil. « C'est avant tout l'ami des Kurdes, pas l'ami des Irakiens », lance Ahmed, un pharmacien du centre-ville. Beaucoup se souviennent du soutien qu'il avait apporté à la zone d'exclusion aérienne votée en 1991 par le Conseil de sécurité de l'ONU pour protéger les Kurdes contre le gouvernement de Saddam Hussein.

« Le président Jalal Talabani avait beaucoup apprécié l'équipe de Sarkozy et s'était mis en tête de réchauffer les relations entre l'Irak et la France. »

Bernard Kouchner aurait promis à Jalal Talabani de participer à la

lutte contre la violence, même s'il n'est pas question pour la France d'appuyer militairement l'Irak. «La solution est irakienne», a déclaré le chef du Quai d'Orsay. Le rôle de la France serait donc «auxiliaire». «Nous, ce que nous voulons, c'est vivre décemment, explique Saad, un

habitant du quartier de Mansour. Les Français pourraient nous aider à reconstruire nos centrales électriques et installations sanitaires. Voilà qui serait une mesure noble. Les Américains s'en moquent, il n'y a que la France qui peut jouer ce rôle.» En Irak, depuis le début de l'invasion américaine, il n'y a en moyenne,

que trois heures de courant par jour et les infrastructures sanitaires laissent à désirer.

FEURAT ALANI

(1) Tous les entretiens mentionnés dans cet article ont été effectués au téléphone depuis Paris.

TURQUIE

Courrier
INTERNATIONAL

DU 23 AU 29 AOÛT 2007

Abdullah Gül le républicain

L'opposition laïque accuse Gül de vouloir islamiser l'Etat. Pour *Vatan*, le quotidien de la gauche libérale, le futur président est au contraire susceptible de réconcilier les conservateurs religieux avec la République.

VATAN
Istanbul

L'opposition kémaliste du Parti républicain du peuple (CHP) affirme qu'Abdullah Gül est «un islamiste qui a un problème avec la République et qui dissimule ses véritables intentions politiques». Selon elle, son arrivée à Cankaya [siège de la présidence de la République] serait le premier pas vers une islamisation totale de l'Etat et de la société. Il ne fait aucun doute que beaucoup de gens partagent cette vision. Il est donc important de s'intéresser au passé politique de cet homme.

Dans sa jeunesse, séduit par les idéaux nationalistes, Gül a intégré le courant de pensée du Grand-Orient islamique, animé par le poète Necip Fazil Kısakürek [1904-1983], auteur d'une synthèse entre islamisme et nationalisme et défenseur d'une forme d'islamisme, élitiste et aristocratique. Ses disciples se distinguaient par un bon niveau d'études et venaient plutôt de familles conservatrices issues de la classe moyenne. Quant aux rapports que ce groupe entretenait avec la mouvance islamique proprement dite, ils ont toujours été en dents de scie.

Pour sa première campagne électorale en 1991 [quand il devint député sous les couleurs du Refah, le Parti de la prospérité], Gül s'était entouré de gens jouissant de positions sociales confortables, se distinguant par un certain niveau intellectuel et une grande culture politique. Pratiquement tous affirmaient alors : «Nous ne travaillons pas pour le Refah, nous travaillons pour Gül.» A peine fut-il élu qu'Abdullah Gül entra dans l'état-major de Necmettin Erbakan [leader historique de la mouvance islamique turque]. Il était alors considéré par les milieux influents, par les autres partis politiques et par les médias comme l'une des rares personnalités de ce parti capables de dialoguer. Tout en incarnant l'ouverture



◀ Dessin de Bleibel Hassan, Liban.

du parti à l'égard du monde extérieur, Gül a néanmoins veillé à garder le contact avec sa base conservatrice et s'est efforcé d'être à l'image de celle-ci.

Après l'interdiction du Refah, en 1998, et la création d'un nouveau parti islamiste, le Fazilet [Parti de la vertu], il a assumé le processus de rénovation de son camp politique. Il faut dire qu'il avait également tiré avantage du fait que Recep Tayyip Erdogan était alors sous le coup d'une condamnation de la justice lui interdisant toute activité politique. Avant même que le Fazilet ne soit à son tour interdit [en 2001], Abdullah Gül n'a pas hésité à s'interroger sur son passé islamiste. Par la suite, il a continué – au sein de l'AKP [Parti de la justice et du développement], fondé en 2001 – de prendre ses distances avec l'islamisme politique. Mais il n'a pas cru nécessaire de dissimuler son caractère de religieux pratiquant ou de changer de style de vie, ce qui l'a empêché de gagner la confiance des milieux sensibles à la question de la laïcité.

Il est certes pratiquant et entretient de bons rapports avec les franges conservatrices de la société, mais ce serait une erreur de croire qu'il pourrait, en tant que président de la Répu-

blique, succomber à des pressions fondamentalistes. N'oublions pas qu'il s'agit d'une personnalité qui fréquenta dans sa jeunesse des «islamistes aristocrates» avant d'assumer, encore jeune, d'importantes responsabilités au sein de la mouvance islamique la plus puissante du pays. N'oublions pas non plus qu'il a par la suite accumulé une connaissance profonde du fonctionnement de l'Etat en occupant successivement les postes de Premier ministre, de vice-Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères.

Un collaborateur d'Erdogan m'avait un jour expliqué que l'AKP avait réussi à lever les doutes que l'opinion conservatrice turque nourrissait encore vis-à-vis de la République et des principes de laïcité. Aujourd'hui, le chef de l'opposition kémaliste, Deniz Baykal, et ceux qui pensent comme lui crient haut et fort que son élection à la présidence annonce la conquête de l'Etat par des masses de croyants conservateurs. Mais ne pourrait-on pas imaginer une contagion inverse ? Il ne faut certainement pas écarter la perspective de voir ces masses faire leurs principes de la République laïque à la suite de l'élection de Gül.

Rusen Cakir

États-Unis Face aux critiques du Congrès sur l'« incapacité » du gouvernement irakien à promouvoir l'unité

M. Bush exhorte l'Amérique à ne pas « lâcher » l'Irak

NEW YORK
CORRESPONDANT

Le président américain, George Bush, a convoqué, mercredi 22 août, l'histoire récente du Japon, de la Corée et du Vietnam pour convaincre l'opinion américaine de ne pas « abandonner » le peuple irakien, alors que sa stratégie d'une « vague » de renforts de près de 30 000 hommes dans le pays produit, selon lui, « des progrès ». Les troupes américaines se demandent si « leurs dirigeants élus à Washington vont tirer le tapis sous leurs pieds au moment précis où elles gagnent du terrain », a déclaré le président, devant d'anciens

combattants, à Kansas City, dans le Missouri.

A moins de trois semaines de la date fixée par le Congrès pour évaluer les résultats de la stratégie présidentielle, M. Bush a également apporté son soutien au premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, dont Hillary Clinton a demandé, mercredi, la démission, le jugeant incapable d'« unifier » les Irakiens. Les déclarations de la sénatrice de New York faisaient écho à celles, la veille, du démocrate Carl Levin, qui préside la commission des forces armées du Sénat, appelant le Parlement irakien à remplacer M. Maliki.

Le gouvernement irakien est « dysfonctionnel et incapable de produire un accord politique, car il est trop redevable aux dirigeants sectaires et religieux », a affirmé M^{me} Clinton. Selon la favorite dans la course à la Maison Blanche, la « stratégie d'escalade » de la présidence ne fonctionne pas et le meilleur espoir d'un « compromis entre les Irakiens » passe par « le retrait immédiat des troupes américaines ».

« Le premier ministre Maliki est un type bien, un homme bien avec une tâche difficile, et je le soutiens », a, pour sa part, affirmé le président Bush. « Beaucoup sont frustrés par le rythme des progrès à Bagdad, et je peux le comprendre », mais « ce n'est pas aux politiciens de Washington de dire si [M. Maliki] va rester en place : cela revient aux Irakiens, qui vivent maintenant dans une démocratie, et non dans une dictature », a-t-il lancé.

Le président américain a voulu couper court aux analyses de la presse américaine, qui avait interprété ses récentes déclarations comme une prise de distance avec M. Maliki, une impression renforcée par les propos de l'ambassadeur américain à Bagdad, Ryan Crocker, qui a jugé, mardi, « extrêmement décevants » les progrès politiques en Irak.

Critiques démocrates

Depuis Damas, où il était en visite, Nouri Al-Maliki s'est, de son côté, emporté contre « des critiques irresponsables, émanant de dirigeants qui manquent de courtoisie ». « Il n'incombe à personne d'impartir des délais au gouvernement irakien », a-t-il prévenu, ajoutant que son pays saurait « trouver des amis ailleurs ».

S'efforçant de retourner à son profit les analogies entre l'Irak et le Vietnam, le président américain a affirmé que « le prix du retrait américain [avait] été payé par des millions de citoyens innocents dont le martyr a ajouté à notre vocabulaire des mots comme "boat people", "camps de rééducation" et "champs de la mort" ». Ce retrait a porté atteinte à la « crédibilité américaine », notamment aux yeux des « terroristes », a affirmé M. Bush. « La génération actuelle d'Américains va-t-elle résister aux sirènes de la retraite ? » a-t-il demandé.

« Le président tire les mauvaises leçons de l'Histoire », a répliqué le sénateur démocrate Edward Kennedy, tandis que l'ancien candidat démocrate à la présidence, John Kerry, vétéran du Vietnam, jugeait l'analogie présidentielle « aussi irresponsable qu'elle est ignorante des réalités de ces deux guerres ».

George Bush a particulièrement visé ceux qui « doutent de l'attraction universelle de la liberté ou pensent que le Proche-Orient n'est pas prêt pour elle ». Il a rapproché les « sceptiques » d'aujourd'hui à ceux qui pensaient qu'il était « naïf », après la seconde guerre mondiale, « d'aider le Japon à se transformer en démocratie » ou « futile » de « sauver la Corée du Sud d'une invasion communiste ».

Réchauffement des relations entre Damas et Bagdad

La première visite en Syrie du chef du gouvernement irakien, Nouri Al-Maliki, s'est soldée, mercredi 22 août, par la signature d'accords économiques qui devraient refléter un réchauffement entre les deux pays. Leur mise en œuvre, pour laquelle aucun calendrier n'a été annoncé, reste toutefois tributaire du rétablissement de la sécurité en Irak. Damas, accusée de soutenir des groupes d'insurgés irakiens, a été priée par M. Maliki de contribuer à la lutte contre l'insécurité.

Les deux pays ont décidé de rouvrir l'oléoduc qui achemine le pétrole de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, vers le port syrien de Banias, sur la Méditerranée. Cet accord dégage un nouveau débouché pour le pétrole irakien. Damas et Bagdad vont aussi construire, de part et d'autre de leur frontière commune, des lieux de

« Le peuple américain ne sera jamais en sécurité tant que le peuple du Proche-Orient ne connaîtra pas la liberté que notre Créateur destinait à tous », a poursuivi George Bush. Un retrait d'Irak « donnerait du courage aux terroristes » qui « suivraient » les forces américaines chez elles, a-t-il prévenu.

Malgré les efforts rhétoriques du président américain, le soutien pour la guerre s'est considérablement érodé, jusque chez les républicains, qui s'impatientent face à la lenteur des progrès en Irak, tandis que la litanie des victimes se poursuit : quatorze soldats américains ont péri, mercredi, dans la chute d'un hélicoptère Blackhawk, ce qui a porté à 3 722 le nombre de militaires américains tués dans le pays depuis 2003. ■

PHILIPPE BOLOPION

LA STRATÉGIE DU PRÉSIDENT BUSH

« Surge ». La « vague » de renforts de près de 30 000 hommes, déployés depuis février à Bagdad et dans ses environs, a permis de réduire les violences entre communautés, notamment dans la capitale. Près de 162 000 soldats américains sont déployés en Irak.

Politique. Cette stratégie, qui devait permettre au gouvernement irakien de se concentrer sur la réconciliation, n'a pas porté ses fruits. La minorité sunnite n'a pas été réintégrée dans le processus politique, les milices chiites n'ont pas été désarmées.

Rapport. Un rapport complet d'évaluation de la nouvelle stratégie doit être soumis au Congrès aux alentours du 15 septembre par le général David Petraeus, commandant américain en Irak, et l'ambassadeur à Bagdad, Ryan Crocker.

stockage de produits dérivés du pétrole et construire un gazoduc qui acheminerait le gaz du champ irakien d'Al-Akash, près de la frontière, vers l'usine de traitement de Deir Al-Zor (nord de la Syrie). Selon le quotidien saoudien *Al-Hayat*, M. Maliki a proposé de faire un « troc : la sécurité en échange d'une coopération économique ». « Le dossier de la sécurité est la clef en or » qui ouvre la voie à une coopération bilatérale multiforme, a déclaré M. Maliki aux journalistes, ajoutant que la sécurité est « intimement liée aux questions économiques ». Tout en condamnant les « attentats terroristes qui visent les Irakiens », M. Assad a répondu que la panacée aux problèmes – y compris sécuritaires – de l'Irak, était « la réconciliation de toutes les composantes du peuple irakien ». – (Corresp.)

Européens, n'ayez pas peur de la Turquie !

Il y a une dizaine d'années, les cinquante ans de convergence qui avaient marqué les relations entre la Turquie et l'Union européenne se sont essouffés, mais les Turcs se sont rassemblés pour avancer ensemble, et l'UE les a rejoints. Ce fut le début d'une formidable période de réforme. Le mois dernier, pour récompenser la Turquie de sa période la plus féconde de stabilité politique depuis des décennies, les électeurs accordèrent 46,7 % de leurs votes à l'AKP, le parti réformiste au pouvoir.

C'est aujourd'hui à l'Europe de marquer sa position. Et pourtant, elle hésite, l'élargissement n'est plus à la mode. Elle est effrayée par l'immigration et confond une poignée de Turcs non intégrés dans l'UE et la Turquie elle-même. Les hommes politiques français, allemands, autrichiens, danois et néerlandais, suivis aujourd'hui de leurs gouvernements, tentent de leurrer la Turquie avec le nouveau concept de « partenariat privilégié », en ignorant les promesses répétées d'adhésion depuis 1963.

Les Européens ne devraient pas avoir peur de l'objectif turc d'adhésion : tout le monde, en Turquie, reconnaît que le pays est loin d'être prêt. Au plus tôt, l'adhésion pourrait avoir lieu dans dix ans. Les conditions imposées à la Turquie sont plus rigides que pour n'importe quel autre candidat : chaque gouvernement européen peut opposer son veto à son entrée dans l'Union, et les Français pourront la rejeter par référendum. L'UE pourra certes accepter l'entrée de la Turquie, mais les Turcs, attachés à leur souveraineté, ne cachent pas qu'ils souhaitent encore réfléchir avant de passer à la dernière étape.

Les Européens ne devraient pas non plus craindre l'approche pour le moins pragmatique des Turcs à l'égard de l'islam. L'affable ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, du parti AKP, quasi certain d'être élu président par le Parlement ce mois-ci, clame sa volonté de préserver le sécularisme du système politique turc.

Par Hugh Pope *



« Les grandes manifestations en faveur de la laïcité montrent que les Turcs ne laisseront passer aucune tentative d'instauration d'un régime théocratique. »

L'épouse de M. Gül porte le très chic foulard cher aux nouveaux conservateurs musulmans de Turquie, mais, avec le temps, ce symbole deviendra probablement aussi insignifiant que celui de l'épouse de Recep Tayyip Erdogan, qui déclencha la même polémique quand son mari devint premier ministre, il y a quatre ans de cela. Les grandes manifestations en faveur de la laïcité des mois d'avril et mai montrent bien que les principes kémalistes et une société vigilante toujours présents en Turquie ne laisseront passer aucune tentative d'instauration d'un régime théocratique.

Les Européens devraient faire la différence entre aujourd'hui et demain, et ne pas oublier que c'est la perspective européenne qui a donné l'impulsion à l'âge d'or de la réforme turque, entre 1999 et 2000. Ironiquement, le pays progressa dans de nombreux domaines aujourd'hui utilisés par les critiques de la droite européenne contre l'adhésion de la Turquie : pauvreté, mauvaise gouvernance et non-respect des libertés, notamment religieuses.

Ces avancées ont manifeste-

ment profité aux intérêts européens. Pendant cinq ans, la croissance économique s'est élevée à 7,5 pour cent, le revenu par habitant a doublé au cours de cette période et l'investissement étranger a explosé. Les entreprises européennes, en particulier les groupes allemands, ont montré le chemin en ouvrant des hypermarchés et en s'emparant des sociétés bancaires, alimentaires et d'assurance.

Au niveau international, la Turquie épouse en règle générale les orientations de la politique étrangère et de sécurité commune européenne. Elle contribue massivement aux opérations de maintien de la paix en Afghanistan, au Congo, au Liban, et en ex-Yougoslavie. Traversée par des routes dont l'UE pense qu'elles pourraient un jour transporter 15 pour cent du pétrole et du gaz européen, elle est en mesure d'améliorer la sécurité énergétique européenne.

Aujourd'hui, les personnalités politiques turques évitent de se montrer trop en faveur de l'adhésion. L'armée a ralenti ses commandes en Europe. Les entreprises françaises en particulier ont subi de lourdes pertes. Les minorités religieuses et ethniques sont de nouveau victimes de pressions. La controverse autour de Chypre affecte de plus en plus les relations diplomatiques au

sein de l'UE et de l'Otan. Ankara semble enfin vouloir faire cavalier seul en matière d'intervention militaire, notamment au nord de l'Irak, où les rebelles kurdes de Turquie sont basés.

Il est encore temps d'inverser la tendance. Le travail technique sur l'acquis communautaire continue dans la capitale turque. En avril, l'AKP a élaboré un plan d'action extrêmement documenté pour la convergence vers les normes européennes. Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, n'a pas rejoint le groupe de néo-nationalistes déçus de l'UE qui ne cesse de se développer.

De son côté, l'Europe doit

marquer sa position, sérieusement et sincèrement, en faveur de l'intégration. Le processus d'adhésion de la Turquie en Europe n'est pas, contrairement à ce qu'a affirmé un homme politique français, une aventure ou un engagement auxquels l'on peut mettre fin.

Comme deux villes qui ont grandi en se fondant l'une dans l'autre, la Turquie et l'Europe, auparavant deux entités séparées, coïncident aujourd'hui à un niveau qui ne peut plus faire machine arrière.

* *Analyste senior pour l'International Crisis Group, www.crisisgroup.org, qui vient de publier un important rapport sur la Turquie et l'UE.*

Des frappes iraniennes provoquent un exode au Kurdistan irakien

AFP

MONT QANDIL (Irak), 22 août 2007 (AFP) - 07h26 - Plusieurs centaines de villageois des montagnes du nord de l'Irak ont pris le chemin de l'exode pour échapper aux bombardements de l'armée iranienne qui traque dans la zone frontalière les séparatistes kurdes.

"Quelque 150 familles ont fui huit villages. Nous sommes très inquiets quant à la situation dans la zone. Si les bombardements se poursuivent, nous devons peut-être décréter l'état d'urgence", a déclaré Hussein Ahmed, chef du district de Qalaa Diza, dans la région autonome du Kurdistan irakien.

"Il y a eu aujourd'hui des tirs d'artillerie à Hadj Oumran, sur le Mont Qandil. Deux obus sont tombés dans la nuit", a précisé Ahmed Qader, le responsable du district d'Hadj Oumran, à une journaliste de l'AFP qui a pu se rendre en début de semaine dans la région.

Samedi, un hélicoptère de l'armée iranienne s'était écrasé dans les montagnes de Qandil, dans le nord-ouest de l'Irak, près de la frontière irakienne, provoquant la mort de six Gardiens de la révolution. La guérilla kurde a affirmé que l'appareil avait explosé en se posant sur une mine, tandis que l'armée iranienne incriminait le mauvais temps.

Quelle que soit la cause de l'incident, il semble qu'il ait entraîné une intensification des combats dans la zone, provoquant la fuite de nombreux civils.

Qalaa Diza, en territoire irakien, se trouve très près de la province iranienne d'Azerbaïdjan occidental, qui compte une importante minorité kurde.

Cette province est le théâtre depuis plus d'un an d'affrontements réguliers entre l'armée iranienne et les activistes kurdes, dont beaucoup appartiennent au Parti de la vie libre au Kurdistan (Pejak), un groupe

séparatiste proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie).

Depuis la chute de l'hélicoptère iranien, de nombreux civils kurdes qui vivaient sur le Mont Qandil ont décidé de redescendre à dos de mule, quittant leurs villages pour se réfugier dans la vallée, dans des abris de fortune hors de portée des canons iraniens.

Jhader Whatman, un berger de 57 ans, explique que sa maison de Cheikh Eich a été détruite par des tirs d'artillerie. Sa famille a sauvé ce qu'elle pouvait, avant de marcher pendant deux jours et deux nuits en suivant le cours d'un ruisseau. Son village abritait bien des combattants du PKK, confie-t-il.

"Les membres du PKK se cachaient, comme nous, mais ils nous ont avertis que notre village risquait d'être bombardé. Quand nous avons été bombardés, le PKK a riposté à la mitrailleuse et à la kalachnikov", dit-il.

"J'étais en train de manger quand le bombardement a commencé. J'ai couru. Ma maison a été touchée et détruite. Nous avons sauvé ce que nous avons pu. Un de mes fils a pris la fuite avec les moutons. Nous avons suivi en emportant ce que nous pouvions, de la nourriture et des couvertures", raconte de son côté Aman Amed, 57 ans.

Buvant son thé à petites gorgées sous une tente, elle ne peut s'empêcher de se remémorer la première fois où elle a dû fuir son village, aux heures les plus sombres du régime de l'ancien président Saddam Hussein, qui avait mené une répression féroce contre les Kurdes.

"J'ai accouché dans une grotte, car Saddam avait détruit notre village. Cette fois, cela va peut-être être la même chose. Peut-être allons nous voir des femmes accoucher dans cette vallée?"

Soulaimaniyeh, havre de paix pour les sunnites au Kurdistan d'Irak

AFP

SOULAIMANIYEH (Irak), 24 août 2007 (AFP) - 06h58 - Riches ou pauvres, éduqués ou analphabètes, les arabes sunnites irakiens affluent à Soulaimaniyeh pour échapper aux violences et trouver un havre de paix au sein d'une communauté kurde pourtant sauvagement réprimée par le régime de Saddam Hussein.

Des centaines de familles s'entassent dans un camp de fortune sur un terrain vague de la banlieue de cette ville située à flanc de montagne dans le Kurdistan, dans le nord de l'Irak, une région épargnée par la violence.

Thaer Mahjoub Aziz, un fermier père de neuf enfants qu'il envoie chaque jour en ville pour mendier, accuse le gouvernement à majorité chiite d'ignorer ces déplacés.

"Ils ont parlé des Irakiens réfugiés en Syrie ou en Jordanie, mais pas de ceux déplacés à l'intérieur de l'Irak", dit-il, montrant sa carte de rationnement mensuelle inutilisable car personne ne peut recevoir de nourriture ici.

Le fermier s'est installé dans ce camp boueux avec d'autres habitants de la province de Diyala, au sud du Kurdistan et théâtre de violences confessionnelles quotidiennes. La plupart sont des paysans ayant abandonné fermes, champs et bétail pour survivre dans la pénurie.

"Nous n'avons pas de vêtements pour les enfants, parfois nous faisons du riz ou ce que nous trouvons. Il n'y a pas de légumes, nous avons vraiment besoin d'aide", supplie Oum Douaa, qui doit bientôt accoucher dans un camp sans dispensaire.

"Depuis 18 mois, 3.672 familles, soit environ 18.500 personnes, se sont installées à Soulaimaniyeh. Et il y a aussi 12.000 célibataires venus chercher du travail", explique Mahmoud Othman, le patron des services de recensement de la ville.

Selon lui, 70% des arrivants sont des arabes sunnites. Ils fuient l'insécurité chronique qui mine le pays depuis l'invasion américaine en mars 2003. Walid Chiad Nief, représentant des réfugiés originaires de Bagdad, précise que sur les 53 familles venues de Bagdad, seules trois sont chiites.

"L'Armée du Mahdi (la milice du chef radical chiite Moqtada Sadr) nous a donné 24 heures pour partir. Ils ont dit: +Partez ou vous serez maudits+. Nous avons laissé notre maison, nos meubles pour sauver nos vies", raconte Jalal al-Wan.

Sa famille vivait depuis 30 ans à Bagdad. Sa tribu, qui rassemble chiites et sunnites, est devenue la cible des bandes armées des deux confessions. "Nous avons choisi Soulaimaniyeh car c'est la ville la plus sûre d'Irak", ajoute cet homme de 59 ans.

Tous les réfugiés assurent avoir été bien accueillis dans le Kurdistan, pourtant victime de la répression sauvage du régime sunnite de l'ancien président Saddam Hussein.

Des associations comme le Croissant rouge ou des organisations caritatives kurdes ont fourni tentes, eau, nourriture, vêtements et couvertures. Pour le maire-adjoint Gortiar Nori, tout le monde fait de son mieux.

Pendant que les pauvres s'entassent en banlieue, les plus riches se sont installés dans des hôtels et des appartements du centre-ville, où ils trouvent la sécurité, des magasins pleins et des restaurants.

Plus d'une centaine de réfugiés ont un doctorat et 5.500 sont étudiants, selon le recensement.

Assise dans les salons du meilleur hôtel de la ville, Ban Ayoub regarde ses deux enfants, orphelins de père, s'amuser. Venue pour quatre jours depuis Bagdad, elle veut désormais s'installer à Soulaimaniyeh.

"J'étais une femme au foyer, je vivais comme une reine, dit-elle. Tout a changé quand mon mari est mort dans une explosion il y a quatre ans".

Devenue traductrice, elle quitte son domicile, situé dans un quartier sunnite de Bagdad, à 07H00 pour revenir le soir préparer le repas et s'occuper des enfants. Ceux-là sont considérés comme chiites, la confession de leur père.

"C'est très difficile d'être veuve, lance-t-elle. Je suis comme un homme, en fait je suis Superman".

Deux soldats, 10 rebelles kurdes tués lors de combats en Turquie

AFP

ANKARA, 25 août 2007 (AFP) - 11h31 - Deux soldats turcs et 10 rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués samedi lors de combats dans le sud-est anatolien, a indiqué samedi l'état-major dans un communiqué.

L'accrochage s'est produit dans une zone rurale proche de la localité d'Uludere, dans la province de Sirnak, voisine de la Syrie et de l'Irak, lors d'opérations de ratissage menées par l'armée, indique le document, diffusé sur le site internet de l'état-major.

Deux femmes figurent parmi les rebelles abattus, sur lesquels ont été retrouvés plusieurs pistolets mitrailleurs, des documents et "d'importantes quantités" d'explosifs, ajoute le communiqué, qui précise que les opérations se

poursuivent dans la zone.

Cet accrochage est l'un des plus meurtriers depuis plusieurs mois dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne, a accru depuis le début de l'année ses attaques dans le sud-est de la Turquie.

Le conflit kurde de Turquie a fait plus de 37.000 morts depuis le début, en 1984, de l'insurrection séparatiste menée par le PKK.

Irak: Quatre policiers kurdes auraient péri dans un "tir ami" américain

AFP

BAGDAD, 26 août 2007 (AFP) - Quatre policiers kurdes ont péri et huit autres ont été blessés dimanche dans la province de Diyala, dans le nord-est de l'Irak, dans ce qui pourrait être un nouveau cas de "tirs amis" impliquant l'aviation américaine, ont annoncé des responsables kurdes.

"Quatre policiers ont été tués et huit autres ont été blessés quand deux hélicoptères et deux avions américains ont réalisé ce matin une frappe aérienne sur deux avant-postes de la police au nord de Baqouba", a déclaré à l'AFP Jabbar Yaouar, porte-parole des peshmergas, les miliciens kurdes.

Jeudi soir, trois militaires britanniques en mission en Afghanistan ont été tués par une bombe larguée par un bombardier américain qui visait en fait des taliban.

M. Yaouar a précisé que l'incident de dimanche était survenu près de la localité de Qara Tepe, dans une zone où vivent en majorité des chiites kurdes.

Il a expliqué que des forces kurdes avaient été déployées dans la province de Diyala, principalement au nord de Baqouba, à la demande des forces de la coalition pour "combattre le terrorisme" et que le bombardement des avant-

postes était "une erreur".

Le gouvernement de la région autonome kurde du nord de l'Irak a demandé une enquête.

"Une enquête approfondie doit être menée pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent à l'avenir", a déclaré dans un communiqué le ministère kurde de l'Intérieur.

L'armée américaine a confirmé qu'une frappe aérienne avait été réalisée mais a affirmé n'avoir aucune précision quant au bilan de cette attaque ou même à l'identité de sa cible.

"Nous tentons d'identifier l'unité impliquée dans cet incident. Nous pensons qu'il s'agissait d'une petite unité américaine, ce qui complique l'identification de ceux qui ont demandé une frappe par hélicoptère", a déclaré l'armée à l'AFP.

"Nous tentons de déterminer l'identité exacte de la cible. Nous avons eu des informations selon lesquelles il s'agirait de policiers kurdes mais nous ne pouvons le vérifier à ce stade".

Au Kurdistan irakien, des villageois fuient les tensions avec la Turquie

AFP

SHARANSH (Irak), 27 août 2007 (AFP) - Un an après avoir fui la violence endémique de Bagdad et s'être réfugié au Kurdistan irakien, Emmanuel plie de nouveau bagage, par crainte d'une incursion militaire turque contre les rebelles kurdes de la région.

Emmanuel, qui ne souhaite pas donner son nom, est irakien de confession chrétienne. Il vivait à Bagdad dans la banlieue de Dora, où il possédait une boutique de spiritueux, jusqu'à ce que des extrémistes islamistes le menacent de mort, l'obligeant à fuir la capitale irakienne déchirée par les violences confessionnelles.

Cet homme de 43 ans, père de deux enfants, et sa femme se sont alors réfugiés dans le village de Sharansh, près de la frontière turco-irakienne, au coeur de la région autonome du Kurdistan irakien (nord). "Qui aurait imaginé qu'après avoir fui Bagdad, ses attentats à la voiture piégée et la violence, j'aurais de nouveau à chercher un refuge sûr", déplore-t-il.

"Même ce village magnifique n'est plus sûr", ajoute-t-il en désignant les montagnes et les plantations d'orangers qui entourent cette petite bourgade perdue dans la montagne à 500 km de Bagdad. Le cas d'Emmanuel n'est pas isolé.

Ces dernières semaines, des dizaines de familles chrétiennes réfugiées au Kurdistan irakien ont repris le chemin de l'exode de crainte d'incursions de l'armée turque contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Turquie estime que quelque 3.000 membres du PKK utilisent le nord de l'Irak comme base arrière pour leurs opérations dans le sud-est de l'Anatolie.

En juin, l'Irak a officiellement protesté contre un bombardement turc de

villages de la province de Dohouk, où Sharansh est situé. "Plusieurs obus sont tombés autour de Sharansh. La situation est tendue", explique Emmanuel.

"La Turquie a massé des troupes à la frontière. Les gens ont peur et je ne veux pas me réveiller un matin et découvrir que l'armée turque nous a encerclés. C'est la raison pour laquelle je pars", dit-il.

Début août, Bagdad et Ankara ont signé un document de coopération contre les rebelles kurdes de Turquie installés dans le nord de l'Irak, ce qui a priori excluait une opération militaire turque.

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki avait mis en garde Ankara contre toute ingérence dans cette région et les Etats-Unis ont averti qu'une opération militaire déstabiliserait encore davantage l'Irak.

Mais, selon des experts turcs, le gouvernement Maliki, déjà en proie à une grave crise politique, dispose de peu de moyens pour persuader les Kurdes d'Irak d'agir contre le PKK. En attendant, des familles entières continuent à fuir la région.

"Nous avons l'habitude de venir à Sharansh pour le week-end et les vacances d'été (...) mais aujourd'hui nous avons peur", explique Hajji Hassan, un Kurde irakien de la ville de Zakho, principale agglomération de la province de Dohouk, qui était venu trouver un peu de fraîcheur dans le village. De son côté, un avocat kurde irakien, Mahmoud Othman, espère une solution non violente.

"La Turquie doit reconnaître des droits aux Kurdes et dialoguer avec le PKK" pour mettre un terme à ce conflit qui a fait plus de 37.000 morts depuis que le Parti des travailleurs a pris les armes en 1984, dit-il.

Iraq's would-be champion

The rising Shia leader is positioning for power but is he ready for responsibility, asks David Gardner

Man in the News MOQTADA AL-SADR

The US has floundered its way through a prodigal list of favourites in its futile attempts to run Iraq, from Ahmad Chalabi, the silky weaver of neo-con dreams, to Nouri al-Maliki, a prime minister immobile in a web of sectarian nightmares. Moqtada al-Sadr, it is fair to say, was definitely not one of them. But is he the spider at the centre of the web as painted, in lurid but broad-brush strokes, by the Anglo-American occupation? Or is he the emerging pan-Iraqi champion, and Arab icon of resistance, painted surreally by his admirers?

The answer is important. Because, vicious paradox though it may be, it is this unruly scion of a politico-religious tradition the west barely understands who is positioning himself to inherit power once the bungled occupation of Iraq is over.

For this, Mr Sadr owes some thanks to Saddam Hussein, but a great deal more to those who toppled his dictatorship.

Within hours of the fall of Baghdad the enduring influence of the Sadr clerical dynasty was made manifest. Saddam City - the sprawling Shia satellite slum adjoining the capital - became Sadr City. Portraits of Grand Ayatollah Mohammed Baqr al-Sadr, Mr Sadr's uncle and father-in-law, executed by the Ba'athist regime in 1980, and Mohammed Sadeq al-Sadr, Moqtada's father, assassinated by Saddam in 1999, were to be found all over Baghdad and Shia southern Iraq.

Mr Sadr himself, however, a little-known and unlettered young radical accorded no theological standing by the snowy-

bearded ayatollahs of the Najaf *Hawza*, the clerical leadership and fount of Shia power headed by Grand Ayatollah Ali al-Sistani, was seen as little more than a hooligan. His Mahdi Army, set up to oppose the occupation and a US-backed administration made up mostly of émigrés, was dismissed as messianic posturing.

In October 2003, an extensive poll by the reputable Iraqi Centre for Research and Strategic Studies showed that while Iraqis profoundly distrusted the Americans and the exiles, only 1 per cent backed Mr Sadr. All that changed when Paul Bremer, then US administrator, issued a "kill or capture" warrant for his arrest in connection with the murder of a

pro-western Shia cleric. This turned out to be another spectacular own goal for the occupation.

Mr Sadr responded with two militarily hopeless but politically deadly insurrections in 2004. His popular support rocketed to 68 per cent, an ICRSS poll revealed that May, second only to Mr Sistani. He had become a hero not only to the majority Shia but to some of the minority Sunni Arabs prosecuting a lethal insurgency in central and west Iraq.

Because of his military weakness, and his revered forebears, he had become the worst possible kind of opponent to face within a region and a religious tradition steeped in the cult of martyrdom.

The Anglo-American forces thought they could easily overpower his rag-tag militia. But Mr Sadr's tactics are more political than military, combining fast escalations with tactical withdrawals. The coalition has been unable to beat him with purely military means: the Mahdi volunteers "win" simply by standing and fighting, and losing hundreds of martyrs to US tanks, rockets and shells. Mr Sadr is

a lot shrewder than he looks.

His claim to the politico-religious inheritance of the Sadrs, part of the underground resistance to Saddam led by the Islamist Da'wa party, has been burnished by his own resistance - both to the occupation and to the Sunni jihadi intrusion headed by the Iraqi franchise of al-Qaeda.

The December 2005 elections disgorged a Shia-led coalition built around the Da'wa of Mr Maliki and the Supreme Islamic Council of Iraq led by Abdelaziz al-Hakim. Yet the single biggest winner, in a parliament where two-thirds of MPs are Islamists, was Moqtada al-Sadr.

His father, popularly known as Sadr II, had built a powerful network of welfare and resistance that wove together the slums of Baghdad and the Shia tribes of the south with the clerical leadership in Najaf and Karbala - a web largely invisible to the Ba'athists let alone the occupation. Moqtada inherited that network: he is now Sadr III, not a king but definitely a kingmaker.

His withdrawal from the government undermined Mr Maliki, who has lost 17 of his 38 ministers. The Iraqi prime minister is now losing the support of President George W. Bush and, Arab press reports say, Mr Sistani.

The Mahdi Army has largely stood aside during this year's US troops "surge". Mr Sadr went

into hiding for 14 weeks, along with top commanders he is alleged to have sent to Iran. US commanders keep trying to link him, without evidence, to Iran's Revolutionary Guards, though he proudly acknowledges ties to Hizbollah in Lebanon, a radical, disciplined and, above all, successful movement on which he is trying to model the Mahdi Army.

The fact remains that Tehran's main clients in Iraq are the same

as Washington's: the Da'wa and the Supreme Islamic Council, whose Badr militia was trained, armed and, at one stage, led by Revolutionary Guards. Mr Sadr in his guise of Arab and Iraqi nationalist dismisses these rivals for the Sadrist inheritance and their *Hawza* sponsors as Persians. Although it is not that long since he broke ties with Kadem al-Haeri, a Khomeinist ayatollah based in Iran who was his religious mentor, he knows dismissing his rivals as Persians goes down well with Sunnis.

This intra-Shia rivalry partly explains the chaos now enveloping the shrinking British force in south Iraq, where the Hakims' Badr militia, Moqtada's Mahdi

Army, and Fadhila (Virtue), a Basra-based Sadrist offshoot, are fighting it out. The Hakims want power in Baghdad consolidated by an oil-rich, Shia mini-state in the south. Mr Sadr wants to be the Shia leader of a united Iraq.

He already claims credit for what he senses is an imminent British withdrawal. "The British have realised this is not a war they should be fighting or one they can win," Mr Sadr told *The Independent* this week, crediting his militia with having brought this forcibly to their attention.

But with power comes responsibility, even in Iraq, where so far it has been treated as sectarian booty. As head of the largest Shia militia, for example, he has great responsibility for reining in the death squads that have responded to the slaughter of Shias with ethnic cleansing of Sunni neighbourhoods.

Now is the time for Mr Sadr to demonstrate whether he really has credibility with the Sunnis - his aides say he is trying to form a pan-Iraqi emergency government - or whether he really is the centre of the spider's web.



Tehran risks attack over atomic push, Paris warns

Sarkozy says world faces 'Iranian bomb or bombing of Iran'

By Elaine Sciolino

PARIS: In his first major foreign policy speech as president of France, Nicolas Sarkozy said Monday that Iran could be attacked militarily if it did not live up to its international obligations to curb its nuclear program.

Addressing France's ambassadorial corps, Sarkozy stressed that such an outcome would be a disaster. He did not say that France would ever participate in military action against Iran or even tacitly support such an approach.

But the mere fact that he raised the specter of the use of force is likely to be perceived by Iran as a warning of the consequences of its continuing course of action and by the Bush administration as acceptance of its line that no option, including the use of force, can be excluded.

Sarkozy praised the current diplomatic initiative by the world's powers that threatens even tougher sanctions mandated by the United Nations if Iran does not stop enriching uranium for possible use in a nuclear weapon, but holds out the possibility of incentives if Iran complies.

This two-pronged approach, he said, "is the only one that can enable us to avoid being faced with an alternative that I call catastrophic: an Iranian bomb or the bombing of Iran."

Calling the Iranian nuclear crisis "the most serious that weighs on the international order today," Sarkozy also reiterated his position that a nuclear-armed Iran was "unacceptable" for France.

Although Sarkozy's aides said that French policy had not changed, some foreign policy experts were stunned by the blunt, if brief remark.

"This came out of the blue," said François Heisbourg, special adviser to the Foundation for Strategic Research in Paris and author of a forthcoming book on Iran's nuclear program. "To actually say that if diplomacy fails the choice will be to accept a nuclear Iran or bomb Iran, this is a diplomatic blockbuster."

Sarkozy's speech, an annual ritual



outlining France's foreign policy goals, came amid extraordinarily high approval ratings more than three months into his presidency. According to a TNS-Sofres telephone poll of 1,000 people published on Monday in the daily *Le Figaro*, 71 percent said they were satisfied with Sarkozy's performance. A number of other polls put his

Some reports said likely candidates were the homeland security secretary, Michael Chertoff, a former federal judge and prosecutor; and Larry Thompson, a former deputy attorney general.

Democrats said the resignation was overdue. Some promised a fair confirmation hearing for whomever Bush picks as Gonzales's successor. Others suggested that Chertoff, as homeland security secretary in the disastrous aftermath of Hurricane Katrina, might face a cool reception.

The president has always been impressed by the up-by-the-bootstraps life story of Gonzales, the son of Mexican

outspoken humanitarian activist and former UN administrator of Kosovo who left the Socialist party to join Sarkozy's conservative government.

In a subsequent speech to the 180 visiting ambassadors, Kouchner veered from his prepared remarks to say that he had apologized to Maliki on Monday morning. But Kouchner has a reputation for being unable to hide his true feelings. He also suggested in the same sentence that the beleaguered prime minister was already on his way out, saying that he "may be leaving us soon."

Most of Sarkozy's speech was devoted to plotting a new, activist course for France's role in the world, particularly in preventing what he called a confrontation between Islam and the West by working to resolve the Israeli-Palestinian conflict, and crises in Lebanon, Iran and Iraq.

Praising his predecessor, he reiterated that "France was — thanks to Jacques Chirac — is and remains hostile" to the American-led war in Iraq, adding, "History proved France right."

Calling for a concrete deadline for the withdrawal of troops, he described Iraq as "a nation that is falling apart in a merciless civil war," where the Sunni-Shiite divide can ignite conflict throughout the Middle East and where terrorists are setting up permanent bases to attack targets around the world.

During a headline-grabbing three-day visit to Iraq last week, Kouchner offered France's help in stabilizing the country, including mediating among warring communities, and working with the United Nations to play a bigger role.

Although Sarkozy praised Kouchner's mission and stated in his speech that France was prepared to engage with Iraq, he failed to make any specific proposal.

In a move that is certain to be welcomed in Washington, he announced that France would send more troops to Afghanistan to train the Afghan Army, despite his statement during the campaign that France would not remain in Afghanistan forever. The Defense Ministry confirmed that France would send 150 more troops.

But Sarkozy harshly criticized the Bush administration for going to war against Iraq on its own and failing adequately to address global warming.

"It is clear now, and I mean it, that the unilateral use of force leads to failure,"

he said of the Iraq crisis. As for the environment, he said, the United States "unfortunately is not demonstrating the 'leadership' capacity that it claims in other areas."

He warned against what he called a drift toward "the clash of power politics," criticizing not only the United States but also Russia and China.

"Russia is imposing its return to the world scene by making somewhat brutal use of its assets, especially oil and gas," Sarkozy said. China, meanwhile, "is transforming its insatiable quest for

raw materials into a strategy of control, especially in Africa."

He urged the United States not to fear European efforts to forge its own de-

fense identity outside of the NATO structure, while he urged European Union nations to accept a larger share of defense spending to deal with new and bigger global threats.

Among the Europeans, France's defense budget is second only to Britain's, with both countries spending more than 2 percent of their gross domestic product on defense. The two countries,

together with Germany and Italy, which spend less, accounted for 75 percent of Europe's defense spending in 2005.

"We can't continue with four countries paying for the security of all the rest," Sarkozy said.

Sarkozy said that France would push for a European security strategy to be adopted when it assumes the EU presidency for the second half of 2008.

Among his other proposals are the eventual expansion of members in the G-8 group of the world's largest industrial powers from 8 to 13, to include China and other developing powers: Mexico, South Africa, Brazil and India.

Breaking with the position of Chirac, he also left open the door to renewing high-level dialogue with Syria, if it backed French efforts to end the political crisis in Lebanon.

Sarkozy's plan for EU-Turkey talks

By Katrin Bennhold

PARIS: President Nicolas Sarkozy on Monday conditioned the continuation of Turkey's membership talks with the European Union on a high-level effort to define the bloc's future borders.

Sarkozy, an outspoken opponent of Turkey's entry into the EU, called on the Union's 27 members to appoint a committee of "wise men" by the end of the year to determine what the bloc should look like in 2020 — roughly the time when Ankara's accession negotiations are expected to reach their conclusion one way or another.

"If the 27 undertake this crucial discussion about the future of our Union," Sarkozy said in a foreign policy speech, "France won't object to opening new chapters in negotiations between the Union and Turkey in coming months and years, provided these chapters are compatible with both possible visions of the future of relations: either accession

or very close association."

Turkey's membership talks have been overshadowed by Ankara's refusal to recognize Cyprus, prompting the EU to freeze 8 of 35 outstanding areas of negotiation — so-called chapters — in December. In June, Paris added to the strain by vetoing the opening of talks on economic and monetary affairs with Turkey — an area that Sarkozy argued was too clearly associated with future membership.

The announcement Monday eased immediate concerns about France's blocking other parts of the talks and encouraging Turkey, a country of 72 million, to turn its back on Europe and political reform. But it also appeared designed to pave the way for a clearer vision of what an alternative to full membership could look like.

"I have not changed my mind," Sarkozy said, "and I believe that one day it will be recognized by everyone as the more reasonable one."

International Herald Tribune
August 28, 2007

Bush warns against Iraq withdrawal

By Brian Knowlton

WASHINGTON: President George W. Bush warned Tuesday that a hasty U.S. withdrawal from Iraq would leave the Middle East disastrously exposed to further violence and instability, as he sought to set the terms for a major debate next month in Washington over the future American presence in Iraq.

Evoking a worst-case scenario, Bush said that if extremists drove the United States out of the Middle East, "our allies in the region would be under greater siege by the enemies of freedom," adding that "early movements toward democracy in the region would be violently reversed."

He asserted: "This scenario would be a disaster for the people of the Middle East, a danger to our friends and allies and a direct threat to American peace and security."

Bush, who addressed the American Legion in Reno, Nevada, said that two dangerous strands of Islamic extremism — Sunni extremism, as embodied by Al Qaeda and its allies, and Shiite extremism, "supported and embodied by the regime that sits in Tehran" — threatened the region, and were converging in Iraq.

He castigated the Iranian government for supporting anti-American extremists in Iraq and elsewhere, and for pursuing nuclear work that could lead to weaponry. "The Iranian regime must

'Disaster' predicted if U.S. leaves hastily

halt these actions," he said.

The Bush speech followed an address last week in which the president said that the chaos and bloodshed that followed the U.S. withdrawal from Vietnam underscored the urgency of staying in Iraq until conditions were more settled.

Washington has been awaiting an assessment of progress in Iraq from its top officials there. General David Petraeus, the top American commander in Iraq, and the U.S. ambassador, Ryan Crocker, will testify before Congress as early as Sept. 10, before presenting their report to lawmakers.

But already, Bush has made it clear that he will call for more time for the troop increase he ordered in January to have a broader effect.

The president insisted Tuesday on the importance of recent military progress in Iraq, particularly in Baghdad and Anbar Province. "The momentum is now on our side," he said.

But he conceded that "at the moment, our new strategy is showing fewer results at the national level," adding that political progress is "going to take time."

Democrats quickly issued toughworded rejoinders.

Senator Harry Reid of Nevada, the

Democratic majority leader, said that "the president continues to stubbornly pursue a flawed strategy that has mired our troops in a civil war in Iraq and diverted our attention as Osama bin Laden and Al Qaeda grow stronger." He added, "The time for a major change in strategy is now."

Bush has been campaigning relentlessly to persuade a deeply skeptical American public of the need for patience. But even Republicans have grown more critical, including Senator John Warner of Virginia who called last week for at least a small troop cut before the end of the year.

Earlier Tuesday, Bush got an assist in making his point about the Middle East from the Iranian president, Mahmoud Ahmadinejad, who said that American power in Iraq was "being destroyed rapidly" and that Iran was "ready to fill this void."

Tom Casey, a State Department spokesman, called the comments "unhelpful." He said they underscored the president's warning that a precipitous U.S. withdrawal would increase the chance of other countries deciding to "engage in a negative way" in Iraq.

International Herald Tribune
August 29, 2007



Barzani: Implement Article 140

Kurds set primary condition for remaining in Nouri al-Maliki's government.



Massoud Barzani, President of Iraqi Kurdistan region, looks on during the signing ceremony for a three-page agreement on a new alliance of moderate Shiites and Kurds at a meeting in Baghdad, Iraq on Thursday, Aug. 16, 2007.

Heightened anxiety among Iraqi groups and neighboring countries is due to fear that the execution of Article 140 will empower the Kurdistan government and inch it closer to declaring independence.

The Globe- erbil

Kurdish political leaders have once again insisted upon the implementation of Article 140 of the Iraqi Constitution as a condition for remaining in the Nouri al-Maliki's government.

According to Qadir Aziz, the representative of Massoud Barzani, President of Kurdistan Iraqi Region, in the four-sided agreement between the Kurds and the Shiite, the primary condition for the Kurds to remain in the al-Maliki government is the normalization of the situation in Kirkuk and the surrounding areas.

The city of Kirkuk and the surrounding areas are rich with oil and comprise a mixed ethnicity of Kurds, Arabs, Turkmens, and Chaldeo-Assyrians; the situation of these regions can be rectified by Article 140 of the Iraqi Constitution. In this constitutional article, it mentions that it's necessary to apply three stages for the normalization of the situation in Kirkuk and the surrounding areas. And toward the end of 2007, the people should have the right to vote in a referendum on the decision whether to remain with Baghdad or be annexed to Kurdistan Region.

After the withdrawal of the ministers who were members of the Sunni Accordance Front from the al-Maliki government,

the security climate in the country worsened. Consequently, a number of factions signed an agreement for the purpose of resolving this chaos. This agree-

ment comprises 27 points, and is between the Kurdistan Democratic Party, the Patriotic Union of Kurdistan, Dawa Party, and the Islamic Revolutionary Council in Iraq. The signing of this agreement provoked different reactions in Iraq and Kurdistan Region.

On one side, Adnan Al-Dulemi, the head of the Iraqi Islamic Party, which was a participating branch from the Accordance faction, has threatened to create an opposition faction in order to bring down the al-Maliki government.

On another side, a number of groups and political parties in Kurdistan have declared that this new league is ineffectual without the participation of the Sunnis.

The crucial condition for the Kurds to back the al-Maliki government and to sign this agreement has been the implementation of Article 140. The question of the return of Kirkuk to Iraqi Kurdistan Region has created anxiety among some Iraqi groups and neighboring countries, because the economy of the Kurdistan government will be even stronger and it would get closer to declaring independence.

Following the bombings in the Sinjar area that happened on August 15, a number of media channels alleged that Turkey was involved. According to the latest statistics, total casualties are 800 deaths and 400 wounded. The Sinjar region falls within those surrounding regions that are in Article 140, and most of the inhabitants are Yazidi Kurds who have voted for the application of Article 140 and their return to Kurdistan Iraqi Region.

Also, in a period of three months, the office branch of Article 140 in the municipality of Makhmour was able to deal with 4,000 cases and sort out compensation for them.

During the time of the fallen Baathist Regime, with the intention of changing the demography of the city of Kirkuk and the surrounding regions, and according to the documentary evidence, hundreds of thousands of people,

mostly Kurds, were transported from this city and in their place Arabs were settled.

The committee for the implementation of Article 140 was without a president for a number of months, but in the beginning of August, Dr. Raed Fahmi, the Minister of Science and Technology, was appointed president, and Kurdish leadership has seen this to be a positive sign.

At the same time, a number of American intelligence agencies

have suggested in a report that using the excuse of "protecting its interests in Iraq," Turkey will launch a cross-border military offensive into Iraqi Kurdistan Region. Tariq al-Hashimi, Iraq's Vice President, has suggested that Prime Minister al-Maliki has given the green light to Turkey to carry out such an operation.

Al Hashimi, who is now in Turkey on a visit, declared in a press conference that the agreement between al-Maliki and Erdogan gives unhampered access to the army to enter Kurdistan Region.

Officials in the Turkish government have stated a number of times that they will launch a military offensive against Kurdistan Region in order to attack the armed men of the PKK and protect the interests of the Turkmens in Kirkuk.

Iraq festival erupts in violence as 31 die

Shiite militias fight it out in Karbala

By Stephen Farrell

BAGHDAD: A power struggle between rival Shiite groups erupted during a religious festival in Karbala on Tuesday, and at least 31 people were killed by gunmen with machine guns and rocket-propelled grenades who fought street battles amid crowds of pilgrims.

Witnesses said gunmen from the Mahdi army, the militia loyal to the cleric Moktada al-Sadr, traded fire with security forces loyal to Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki. His government coalition is dominated by two religious Shiite parties that compete with Sadr for power and influence, among Iraq's Shiite majority.

Government forces in Karbala and other towns in southern and central Iraq are dominated by the Badr organization, an Iranian-trained former militia loyal to Iraq's largest Shiite party, the Supreme Islamic Iraqi Council, which vies with the Sadrists for control of Shiite-dominated central and southern Iraq.

The security forces imposed an indefinite curfew on Karbala at nightfall Tuesday, fearing that the Sadr-Badr tensions could escalate out of control as both sides sought control of the streets. Two provincial governors belonging to the SIIC have already been assassinated in southern Iraq this month, although the Sadrists deny involvement.

As health officials in Karbala put the toll at 31 dead and 175 wounded, the violence appeared to be spreading to other cities, although attacks in Baghdad and

Diwaniya were on a much smaller scale.

In Karbala, an Iraqi employee of The New York Times said pilgrims fled in panic but were unable to get transport out of the paralyzed city as Mahdi army fighters took up positions around Karbala's twin golden-domed shrines and traded fire with the police.

An aide to Sadr said the cleric was calling for calm. "Moktada al-Sadr demands calm and asks the Sadrist followers not to take part in the disturbances," the aide, Hazem al-Araji, told Reuters.

One of the city's many pilgrim hotels was set ablaze after fuel tanks on the roof were apparently struck by bullets.

One policeman speaking from his position in the rapidly emptying plaza between the city's two golden-domed shrines to Imam Abbas and Imam Hussein said: "Hundreds of Mahdi army have occupied several hotels near the two shrines. The battle is fierce and we are defending our posts here."

The dead and wounded were being collected by medical teams dedicated to looking after the hundreds of thousands of pilgrims who had descended on Karbala in recent days to celebrate the birth of Mohammad al-Mahdi, the 9th century saint and the last of 12 imams revered by Shiites.

The New York Times reporter in Karbala said he saw four or five vehicles burning amid the clashes between Mahdi fighters and the police, who were backed by the specialist units dedicated to guarding the shrines. He also reported seeing armed Mahdi militia-

men on motorbikes driving through the city center, and one sniper shooting a policeman in his post in the city center.

Brigadier General Abdul Kareem Khalaf, an Interior Ministry spokesman in Baghdad, told Iraqi state television that reinforcements were being rushed to Karbala from Baghdad and surrounding provinces.

The tension began on Monday with confrontations between the Sadrists and the Badr-dominated security forces around the shrines. Those forces have been on a constant state of high alert after Sunni insurgent suicide bombings at Shiite religious festivals in previous years.

Sadrists claimed that the police who carry out searches at checkpoints provoked their followers by beating pilgrims who chanted pro-Sadr slogans. Others reports said that Sadrist Mahdi army followers accompanying pilgrims and claiming to be protecting them were prohibited from taking their weapons into the shrines.

The showdown will prove embarrassing for Maliki if his security forces are unable to control the Mahdi army in one of the country's holiest Shiite cities.

American forces did not intervene directly, said Major Alayne Conway, a spokeswoman for U.S. forces south of Baghdad, only sending jets to fly over Karbala as a "show of force" at the request of the Iraqi authorities.

Haydar Abbas, a lecturer in law at the University of Babil in central Iraq, said he believed it was significant that the confrontation happened as the Sadrists appeared to feel increasingly marginalized. Sadr's followers have been out of the government since they quit earlier this year over a disagreement with Maliki about the continued American troop presence in Iraq.

But in recent days, after widespread criticism, Maliki was among five prominent Shiite, Kurdish and Sunni leaders who appeared on television in a widely-publicized initiative announcing measures, however limited, to initiate reconciliation with the country's disaffected Sunni minority.

"If we read the history of the two movements, the Badrists and the Mahdi army, we see that both were military factions turned into political powers," said Abbas. "This means that they might revert at any time to their military nature."

"I don't think of the latest events as a battle over influence, as much as a message to the SIIC, especially now. The influence of SIIC is growing, especially after the agreement between the 'five' two days ago. They have a lot of power over Maliki. What is going on is a message from the Sadrists that we are here and we will not withdraw easily."

In Baghdad, Abdul Jabar Al-Waga, the deputy oil minister, was released on Tuesday after being kidnapped with four other ministry employees on Aug. 14. The government insisted that no ransom was paid.



Karel Prinsloo/The Associated Press

soldiers examined the body of an Iraqi killed Tuesday when his vehicle hit an improvised explosive device near Baquba.

New president breaks secularists' long hold on power in Turkey

By Sebnem Arsu and Sabrina Tavernise

ANKARA: A former Islamist was voted in as the new president of Turkey on Tuesday, breaking an 84-year grip on power by the secular establishment, and ushering a new Islamic middle class from Turkey's heartland into the center of the staunchly secular state.

Lawmakers approved Abdullah Gul, a 56-year-old economist, with 339 votes, far above the simple majority required in the 550-member Parliament. Two other candidates garnered another 83 votes. The party of the secular establishment boycotted the voting.

The vote ended months of political standoff that began when Turkey's secular establishment and military, virulently opposed to his candidacy, blocked it in May, forcing a national election last month.

But Gul's party, Justice and Development, refused to back down, and his success Tuesday marked a rare occasion in Turkish history in which a party prevailed against the powerful military.

There was no immediate statement from the military, which has ousted four elected governments since 1960, but its unspoken reaction was frosty: None of Turkey's military commanders attended Gul's appointment ceremony, a highly unusual departure from protocol, considering that he is now their commander-in-chief.

"This is definitely a day when we are turning a page, an important page, in the political history of the country," said

Soli Ozel, a professor of international relations at Bilgi University in Istanbul. "The boundaries have been expanded in favor of civilian democracy."

The appointment upsets the power hierarchy in Turkey, a secular democracy whose citizens are predominantly Muslims, by opening up the presidency — an elite secular post first occupied by this country's founder, Mustafa Kemal Ataturk — to a new class of leaders from

'We are in uncharted waters. We don't know how they will run the country.'

Turkey's provinces, for decades considered backward by the elite.

A decade ago, Gul's nomination would have been unthinkable: The elite and the military had kept the merchant class he comes from away from the center of power on the grounds that they were the protectors of Ataturk's legacy.

Ali Murat Yel, chairman of the sociology department at Fatih University in Istanbul, said the selection of Gul was comparable in significance to an African-American being elected president in the United States.

"It's a very important turning point," said Yel. "Those people who are the peasants and farmers and petty bourgeoisie always had republican values imposed on them. Now they are rising

against it. They are saying, 'Hey, we are here, and we want our own way.'"

Though Turkey's secular establishment has taken pains to portray Gul and his close ally, Recep Tayyip Erdogan, the Turkish prime minister, as inseparable from their Islamic pasts, their supporters argue they have changed dramatically since the early 1990s, when they were members of the overtly Islamic Welfare Party.

Yel said they had left radicalism and moved into the center. "They can sit on the same table as some people who drink alcohol and they drink their Coke, and they would be able to talk to them. They have come to terms with the reality of this country."

Most Turks strongly oppose the idea of a religiously oriented government, and the overwhelming portion of Gul's constituency voted for his party because it had done well running the country, not because its leaders were pious men. Their policies over the past four years in power have reflected a careful respect for secular principles, many say.

In his acceptance speech in Parliament on Tuesday, Gul emphasized his commitment to Turkish secular values. He renewed his pledge to push for Turkish membership in the European Union, an effort he has led in four years as foreign minister.

"Secularism — one of the basic principles of our republic," he said, wearing a dark suit and a red tie. "My door will be open to everyone."

His hometown, Kayseri, was decorated with Turkish flags, and a sound system was built in the city center to broadcast the ceremony and celebration, Turkish television said.

Still, he will have to work to persuade skeptical Turks.

"He has on his shoulders a very heavy burden — an Islamist past," said Baskin Oran, a political science professor. "He has to be twice as careful as a secular statesman."

The election of Gul reopens the debate over where Islam fits in the building of an equitable society, a question that is also of central interest to Western democracies now.

"We are in uncharted waters," said Ozel, the professor of international relations. "We don't know how they will run the country. This is not a party that has articulated its world view very clearly."

"I think Turkey is truly becoming an example for the world to watch," he added.

The U.S. ambassador, Ross Wilson, welcomed Gul's appointment. "Once again, Turkey's commitment to democratic institutions and the rule of law has proven durable and strong," he said.

Another apparent effect of the election has been to weaken the military's hold over politics, Turkish experts said.

On Monday, Yasar Buyukanit, the chief of staff, said in a statement on the military Web site, that "centers of evil" were working to erode secularism. But the statement seemed tone deaf.

"Quite frankly, unless the world goes totally upside down, I don't see how they could find a context in which they could legitimately intervene," Ozel said.



Abdullah Gul reviewing the presidential honor guard Tuesday before taking his oath of office at the Turkish Parliament.

Thomas L. Friedman

Herald ^{INTERNATIONAL} Tribune
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

August 30, 2007

Watch the Sunni tribes

When U.S. Army officers try to explain the challenge of rebuilding Iraq, they often talk about the three different time pieces they're working with: Washington's is a stop watch, where every second longer we Americans stay in Iraq is a problem; the Iraqi Shiite-led government's watch often seems broken, and you have to regularly tap it to get it to work; and the Iraqi Sunni watch always wants to go in reverse — back to Saddam's day, when Sunnis were in charge.

I've just bounced between Baqouba and Balad and a Sunni and Shiite neighborhood in Baghdad as an embedded reporter with the visiting U.S. Admiral William Fallon, the head of the Central Command. I don't know whether the surge is working — too early, too short a visit. But I did see something new here, which, if played right, could help to stabilize Iraq and better synchronize some of those watches.

It's this: The willingness of the Sunni tribes, and key Sunni neighborhood leaders in Baghdad, to work side by side with the American soldiers they've been shooting at for four years in order to retake Sunni towns and districts from the Taliban-like, pro-Al-Qaeda Iraqi Sunnis who took charge in 2006, when the undermanned U.S. forces pulled out of many areas and handed over security to unprepared Iraqi army units.

Ironically, a key reason violence appears to be trending lower here is because Al Qaeda's "surge" in 2006 so frightened Iraq's more moderate, occasionally whisky-drinking Sunni tribal leaders — the backbone of the Sunni community here — that they became willing to work with the Americans just when the U.S. surge was taking off.

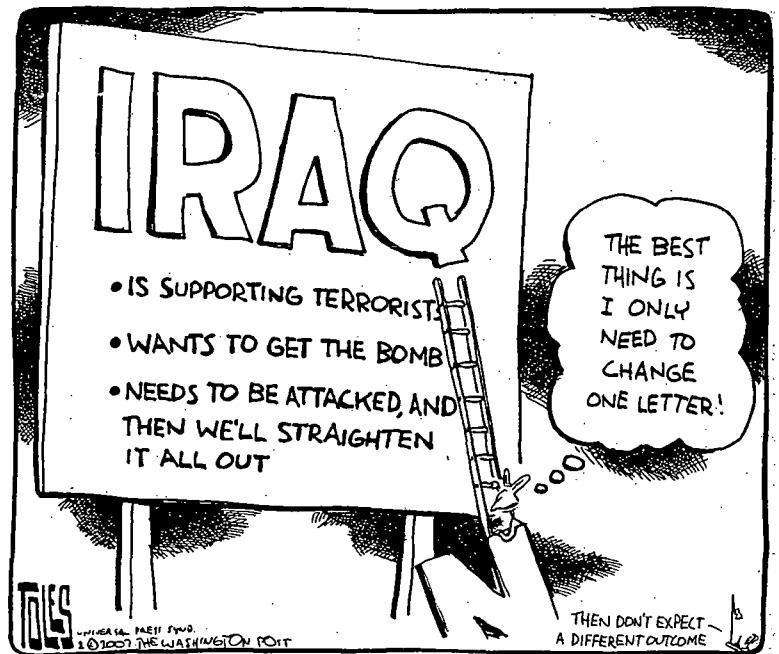
Warning! This important shift by the Sunni tribes could come unglued if the Shiite-led Iraqi government doesn't start providing government services — water, fuel and electricity — to the Sunni areas the tribes have retaken.

It could also come apart because, well, this is Iraq. As one U.S. general said to me of the Sunni tribes, "They still hate us. They just hate Al Qaeda even more right now and they hate the Persians even more than them. But they could turn their guns back on us anytime."

Baqouba, in the heart of Diyala Province, north of Baghdad, is a microcosm of what happened. Last March, as the U.S. military was trying to retake this region from Iraqi jihadists — who had declared it the capital of "The Islamic State of Iraq" and imposed a reign of terror, including beheadings for un-Islamic

behavior, restrictions on women's dress and a ban on smoking and alcohol — a U.S. intelligence drone picked up fighting between two Iraqi factions inside the city.

The next day, one of those factions, representing local Sunni tribes, asked a U.S. field officer for help in evicting the Islamic extremists. Thus began a cooperative endeavor that now embraces virtually all 25 Sunni and Shiite tribes in the area, and has the United



States paying the tribes' sons to be neighborhood patrols in their own towns and villages. As a result, Baqouba's market, which was sealed shut three months ago, was jammed on Sunday with women shopping for cucumbers, tomatoes and figs at different stalls and men making copies of documents at sidewalk Xerox machines.

Meanwhile, the U.S. forces also brought the official Iraqi Army back into Baqouba — only this time with a new division commander — Major General Salim Karim Salih, a respected, retired Sunni army officer, who was one of Saddam's top generals in the Iran-Iraq war and whose home was nearby. He, too, was ready to work with the Americans to get rid of the pro-al-Qaeda Iraqis.

"The citizens asked me to come back," he told me. "We need a political solution. But the politics has to be impartial and not just favor one side. And we need action not more words." That is code for the Shiite-led central government sending money to help repair the town, which it has started to do. "We are in a disaster state now," added the governor of Diyala Province, Ra'ad al-Tamimi. "We hope the central government will interact with us in a better way."

I understand the Shiite's reticence. The Sunnis have resisted everything for five years and now they want government services.

But it is in America's interest, because it increases the chances of the only possible solution here, and that is a loose federation in which each sect controls its own areas and Baghdad serves as an oil-funded ATM, dispensing cash proportionally.

That is the only way America can get out of here without Iraq exploding. Or, as a Kurdish official said to me: "If you wanted a united Iraq, you never should have gotten rid of Saddam, because he was the only one who could hold this place together."

Iran expanding atom program, UN agency reports

But report praises new disclosure pact

By Elaine Sciolino

VIENNA: Iran is slowly but steadily expanding its nuclear program in defiance of United Nations resolutions, even as it has promised to answer questions about an array of suspicious nuclear activities in the past, the International Atomic Energy Agency said Thursday.

The assessment by the UN nuclear agency states that Iran is now simultaneously operating nearly 2,000 centrifuges, the fast-spinning machines that produce enriched uranium, at its vast underground facility at Natanz, an increase of several hundred machines from three months ago. More than 650 more centrifuges are being tested or are under construction.

That number is far short of Iran's projection that by now it would be running 3,000 of the machines, which produce fuel useful either to make electricity or in a bomb program, raising questions whether Iran is facing technical difficulties or has made a political decision to slow down its expansion effort.

But the agency's focus in a report to governments was less on highlighting Iran's shortcomings than on praising a detailed "timetable" reached with Iran to resolve various issues, including past violations of its treaty obligations.

These issues have contributed to international distrust in Iran's claim that its nuclear program is peaceful, and contrary to the conviction by the United States and many other countries that Iran wants to make atomic bombs.

"This is the first time Iran is ready to discuss all the outstanding issues which triggered the crisis in confidence," Mohamed ElBaradei, the nuclear agency's director general, said in an hourlong interview. "It's a significant step. There are clear deadlines, so it's not, as some people are saying, an open-ended invitation to dallying with the agency or a ruse to prolong negotiations and avoid sanctions."

Reacting to the report, the Bush administration repeated its determination to continue with its current approach.

"There is no partial credit here," said Tom Casey, a State Department spokesman, adding, "Iran has refused to comply with its international obligations, and, as a result of that, the international community is going to continue to ratchet up the pressure."

In Paris, Pascale Andreani, the French Foreign Ministry spokesman, said that as long as Iran did not give a clear decision about suspending its enrichment activities, France would pursue a third UN sanctions resolution.

In Tehran, however, there was praise of the agency for vindicating Iran.

"This report ended all the baseless

U.S. accusations against Iran,"

Mohammad Saeedi, deputy head of Iran's Atomic Energy Organization, was quoted as saying by the state IRNA news agency. "Once again the agency confirmed validity of Iran's stances."

ElBaradei stopped short of calling for a delay in the American-led strategy to impose new sanctions as soon as possible, but said, "I'm clear at this stage, you need to give Iran a chance to prove its stated good will," adding, "Sanctions alone, I know for sure, are not going to lead to a durable solution."

At another point, however, he said, "I would like governments to give us the elbow room."

The agency is hoping that if Iran can come clean on years of stalling, stonewalling, obfuscation and denials about the past, it can focus on building confidence around the world about the nature and scope of its current program and become a "routine" inspection case.

On Monday, Iran and the agency released a plan laying out a timetable of cooperation with the goal of swiftly wrapping up by December nuclear issues that have been under investigation for four years.

By then, ElBaradei said, the agency will know whether Iran was "serious" or "was trying to take us for a ride."

The plan reflects a shift in focus by the agency to treat Iran with more trust and less suspicion, a gamble that has already been criticized by officials in the United States, France and Britain. It does not mean that the agency has abandoned any of its goals, but it has now embarked on a pragmatic approach aimed at regaining the maximum access to all of Iran's facilities.

Iran, meanwhile, has embarked on a new strategy to give the impression it is fully cooperating with the agency on explaining its past violations.

Iran now seems to be betting that by shifting the focus away from its current enrichment activities and satisfying agency demands on the past, it can derive the international community of one of its main arguments to impose new sanctions.

The stakes are so high, ElBaradei said, that nothing less than "the credibility of Iran and of the verification regime" of the nuclear agency "is at stake."

In an important development that the agency used as evidence that the new timetable plan had begun to work, the agency announced that Iran had resolved all questions about its past experiments with plutonium, a material that could be used to make nuclear weapons. After resisting agency entreaties for two years, Iran suddenly provided access to a key expert, documentation and other data that allowed the agency to declare the case "closed."

There are two main issues that will

prove most difficult for Iran to explain.

One involves a secretive Iranian entity called the Green Salt Project, which worked on uranium processing, high explosives and a missile warhead design. There is evidence suggesting links between Iran's ostensibly peaceful nuclear program and its military work on high explosives and missiles that, if true, would undercut Iran's claims that its nuclear program is solely aimed at producing electrical power.

The agency is heartened that Iran, which has called the allegations baseless and politically motivated, has agreed for the first time to review documents on the secret project that the United States uncovered on a stolen laptop computer and disclosed to the agency.

Iran is demanding physical access to the documents — something the United States has not yet granted — not just the ability to review the documents at the agency headquarters in Vienna. Iran could cry foul unless the Americans turned over the documents, which the nuclear agency believes Iran has the right to receive.

Out of fairness, ElBaradei, who is a lawyer by training, said, "We have to give them access to the documents."

The other sensitive issue is the history and origin of Iran's knowledge of two types of centrifuge machines, which produce enriched uranium that can be used either to produce electricity or fuel weapons.

The plan also said that Iran was finally prepared to give an explanation about a document Iran probably received from Abdul Qadeer Khan, the Pakistani nuclear engineer, showing how to make uranium into hemispheres, a shape suitable for use in a weapon.

Some officials at the Vienna-based nuclear agency said they were unsure whether the apparent slowdown in Iran's manufacture of enriched uranium reflected technical problems or a political decision in Tehran to move forward at a slower pace.

But ElBaradei said he believed that Iran had taken a political decision to operate the facility at Natanz at much lower than capacity.

Editorial

Sarkozy et la Turquie

Volontariste, Nicolas Sarkozy est aussi réaliste. Il l'a montré, lundi 27 août, dans son discours devant les ambassadeurs français, à propos de la Turquie. Contrairement à ce qu'il avait laissé entendre pendant la campagne électorale, il ne s'oppose plus à la poursuite des négociations entre Ankara et l'Union européenne.

Il tient compte ainsi de deux considérations. D'une part, la France était engagée par la décision, prise à l'unanimité des vingt-cinq membres de l'UE en octobre 2005, d'ouvrir des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie. Revenir sur cet engagement signifiait mettre dans l'embarras ceux de nos partenaires qui ont accepté d'entamer le processus bien qu'étant favorables à un « partenariat privilégié » et s'opposer de front aux autres pays qui soutiennent une participation pleine et entière de la Turquie à l'Europe.

D'autre part, un veto français à la poursuite des négociations serait arrivé au plus mauvais moment, quand la Turquie paraît justement en voie de résoudre par des moyens démocratiques la crise politique provoquée par l'élection à la tête de l'Etat d'un homme issu de la mouvance islamique.

Sur le fond, cependant, le président de la République réaffirme la conviction du candidat Sarkozy. Il reste favorable à « une association aussi étroite que possible, sans aller jusqu'à l'adhésion ». Et il pose à la poursuite des discussions entre Ankara et l'UE des conditions qui renforcent sa position. La première est la réunion d'un comité de sages chargé de répondre à la question : « *Quelle Europe en 2020-2030, et pour quelles missions ?* » Le sujet des frontières de l'Europe, donc de la place de la Turquie, surgira nécessairement dans ce cénacle. M. Sarkozy pose une seconde condition, plus technique. Ne pourront, selon lui, être ouverts que les chapitres n'impliquant pas l'adhésion mais compatibles avec le partenariat renforcé. C'est exactement la position adoptée dès le lendemain de l'élection présidentielle. En juin, la France a refusé l'ouverture d'un chapitre sur la coopération monétaire qui, si la discussion avait été menée à son terme, sous-entendait l'adhésion de la Turquie à l'UE.

M. Sarkozy ménage donc ses partenaires européens et le gouvernement turc des anciens islamistes, qui vient d'être réélu avec une confortable majorité, sans pour autant se renier. Il gagne du temps, convaincu que l'association la plus étroite possible sera « reconnue un jour par tous comme la formule la plus raisonnable ». La politique française rejoint ainsi l'attitude adoptée par la chancelière allemande, Angela Merkel, prise entre ses idées personnelles, qui rejoignent celles du président français, et les positions de ses alliés sociaux-démocrates de la grande coalition, plus favorables à l'adhésion. Elle a un inconvénient : elle nourrit, de chaque côté, les arrières-pensées. ■

ETATS-UNIS - IRAK

Le renseignement américain pessimiste sur l'action du gouvernement irakien

NEW YORK

CORRESPONDANT

Selon un rapport du renseignement américain rendu public, jeudi 23 août, les 30 000 hommes envoyés en renfort en Irak à la demande de George Bush ont permis « des améliorations inégales dans le domaine de la sécurité » mais n'empêcheront pas le gouvernement irakien de Nouri Al-Maliki de « s'affaiblir au cours des prochains six à douze mois ».

Tandis que le Congrès américain s'apprête à ouvrir, à la mi-septembre, un débat décisif sur l'avenir des troupes déployées en Irak, la synthèse du travail de seize agences de renseignement fournit des arguments contrastés. La sécurité devrait « s'améliorer modestement », à condition que l'armée américaine poursuive ses efforts auprès des forces irakiennes, jugées incapables de prendre seules le relais.

Les analystes sont pessimistes sur les possibilités de réconciliation entre chiites, sunnites et Kurdes, dans un contexte où « les dirigeants politiques irakiens restent incapables de gouverner ». Les compromis nécessaires à « une sécurité durable, des progrès politiques sur le long terme et un développement économique » sont « improbables », estiment-ils. Selon le rapport, « notre stratégie a amélioré les conditions de sécurité en Irak, mais de très durs défis nous attendent encore », a déclaré un porte-parole de la Maison Blanche.

Le chef de la majorité démocrate du Sénat, Harry Reid, a au contraire jugé que le document prouvait « l'enlisement » des troupes américaines dans « une guerre civile irakienne ». « La stratégie d'escalade du président n'est pas parvenue à produire les résultats politiques qu'il a promis », a-t-il ajouté. Signe des difficultés qui l'attendent, le président Bush a été confronté, jeudi, à la défection du sénateur John Warner, un républicain influent sur les questions militaires, qui l'a appelé à rapatrier environ 5 000 soldats avant Noël, pour faire comprendre aux autorités irakiennes que l'engagement américain n'est pas éternel. ■

PH. BO.

IRAN NUCLÉAIRE

Un accord entre l'Iran et l'AIEA complique le vote de nouvelles sanctions à l'ONU

UN ACCORD conclu le 22 août entre l'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur un calendrier de plusieurs mois pour que Téhéran réponde aux questions en suspens sur son programme nucléaire, pourrait retarder le vote à l'ONU d'une nouvelle résolution comportant des sanctions contre l'Iran, indiquent des diplomates.

Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France se sont montrés réservés sur ce calendrier, et indiqué qu'ils poursuivraient leurs efforts en vue de l'adoption d'une résolution en septembre, dans la mesure où l'Iran poursuit ses activités d'enrichissement d'uranium. La résolution pourrait comporter de nouvelles mesures financières contre des entités iraniennes.

Mais l'affichage par l'Iran d'une certaine volonté de coopérer avec l'AIEA pourrait fournir à la Russie et à la Chine – deux pays peu disposés à accroître les sanctions économiques contre Téhéran – un argument pour retarder le processus à l'ONU. Selon des diplomates, le vote d'une résolution pourrait être de fait reporté au mois de décembre. Deux séries de sanctions ont déjà été votées par le Conseil de sécurité de l'ONU contre l'Iran, en décembre 2006 et en mai 2007.

L'Iran a rendu public, lundi 27 août, le texte de cinq pages du calendrier établi avec l'AIEA. Selon ce texte, l'AIEA a reconnu que, concernant le plutonium, « les déclarations passées de l'Iran sont conformes aux conclusions de l'agence, et ce point est ainsi réglé ».

Outre le dossier du traitement du plutonium, l'AIEA attend depuis plusieurs années de Téhéran des éclaircissements sur des traces d'uranium hautement enrichi et l'obtention de documents mentionnant de possibles applications militaires pour de l'uranium.

L'AIEA, qui s'efforce d'établir si le programme nucléaire a un objectif purement civil ou cache des visées militaires, doit publier ces prochains jours un rapport sur le dossier nucléaire iranien avant une réunion des 35 pays formant son exécutif. ■

N. NO.

Le Monde
Jeudi 30 août 2007

Turquie L'ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement AKP élu par les députés à la tête de l'Etat

M. Gül, premier président turc issu du courant islamiste

ISTANBUL (Turquie)
CORRESPONDANCE

Tout s'est passé comme prévu, ou presque. Deux séances parlementaires ont vu, mardi 28 août, l'élection d'Abdullah Gül à la tête de l'Etat turc par une large majorité, puis la prestation de serment de cet ancien islamiste devenu un pilier de la démocratisation du pays dans sa marche vers l'Europe.

Elles n'ont été troublées ni par l'absence prévue des 98 députés (sur 550) du principal parti d'opposition laïc, le Parti républicain du peuple (CHP) ; ni par celle, imprévue et rompant avec la tradition, des chefs militaires lors de la prestation de serment – leur boycottage signifiant qu'ils n'approuvent toujours pas le choix qu'a fait la nation.

En avril, les généraux, relayés par le CHP, la Cour constitutionnelle et des meetings de masse, avaient mis en échec la première candidature à ce poste de M. Gül. Mais les élections législatives convoquées, le 22 juillet, pour dénouer la crise ont donné encore plus de voix à son Parti de la justice et du développement (AKP) – 47 % et 341 députés, contre 34 % en 2002, lors de l'arrivée de ce parti islamo-conservateur au gouvernement.

L'armée, soucieuse de son image, n'a pu que s'incliner. Le nouveau président a, de son côté, joué le compromis en évitant d'amener au Parlement son épouse voilée. Le foulard islamique, interdit dans les institutions du pouvoir et les écoles, reste perçu par le « camp laïc » comme un signe d'hostilité à la république de Mustafa

Kemal Atatürk, qui arracha brutalement la nouvelle nation, dans les années 1920, à son passé musulman.

Dans son discours d'investiture, M. Gül s'est engagé à défendre la laïcité républicaine en chef d'Etat impartial. Mais il a précisé qu'en « *démocratie, la laïcité – un des principes fondamentaux de notre république – est à la fois un modèle qui assure la liberté pour différents modes de vie, et une règle de paix sociale* ». Ce qui s'écarte de l'orthodoxie kémaliste, pour laquelle le « mode de vie islamique » est une manifestation réactionnaire à combattre. Cette divergence

CHRONOLOGIE

1970 : création du premier parti « turco-islamique », au sein duquel les futurs chefs du Parti de la justice et du développement (AKP) font leurs armes.

1995 : sous le nom de « Refah », le parti remporte les municipalités d'Ankara et d'Istanbul.

1996 : le parti devient la première force du pays. Son chef, Necmettin Erbakan, est premier ministre et Abdullah Gül ministre d'Etat. Ils démissionnent un an plus tard sous la pression des militaires.

2001 : la jeune garde fait scission et crée l'AKP, dirigé par Recep Tayyip Erdogan et M. Gül.

2002 : triomphe de l'AKP aux élections législatives. M. Erdogan est nommé premier ministre.

22 juillet 2007 : l'AKP remporte les élections législatives anticipées.

28 août : M. Gül est élu président.

explique en partie pourquoi le « camp laïc » a tenté, par tous les moyens plus ou moins constitutionnels, d'empêcher l'accès de l'AKP à la présidence du pays, le dernier bastion qu'ils tenaient encore dans les institutions politiques du pays.

Le président sortant, Ahmet Necdet Sezer, a passé la fin de son septennat à bloquer des lois et des nominations voulues par le Parlement et le gouvernement tenus par l'AKP. Alors que plusieurs de ces lois bloquées au nom de la laïcité, ou de l'étatisme économique, visaient à rapprocher le pays des critères de l'Union européenne (UE) – une orientation que M. Gül n'a pas manqué de réaffirmer mardi.

Reste à savoir comment l'AKP usera de ses nouveaux pouvoirs, acquis à l'issue d'une longue marche du courant conservateur, religieux comme l'est le pays profond. Un courant qu'Atatürk et ses héritiers n'ont jamais pu supprimer.

Quatre coups d'Etat

Il parvint, sous couverture de divers partis de droite, à certains niveaux du pouvoir dans l'intervalle des quatre coups d'Etat intervenus dans le pays entre 1960 et 1997. C'est au sein du premier parti « turco-islamique » créé en 1970, synthèse de traditions locales et de l'islam politique montant alors dans le monde sunnite, que les futurs chefs de l'AKP feront leurs armes. Changeant cinq fois de nom au fil de ses interdictions par la justice, c'est sous celui du Refah qu'il gagne, en 1995, les municipalités d'Ankara et d'Istanbul et qu'il devient, en 1996, à la faveur du discrédit d'une classe politique corrompue, la première force électorale du pays.

Son chef Erbakan sera ainsi premier ministre – ct Abdullah Gül un de ses ministres d'Etat – avant d'être acculé à la démission par l'armée. Déboires qui incitent la jeune garde du parti à faire scission et à créer, en 2001, l'AKP sous la direction du populaire ex-maire d'Istanbul, l'actuel premier ministre Recep Tayyip Erdogan, et de son adjoint M. Gül. Ils triomphent aux législatives de 2002, alors que le parti resté proprement islamiste, grand ennemi de l'AKP, obtient, de même qu'en juillet de cette année, à peine 2,5 % des voix. ■

SOPHIE SHIHAB



Le nouveau président de la République, Abdullah Gül, élu pour sept ans, s'avance pour prêter serment devant les députés turcs, mardi 28 août, à Ankara. ADEM ALTAN/AFP

LE FIGARO 29 août 2007

Abdullah Gül a juré fidélité à la République laïque turque

TURQUIE

L'élection de l'ancien ministre des Affaires étrangères marque un recul de l'influence de l'armée dans les affaires de l'État.

Istanbul

LA PASSATION de pouvoirs a été glaciale. Le président sortant Ahmet Necdet Sezer, proche des militaires, a accueilli son successeur Abdullah Gül, ex-islamiste, en se limitant au strict minimum. Traditionnellement fastueuse, la cérémonie au palais présidentiel n'a duré que quelques minutes. Elle s'est déroulée à huis clos, sans caméra et sans la première dame. Hayrünnisa Gül,

qui porte le voile islamique, s'est tenue volontairement à l'écart pour ne pas attiser la rancœur des laïques les plus farouches. Pendant que l'establishment kémaliste ruminait sa défaite à Ankara, la ville de Kayseri, au cœur de l'Anatolie, préparait une fête pour la victoire de l'enfant du pays, avec des milliers de drapeaux turcs et un feu d'artifice. Le 11^e président de la République a été élu par les députés hier après-midi, avec 339 voix sur 550. Après sa prestation de serment au Parlement, Abdullah Gül s'est rendu au mausolée de Mustafa Kemal Atatürk pour s'incliner sur la tombe du fondateur de la République, comme l'exige le protocole.

Plébiscité par les couches

populaires, le nouveau chef de l'État est un représentant « des sans-classes qui ont toujours été mises de côté », estime Mehmet Dülger, ancien président de la commission des affaires étrangères au Parlement. *C'est un pas en avant dans le processus de démocratisation.* » Son

prédécesseur, à la personnalité raide, avait transformé Cankaya en tour d'ivoire. Après quatre mois de tourmente politique, ce troisième tour de scrutin referme donc la parenthèse électorale.

En avril, l'état-major avait torpillé la première tentative d'Abdullah Gül. Fidèle à sa tradition d'ingérence – l'armée a quatre coups d'État à son actif –, elle avait menacé

d'intervenir à nouveau si la République était menacée. Mais le triomphe de l'AKP aux législatives (46,7 %) le 22 juillet l'a poussée à battre en retraite, au moins momentanément. *« Il s'agit d'un tournant dans l'histoire politique turque, se félicite Emre Aköz, auteur d'un livre sur les élections présidentielles en Turquie. Cette élection représente un relâchement de la tutelle militaire, l'armée s'est mise en position d'attente. »* Même si lundi, à la veille de l'élection, le chef des armées, le général Yasar Büyükanit, s'est encore autorisé un ultime avertissement, fustigeant *« les foyers du mal qui essayent systématiquement d'éroder la structure laïque du pays »*.

(Reuters)



Abdullah Gül a prêté serment devant le Parlement, hier, à Ankara. Le 11^e président de la République fondée par Atatürk a été élu par les députés, avec 339 voix sur 550. Parmi les chantiers délicats qui l'attendent, figure la rédaction d'une nouvelle Constitution. Fatih Saribas/Reuters

Les Européens satisfaits

Le Parlement européen et la Commission ont salué l'élection d'Abdullah Gül. Selon le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, le nouveau chef d'État va permettre « un élan nouveau, immédiat et positif au processus d'adhésion à l'Union européenne ». Les socialistes du Parlement européen estiment que « le nouveau président de la Turquie contribuera positivement à la continuation du processus des

réformes, au renforcement de la démocratie ainsi qu'à la démarche européenne du pays ». Wilfried Martens, président du Parti populaire européen (PPE), le groupe le plus important à Strasbourg, pense que « M. Gül, qui a promis de rester fidèle à la Constitution laïque de son pays, sera un important atout pour la Turquie et pour la poursuite de son cheminement européen ».

(Reuters)

Numéro d'équilibriste

La tâche du nouveau chef de l'État s'annonce ardue. *« L'opposition ne va pas lui laisser un moment de répit »*, prédit l'éditorialiste Mehmet Ali Birand. Il va devoir se livrer à un numéro d'équilibriste périlleux, entre l'AKP, son parti d'origine qui pourrait lui reprocher de trahir les siens, et la bureaucratie laïque, qui l'accuse de vouloir faire de la République une théocratie. Selon la Constitution, le président se doit d'être « impartial », de se tenir à équidistance de tous les intérêts partisans. Une posture que n'avait

pas adoptée le président sortant. La fonction présidentielle est essentiellement honorifique car c'est le premier ministre qui est l'homme fort du système politique. Mais le chef de l'État possède un pouvoir de nomination à des postes clés : il désigne les membres de la Cour constitutionnelle, du Conseil de

l'enseignement supérieur (YÖK), les recteurs d'université, le procureur général de la République...

Jusqu'à présent, l'establishment kémaliste régnait en maître sur ces institutions. Mais le grand bouleversement à venir concerne la Constitution. Celle en vigueur, adoptée en 1982 et rédigée par les militaires dans la foulée du coup d'État de 1980, attribue de larges prérogatives politiques à l'armée. Des juristes de tout bord travaillent sur le projet de l'AKP de doter la Turquie d'une Constitution civile, « conforme aux standards européens », a précisé le ministre de la

Justice sortant Cemil Çiçek. Le président serait notamment élu au suffrage universel.

En termes de politique étrangère, des changements radicaux vont aussi intervenir. Gül, très actif au cours de son mandat de ministre

des Affaires étrangères, veut imprimer sa marque dans ce domaine. La semaine dernière, au cours d'une visite à Ankara de Tariq al-Ashimi, le vice-président irakien, il a annoncé qu'il entretiendrait des relations avec Jalal Talabani, le président de l'Irak. Ahmet Necdet Sezer s'y était toujours refusé, accusant les Kurdes irakiens de soutenir les séparatistes du PKK.

Bruxelles attend du concret

Enfin, concernant les négociations d'adhésion à l'Union européenne, Bruxelles attend des gestes concrets. Depuis deux ans, les réformes sont au point mort. Ahmet Necdet Sezer avait mis son veto aux rares avancées votées par le Parlement, comme la loi sur les fondations religieuses, qui devait permettre la restitution des biens immobiliers confisqués aux minorités non musulmanes par l'État.

Quant aux autres mesures réclamées, le gouvernement d'Erdogan invoquait les élections législatives pour les repousser, bénéficiant de la compréhension de l'UE. Tous ces obstacles levés, « la Turquie doit faire le premier pas car les hommes politiques européens ont adopté la position "wait and see" », juge l'eurodéputé Joost Lagendijk, président de la commission parlementaire UE-Turquie.

Il faut sortir des mesures symboliques dans le domaine des droits de l'homme : lever les restrictions pour la langue kurde, cesser de harceler les minorités religieuses, en particulier les grecs orthodoxes, réformer les lois qui limitent la liberté d'expression... « Le gouvernement doit profiter de l'état de grâce qui suit l'élection pour aller vite », presse Joost Lagendijk. Mais pour convaincre une opinion publique parfois réticente, Ankara aurait bien

besoin d'un message d'encouragement clair de Bruxelles sur sa candidature... La Commission européenne a salué l'élection d'Abdullah Gül, souhaitant qu'elle donne « un nouvel élan » aux négociations.

LAURE MARCHAND

IRAK CRISE POLITIQUE

A Bagdad, M. Maliki tente de sauver son cabinet attaqué de toutes parts

CONFRONTÉ à une crise politique sans précédent, le gouvernement irakien de Nouri Al-Maliki a annoncé, dimanche 26 août, être parvenu à un accord de consensus entre les principales factions du pays qui permettrait de relancer la « réconciliation nationale ».

L'enjeu principal consiste à convaincre l'ensemble des ministres arabes sunnites, démissionnaires depuis le 1^{er} août, d'accepter de réintégrer le gouvernement. Selon un communiqué du président Jalal Talabani, les dirigeants irakiens ont accepté l'une des exigences essentielles du bloc sunnite : réduire les restrictions imposées aux anciens membres du parti Baas de l'ex-dictateur Saddam Hussein. Ont également été acceptées « l'organisation d'élections régionales et la poursuite du dialogue sur les questions qui divisent, comme la réforme constitutionnelle et la loi sur le pétrole ». Les dirigeants irakiens s'engagent aussi à combattre « les terroristes et les milices sans distinction d'affiliation politique ».

Pour symboliser ce retour proclamé à l'unité, M. Talabani, ses vice-présidents chiïte et sunnite, Adel Abdel Mahdi et Tarek Al-Hachémi, le président de la région du Kurdistan Massoud Barzani et le premier ministre chiïte Nouri Al-Maliki ont fait une apparition commune, devenue

rare, à la télévision irakienne. Ces cinq dirigeants constituent le « sommet de crise », qui s'efforçait depuis plusieurs semaines, à coup de réunions quotidiennes, de sortir le gouvernement de l'impasse politique.

Leur annonce a été immédiatement saluée par Washington, estimant qu'il s'agissait là d'« un important symbole de leur engagement à travailler ensemble pour le bienfait de tous les Irakiens ». Deux semaines avant la présentation, devant le Congrès américain, d'un rapport sur la situation en Irak par l'ambassadeur des États-Unis à Bagdad, Ryan Crocker, et le commandant de l'armée américaine en Irak, David Petraeus, et dans un contexte de pressions américaines accrues sur le gouvernement de Bagdad, l'accord annoncé par les dirigeants irakiens apparaît comme le premier progrès significatif depuis des mois de paralysie.

Ces décisions doivent toutefois être encore approuvées par le Parlement irakien et il n'est pas certain qu'elles suffiront à convaincre les ministres démissionnaires de rentrer dans le rang. Partis pour protester contre « leur mise à l'écart systématique dans les décisions politiques », les ministres arabes sunnites accusent M. Maliki de « sectarisme » en s'acharnant, selon eux, sur leur communauté. Ils

ont déjà prévenu que seuls « des actes » les convaincront de sa bonne volonté.

Incapable d'« unifier » les Irakiens

Attaqué de toutes parts dans son pays, M. Maliki a également essuyé une salve de critiques américaines. La candidate démocrate à la Maison Blanche, la sénatrice Hillary Clinton, a demandé sa démission, mercredi 22 août, le jugeant incapable d'« unifier » les Irakiens. A leur retour d'une mission à Bagdad, deux sénateurs, le démocrate Carl Levin et le républicain John Warner, avaient abondé dans le même sens, disant M. Maliki « incapable d'agir indépendamment des leaders religieux et sectaires » avait « totalement failli à sa mission ».

Dans un entretien paru, dimanche, sur le site Internet de *Newsweek*, le ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, a à son tour estimé que « beaucoup de gens pensent que le premier ministre devrait être changé ». M. Maliki avait exigé des excuses et accusé la France de se ranger du côté des partisans de l'ex-dictateur Saddam Hussein. Dans une déclaration, lundi 27 août, à la radio RTL, M. Kouchner a fait marche arrière : « Si le premier ministre veut que je présente des excuses pour avoir interféré dans les affaires irakiennes de façon aussi directe, je le fais volontiers. » ■

CÉCILE HENNION (AVEC AFP.)

Le Monde

Mercredi 29 août 2007

Abdullah Gül, nouvelle ère en Turquie

Le Monde
Jeudi 30 août 2007

Analyse

Sophie Shihab

Il est difficile de surestimer l'importance de l'accession à la tête de l'Etat turc, en toute conformité avec les règles démocratiques et conformément à la constitution du pays, d'un proeuropéen éprouvé, issu du mouvement islamiste. Clôture quatre mois de crise politique ouverte, l'élection au Parlement, mardi 28 août, d'Abdullah Gül à la présidence de la République « *laïque et démocratique* » de Turquie marque un tournant historique, ouvrant de grandes chances pour la Turquie et toute la région, soulevaient des commentateurs locaux.

Il y a quatre-vingt-cinq ans, Mustafa Kemal Atatürk créait, sur les ruines de l'empire ottoman, siège du califat, une nation turque que ses héritiers ont maintenue, en s'appuyant sur l'armée, dans un cadre de laïcité autoritaire et nationaliste. La Constitution adoptée après le radical coup d'Etat militaire de 1980 enracinait ce système, toujours parlementaire, mais avec une présidence de l'Etat dotée de forts pouvoirs, en plus de ses fonctions honorifiques. C'est ce fauteuil, qui était autrefois celui d'Atatürk, qu'occupe désormais, pour la première fois, un homme qui, dans sa jeunesse, aspirait au retour du califat.

Des représentants du courant religieux et conservateur du pays profond, longtemps réprimé, ont certes pu, à partir de 1950, détenir diverses fonctions de pouvoir, dont la présidence avec Turgut Özal à la fin des années 1980. Mais c'est la première fois qu'un parti représentant ce courant, l'AKP - Parti de la justice et du développement, issu d'une scission moderniste en 2001 du vieux parti islamiste turc -, domine sans conteste, non seulement le Parlement et le gouvernement, mais aussi la présidence, chargée de les contrôler.

Il reste aux vieilles élites kémalistes et à leurs partisans, qui ont manifesté par millions au printemps contre la première candidature d'Abdullah Gül, bloquée par les militaires qui le soupçonnent d'avoir un « *agenda islamiste caché* », à faire confiance à ces généraux qui jurent de rester les gardiens de la laïcité et de l'unité du pays. Mais face aux 47 % des voix obtenues par l'AKP aux élections législatives du 22 juillet, avancées pour dénouer la crise, et à sa majorité de 61 % au Parlement, l'armée ne peut plus que s'incliner, elle qui se veut l'âme de la nation, respectueuse de la démocratie. Quitte à limiter désormais ses interventions à ses déclarations épisodiques et à des boycottages de cérémonie officielle.

Un tel retrait de l'armée de la vie politique, sans précédent en Turquie, est facilité par le nouveau climat de tolérance qui semble gagner le pays, bouleversé, il y a peu encore, par des assassinats politiques, par les menaces d'intervention militaire contre les Kurdes d'Irak et autres passions nationalistes attisées par le « *camp laïc* », qui agitait aussi la perspective d'une « *saoudisation* » du pays si l'AKP accédait à la présidence. Des ténors



Abdullah Gül (cravate rouge) arrive au Parlement turc, à Ankara, pour sa prestation de serment, mardi 28 août, après son élection à la tête de l'Etat. Rompant avec la tradition, les chefs militaires, qui continuent d'être hostiles à son élection, ont boycotté la cérémonie. Dans son discours d'investiture, le nouveau président s'est engagé à défendre la laïcité, qu'il a définie comme « *à la fois un modèle qui assure la liberté pour différents modes de vie et une règle de paix sociale* ».

le président neutre de tout le pays. Lors de l'inauguration du Parlement, les nouveaux élus kurdes nationalistes ont démonstrativement serré la main de leurs ennemis du parti d'extrême droite. Et le premier ministre Recep Tayyip Erdogan s'est excusé d'avoir suggéré à un éditeur - dont l'article disait qu'il ne reconnaîtra pas un président « *moustachu qui se gratte le ventre* », c'est-à-dire à l'image des Turcs du peuple... - de quitter le pays. Une description au demeurant déplacée pour l'économiste parfait anglophone qu'est M. Gül, que même les « *laïcs* » seraient heureux de voir les représenter à l'étranger... si ce n'était le foulard islamique porté par son épouse. Laquelle a démenti avoir demandé à un styliste viennois de lui proposer une coiffe « *modernisée* », un sujet dont les médias locaux se sont emparés, délaissant quelque peu - autre signe d'apaisement - les sujets qui divisent le pays.

Compromis ou « grand combat »

Il se confirme ainsi que ces divisions furent beaucoup plus le fait des rivalités de pouvoir entre anciennes et nouvelles élites, alors que la population démontre quotidiennement qu'elle a appris à vivre sa diversité, femmes voilées et découvertes se côtoyant souvent dans les mêmes institutions, les mêmes quartiers voire les mêmes familles. Comme toute nouvelle élite, les cadres de l'AKP ont certes encore des pesanteurs - en témoignent des incidents mis en épingle par les médias, tels le « *risotto cuisiné au vin* » qui indigna un ministre

lors d'un dîner officiel, où les abus de religiosité dans certaines écoles, que l'armée dénonce dans ses communiqués. La compétence manque souvent aussi chez ces cadres provinciaux, mais la direction de l'AKP y veille : M. Erdogan a ainsi fait élire sur ses listes des dizaines de professionnels libéraux venus d'autres horizons, améliorant ainsi sensiblement le niveau général du Parlement, qui en avait grand besoin.

Un progrès d'autant plus nécessaire que cette nouvelle assemblée sera appelée à proposer une nouvelle Constitution, comme le réclamaient en vain depuis des années tous les démocrates du pays. Une Constitution « civile » répondant aux critères européens à la place de la « Constitution militaire » comme est décrite l'actuelle. Ce qui promet encore de vifs affrontements avec l'armée et les tenants de l'orthodoxie kémaliste. Mais beaucoup de tenants de celle-ci, membres du Parti républicain du peuple (CHP), qui reste le premier parti d'opposition, semblent décidés à rompre avec sa direction figée dans un nationalisme anti-occidental, pour former enfin un parti réellement social-démocrate, indispensable à l'enracinement de la démocratie dans le pays.

La réussite de ce projet permettrait aux historiens, à l'avenir, de qualifier « l'époque ouverte le 28 août 2007 d'ère du compromis entre laïcs et religieux, où le voile islamique fut toléré mais jamais imposé, où la Turquie devint plus forte, plus riche et plus démocratique », a estimé l'éditorialiste Mehmet Ali Birand. Son échec, par contre, pourrait, selon lui, marquer le début du « grand combat » entre ces deux composantes de la Turquie, qui deviendrait si faible qu'elle ne pourrait plus résister aux pressions nationalistes kurdes et finirait comme un des « pays divisés » de la région. Un scénario-catastrophe aux yeux des Turcs, souvent obsédés par la menace de désintégration de leur pays. Mais le scénario du succès serait aussi bénéfique pour l'Europe et toute la région, si des partis islamistes, du pourtour méditerranéen par exemple, parvenaient, en évoluant à l'exemple de l'AKP, à forcer l'ouverture politique dans leurs pays respectifs. ■

Le Monde

Jeudi 30 août 2007

IRAK DES COMBATS ENTRE MILICES CHIITES RIVALES FONT PLUS DE 50 MORTS À KERBALA



Des secouristes évacuent un homme blessé, mardi 28 août, dans la ville sainte chiite irakienne de Kerbala, où de violents combats entre milices rivales ont fait au moins 52 morts et une centaine de blessés. Les affrontements ont semé la panique parmi une foule de pèlerins venus célébrer l'anniversaire de la naissance, au IX^e siècle, du dernier imam chiite, Mohammed Al-Mahdi. Les combats ont, semble-t-il, opposé des combattants fidèles à l'imam radical chiite Moqtada Al-Sadr, probablement des miliciens de l'Armée du Mahdi, et des policiers liés à

une milice chiite rivale, l'organisation Badr, bras armé du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII). Tandis que les autorités irakiennes organisaient l'évacuation des centaines de milliers de pèlerins, l'imam Sadr a lancé un appel au calme. Les mausolées des imams Hussein et Abbas, qui figurent parmi les lieux les plus sacrés de l'islam chiite, ont été endommagés par les fusillades. Le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, s'est rendu sur place, mercredi, et a ordonné un couvre-feu illimité dans la ville sainte. — (AFP, Reuters.)

AP



Accord vers la réconciliation nationale

29 août 2007

Selon la présidence irakienne, cinq dirigeants chiites, sunnites et kurdes du pays se sont mis d'accord sur des dispositions qui pourraient spectaculairement relancer la réconciliation nationale. Cette annonce survient alors que jamais la pression n'a été aussi forte, notamment aux Etats-Unis, sur le Premier ministre al-Maliki, accusé d'avoir échoué à mettre en place la réconciliation nationale. Dix-sept ministres sur 41 boycottent aujourd'hui son gouvernement. Washington a réagi en parlant d'un « important symbole ». Mais pour certains chiites, il s'agit avant tout d'une opération de relations publiques.

L'information est venue dimanche soir du bureau de la présidence irakienne, et a ensuite été relayée à la télévision par des images inédites d'unité nationale : un accord vers l'unité nationale a été trouvé, ont annoncé côte à côte lors d'une conférence de presse le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki, le président Djalal Talabani, un Kurde; le vice-président Tarek al Hachemi, un sunnite; le vice-président Adel Abdoul-Mahdi, un chiite; et Massoud Barzani, président de la région semi-autonome du Kurdistan.

Le texte sur lequel ils se sont engagés remplacera la loi de débaasification (du nom du Baas, l'ancien parti de Saddam Hussein) adoptée en 2003 ; il permettra aux anciens membres du parti Baas d'intégrer des postes à responsabilité dans l'armée ou la fonction publique. Cette réhabilitation des anciens baasistes faisait partie des exigences du bloc sunnite.

L'accord prévoit aussi l'organisation d'élections régionales, une demande spécifique de Washington ; il prévoit une collaboration accrue de toutes les parties avec les forces de sécurité, pour mettre la fin à la violence endémique.

Enfin, le texte engage ses signataires à continuer le dialogue sur d'autres points de friction entre les principaux chefs irakiens, comme la réforme constitutionnelle, ou la loi sur le pétrole.

Il s'agit donc d'un effort sans précédent pour sortir le pays du blocage politique. Le texte doit encore être adopté par le Parlement. Washington a immédiatement exprimé sa satisfaction, parlant d'un « important symbole ».



(de g à d) Le kurde Barzani, le Premier ministre al-Maliki, le président Talabani et le vice-président Abdel Mahdi ont signé un accord politique entre Kurdes et chiites le 16 août. Mais aucune réconciliation nationale, aucun arrêt des violences ne pourra se faire sans les sunnites.
(Photo : AFP)

Un accord très attendu

Cet accord, qui relance le processus de réconciliation nationale, intervient alors que la situation est particulièrement sensible pour le Premier ministre al-Maliki : un rapport des renseignements américains a récemment estimé que les dirigeants irakiens étaient dans l'incapacité de gouverner, et que cette impuissance allait vraisemblablement perdurer.

De leur côté, plusieurs hauts responsables

démocrates et même républicains ont publiquement mis en cause son action. Le soutien de George Bush lui-même a paru hésitant la semaine dernière, à quelques dizaines de jours du très attendu rapport Petraeus sur l'action américaine en Irak et la situation dans le pays.

L'accord représente donc aussi une manière de contre-attaque de la part de Nouri al-Maliki; un peu plus tôt dans la journée, il avait demandé des excuses publiques à Hilary Clinton et Carl Levin, qui suggèrent son remplacement.

Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, est lui aussi sommé de présenter ses excuses, pour avoir également demandé son départ, dans une interview à l'hebdomadaire Newsweek ; des propos minimisés par le Ministère de la défense.

Un accord réel ou pour donner le change ?

Tout dépendra maintenant des sunnites, et de l'accueil qu'ils feront à ce texte. Tarek al-Hachemi a participé aux discussions en tant que vice-président, mais son accord n'engage pas le parti islamique irakien. Certains chiites ont d'ailleurs déjà pris leurs distances avec le texte, parlant d'une opération de relations publiques du président Talabani.

Il est certain qu'à deux semaines du rapport Petraeus, les autorités irakiennes ont tout intérêt à montrer qu'elles sont actives et qu'elles avancent. C'est à l'issue des débats autour de ce rapport que le Congrès américain se prononcera sur l'opportunité d'entamer le retrait partiel des troupes américaines.

Huit rebelles kurdes tués lors de combats dans le sud-est de la Turquie

ANKARA, 29 août 2007 (AFP) - 18h23 - Huit rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués mercredi lors de combats dans le sud-est anatolien, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Les affrontements ont eu lieu dans une zone rurale de la province de Siirt, près de la localité de Pervari, où les forces de sécurité ont lancé une opération sur la base d'informations fournies par un rebelle qui venait de se rendre aux autorités, a indiqué le gouvernorat de Siirt, cité par Anatolie.

Un membre d'une milice supplétive de l'armée a été légèrement blessé dans l'accrochage, a ajouté cette source, précisant que l'opération se poursuivait.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne, a accru depuis le début de l'année ses attaques dans le sud-est anatolien, où la population est en majorité kurde. Le conflit kurde de Turquie a fait plus de 37.000 morts depuis le début, en 1984, de l'insurrection menée par le PKK.

L'imam chiite irakien Moqtada Al-Sadr appelle à la trêve

L'IMAM chiite antiaméricain Moqtada Al-Sadr a appelé, mercredi 29 août, ses miliciens de l'armée du Mahdi à « suspendre toutes ses opérations » militaires pendant six mois en Irak, après avoir été mis en cause dans des affrontements qui ont fait au moins 52 morts, la veille, dans la ville sainte chiite de Kerbala.

Selon un porte-parole de l'imam,

Ahmad Al-Chaibani, cette trêve a pour objectif de « réorganiser l'armée du Mahdi », dans un effort « pour éliminer des rangs du mouvement les éléments indisciplinés ». La portée de cette initiative doit encore être mesurée dans les faits. Les spécialistes estiment en effet qu'une partie des troupes de l'armée du Mahdi échappe totalement à l'autorité de ses chefs, dans un contexte où le Sud irakien est devenu le théâtre de luttes d'influence meurtrières entre groupes chiites rivaux.

Le mouvement sadriste a régulièrement été accusé par Washington de se fournir en armes auprès de l'Iran et d'alimenter les violences confessionnelles qui

opposent chiites et sunnites en Irak. Depuis le début de l'année, le gouvernement irakien, appuyé par l'armée américaine, a lancé plusieurs assauts contre sa milice, notamment dans sa place forte de Sadr City, en bordure de Bagdad. Ces mesures avaient conduit, en avril, les cinq ministres sadristes à démissionner du cabinet du premier ministre Nouri Al-Maliki.

L'annonce de cette trêve pourrait signifier une tentative de réconciliation entre M. Maliki et ses anciens alliés. Les dirigeants sadristes, a récemment affirmé le président irakien Jalal Talabani au Monde, ont récemment renoué le dialogue avec M. Maliki et seraient prêts à réintégrer son gouvernement. ■

ISRAËL-KURDISTAN

Une amitié qui doit rester discrète

En reportage au Kurdistan irakien, Tzvi Barel, l'envoyé spécial du quotidien de gauche israélien, a été frappé par les témoignages de sympathie et d'amitié exprimés par la population à l'égard d'Israël.

HA'ARETZ
Tel-Aviv

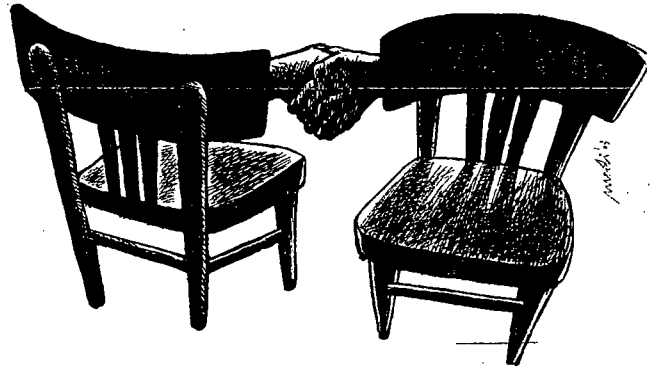
Vous voulez une réponse publiable ou une vraie réponse ?" me demande un haut responsable du gouvernement régional kurde. Je lui dis que je veux les deux. "Pour la publication, je vous dirai que les circonstances politiques ne rendent pas aujourd'hui possible le maintien de relations indépendantes avec Israël. L'Irak forme un seul pays, qui comprend la région kurde, et la décision doit être prise à Bagdad." Mais sa réponse "off the record" est tout autre : "Nous voudrions vraiment développer nos relations avec vous, mais pas publiquement. Et, si vous voulez nous aider, ce ne sont pas les moyens qui manquent."

Les liens entre Israël et les Kurdes se sont rompus d'un seul coup au beau milieu des années 1970. Depuis, Israël a quitté la scène. Mais pas les mémoires. A chaque coin de rue et dans chaque bureau, lorsque les conditions me permettent de dire que je viens d'Israël, les gens lèvent le pouce pour me féliciter, quand ils ne prononcent pas le mot "brother" [frère]. Dès que l'occasion se présente, on me

parle longuement de tel ami ou voisin juif qui a émigré en Israël [au début des années 1950 ou après la prise de pouvoir du parti Baas, en 1968].

Le souvenir et la nostalgie de l'amitié avec Israël sont d'autant plus vifs que la liste des demandes kurdes est particulièrement longue : un système de crédit et d'assurance ; une ingénierie agronome du type de celle qu'Israël vend à la moindre des tribus d'Afrique, du Caucase ou d'Asie ; des échanges de scientifiques et d'universitaires ; des bourses pour les étudiants ; des dons de livres médicaux pour ne plus dépendre de la médecine sous-développée de la région.

Comme le Kurdistan fait partie de l'Irak, on ne coupera pas de ruban lors-



▲ Dessin de Medi Belortaja, Albanie.

qu'un projet israélien sera inauguré, même si les Kurdes honnissent le régime de Bagdad. Le Kurdistan reçoit son budget du budget irakien, et le pétrole et le gaz viennent toujours d'Irak. Si les Kurdes veulent maintenir leurs liens avec l'Irak, c'est parce que ce pays est l'entrée et l'issue uniques d'une économie kurde qui, sans cela, n'aurait pas d'alternative si la Turquie venait à fermer sa frontière. Les Kurdes sont également les "amis" forcés de la Syrie, entre autres par souci pour la minorité kurde opprimée par Damas. Dans un tel contexte, rien d'étonnant à ce qu'il leur soit impossible d'embrasser Israël en public.

Israël ne pourra pas davantage faire de la "com" sur l'aide qu'il apporte aux Kurdes, ni les responsables du ministère des Affaires étrangères israélien faire état de leurs contacts dans leurs rapports officiels. Mais les Kurdes, eux, en prendront bonne note. Tout à sa quête d'amis dans le monde, Israël n'a jamais éprouvé de dégoût pour ses amis corrompus ou criminels du type de ceux d'Amérique du Sud ou d'ex-Union soviétique. Pourtant, il a cyniquement décidé de prendre ses distances avec les Kurdes. Et à présent

il craint qu'une restauration des liens avec eux ne vienne mettre à mal sa relation stratégique avec la Turquie, laquelle - c'est un comble - fait pourtant de bonnes affaires avec le Kurdistan irakien.

Israël ne veut pas, en outre, heurter les intérêts américains. Washington considère que les aspirations fédéralistes kurdes cachent mal leur volonté de saper l'unité de l'Irak à laquelle aspirent les Américains. Israël soupèse aussi le bénéfice qu'il y aurait à renouer les liens avec les Kurdes et n'est manifestement pas convaincu qu'un tel acte diplomatique serait plus fort que la construction d'une antenne capable de guetter les cieux irakiens et iraniens. Les liens avec les Kurdes ne devraient pas être laissés à l'appréciation de décideurs réfléchissant uniquement en termes de retour immédiat. Ils devraient être fondés sur des investissements à long terme, en particulier sur notre belle amitié toujours vivace au Kurdistan. Israël, qui est passé maître dans l'art de vendre sa détresse et qui a toujours demandé au monde de rejeter toute considération fondée sur des intérêts triviaux, semble frappé d'amnésie.

Tzvi Barel

This is no time for threats against Iran

INTERNATIONAL
Herald Tribune August 31, 2007

President Nicolas Sarkozy of France made the wrong gesture at the wrong time by brandishing the possible use of force against Iran's nuclear weapons program in his first major foreign policy address.

The United States and its allies need to be stepping up their efforts to resolve the serious dangers posed by Iran through comprehensive negotiations and increased international economic pressure, not by talking about military action.

Sarkozy, who has previously said that France would not join Washington in military action against Iran, did not exactly endorse an attack on Iran's nuclear facilities in his speech on Monday. He asserted that a nuclear-armed Iran would be "unacceptable" and reaffirmed support for the diplomatic initiative by the United States, France and other world powers.

That initiative involves the imposition of UN-mandated sanctions against Iran while offering significant political and economic benefits if Iran stops enriching

uranium. It is a deal Tehran so far has refused.

What's scary is that his comments may reflect his understanding of where American policy is headed. Far closer to Washington than his predecessor, Sarkozy just spent time with President George W. Bush on vacation in Maine. His remarks, reflecting his blunt, no-nuance style, will be read as a warning to Tehran and to countries reluctant to increase the penalties for Iran's nuclear ambitions.

The message: If the diplomatic initiative fails, Iran will have nuclear weapons or there will be military action to prevent it.

Bush added to the bullying Wednesday by suggesting the nuclear

threat from Iran was a justification for keeping American troops in Iraq.

Unvarnished comments like Sarkozy's are likely to backfire in Iran, stoking nationalist sentiment to the advantage of hard-line leaders, like President Mahmoud Ahmadinejad, who stand up to the West and resist compromise. They may also be read by Bush administration hawks as a sign of growing European acceptance of the military option.

France has

shown impressive diplomatic resolve and should be cashing that in for further diplomatic pressure on Iran. Sarkozy should not give Bush any

excuse to lessen the diplomatic push.

The chance of persuading Tehran to forsake nuclear weapons at this point may be slim. But the international community has at least one more opportunity to intensify sanctions.

Over the past few years, the United States, Britain, France and Germany have made remarkable strides in forging an international consensus opposed to Iran's nuclear weapons program.

But for that to translate into effective sanctions, the UN Security Council must remain united.

Tehran made a deal this month with inspectors at the United Nations to resolve questions over Tehran's nuclear program that is just another pretense of addressing international concerns.

China and Russia, the main obstructionists on the Security Council, will try to use that deal as another excuse to resist tougher sanctions.

The United States and its allies must creatively push for the maximum sanctions possible. This is the time for robust diplomacy, not threats.

Chances of persuading Tehran to forsake nuclear arms are slim, but they still exist.

Iraq warns Iran over shelling of Kurdish areas

REUTERS

BAGHDAD, Aug 28, 2007 (Reuters) - Iraq's government on Tuesday demanded Iran stop shelling Kurdish areas inside Iraq's northeastern border, warning that relations would be hurt, the Iraqi Foreign Ministry said.

Iraqi Kurdish officials have complained about cross-border shelling from neighbouring Iran since the middle of the month.

Cross-border skirmishes occasionally occur as Iraq's neighbours Turkey and Iran combat Kurdish separatist rebels operating from bases in Iraq's mountainous northern region of Kurdistan.

Iraqi Deputy Foreign Minister Mohammed al-Haj Hamoud summoned the Iranian ambassador on Tuesday to protest about the shelling, the Foreign

Ministry said in a statement.

"The deputy foreign minister demanded the Iranian side immediately cease these attacks," the statement said. "The affair would affect negatively the good neighbourly relationship between the two countries."

The government in Iraq's largely autonomous Kurdistan region said on Tuesday that 450 families from 20 villages along the border had been evacuated because of shelling.

The Iraqi side of the border area is believed to be home to Kurdish PJAK militants seeking autonomy for Kurdish regions of Iran. There has been no official comment from Tehran about the shelling.

Turkish troops kill 8 Kurdish rebels in SE Turkey

REUTERS

ISTANBUL, Aug 29 (Reuters) - Turkish soldiers killed eight Kurdish guerrillas in a clash in the southeastern province of Siirt on Wednesday, state-run Anatolian news agency said.

It quoted a statement from the provincial governor's office as saying the clash with the Kurdistan Workers Party (PKK) militants came during an operation in the region, supported by a state-sponsored village guard militia.

The operation was launched based on the confessions of a PKK fighter who had surrendered to the armed forces, the statement said. It said one village

guard was slightly injured in the clash.

The PKK took up arms against the state in 1984 with the aim of carving out an ethnic homeland in southeast Turkey. More than 30,000 people have died in the conflict, which subsided after the capture of the group's leader Abdullah Ocalan in 1999.

However, fighting has flared up again in the last couple of years with large numbers of the militants crossing the border from northern Iraq, where they are holed up in mountain bases.

Chicago Tribune

By Liz Sly | Tribune foreign correspondent August 31, 2007

In vulnerable, remote north, Iraqis await a vote on future

MAKHMUR, Iraq - Fears are rising in this dust-bowl town, where the mercury routinely hits 120 degrees in summer, and hopes are just as high that Makhmur soon will become part of the relatively safe region of Kurdistan. Makhmur currently lies in the mostly Sunni Arab province of Nineveh and is one of several areas that Kurds hope will vote, along with the oil-rich city of Kirkuk, on whether to join the adjacent autonomous Kurdistan region in a referendum due to be held by the end of this year.

Among those areas is the mostly Yazidi community near Sinjar in northwestern Iraq, which was struck this month by the worst suicide attack of the war so far -- up to 500 people are reported to have died. Though no direct link has been made between that attack and the referendum, Makhmur's own bloody encounter with the war this spring suggests such communities are at increased risk.

In May, a suicide bomber drove an explosives-laden truck piled with bags of flour into Makhmur's local government offices, killing 38 people, injuring more than 150 and shattering the relative calm that had prevailed in this corner of Iraq.

Five Sunni Arabs were arrested in the attack, one of them from the Makhmur district. The suspects told interrogators that Al Qaeda in Iraq had issued orders to attack areas where the referendum is to be held, to prevent it from going ahead, according to the town's acting mayor, Barzan Said Kaka.

The bombings heightened a sense of urgency among the town's mostly Kurdish residents that the referendum should proceed quickly so they can be absorbed into the relatively secure borders of the Kurdish enclave. "We wish they would hurry up.

Everyone is getting very upset," said Karwan Qadir, 22, of Karwan's Refreshments on Makhmur's tiny main street. "We are Kurds and we feel like we are part of Kurdistan." The goal of the referendum is first to reverse the process known as Arabization embarked upon by Saddam Hussein, under which Kurds were expelled from Kurdish areas and replaced by Arabs, and then to allow those areas to vote on becoming part of the semiautonomous region of Kurdistan.

The referendum is most often associated with the oil-rich city of Kirkuk, which is also home to tens of thousands of ethnic Turkmens, Sunni and Shiite Arabs and Assyrian Christians who have differing views on joining Kurdistan. Property claims slow progress Arabization began in Kirkuk in the early 1970s, and the first stage of the referendum process involves untangling a web of competing property claims dating back decades.

In Kirkuk, the committee established to implement the referendum is using as its baseline Iraq's 1957 census. That showed a plurality of Kirkuk's residents being of ethnic Turkmen origin, though a majority of those in surrounding villages are Kurdish. Anyone who moved to Kirkuk within the past 50 years could, therefore, be deported. The Kurds say no one will be forcibly removed from their homes, and Arabs who volunteer to leave are being offered \$15,000 in compensation, but the process has resulted in thousands of forced departures, according to Arabs and Turkmens in Kirkuk as well as human-rights groups.

A delay now seems inevitable, says committee member Ahmed al-Baraq, because there isn't time to resolve the estimated 36,000 remaining property disputes

before December. The process was due to have been completed by May, but since the committee was formed a year ago it has settled only about 3,000 cases. There are other issues to be decided, including where the referendum is to be held. The constitution states only that it should take place in "Kirkuk and other disputed territories," leaving open the question of which territories are disputed.

The Kurdish regional government has identified at least half a dozen other towns and districts that it claims should be allowed to vote on becoming part of Kurdistan. They stretch along an arc of oil-rich, fertile territory from Khanaqin, to the east of Baghdad in Diyala province, to Sinjar in the far northwest. But no consensus has been reached with Arabs and Turkmens on the committee on which locations should vote.

In Makhmur, where Arabization did not begin until the late 1980s, the issues are more straightforward. Makhmur belonged to the province of Irbil until 1991, when the town found itself on the wrong side of the front line of the Kurdish uprising that led to the establishment of a UN-protected haven for Kurds. In 1996, Hussein attached Makhmur to Nineveh province. "It is safer in Kurdistan"

Though Hussein's army forced tens of thousands of Makhmur's Kurds from their homes, most of the Arabs who replaced them fled when U.S. forces and their Kurdish pesh merga militia allies arrived in 2003, according to the mayor and Makhmur residents. Human-rights groups reported at the time that many Arabs were forced to leave. Today, Makhmur is a virtual extension of Kurdistan. Though it is about 15 miles beyond the official Kurdish border, Kurdish pesh merga forces control the area

alongside Iraqi forces. At Iraqi checkpoints, the soldiers wear Iraqi uniforms, but they fly the Kurdish flag.

About 80 percent of Makhmur's residents are Kurdish, and the Arabs who live there are original inhabitants who won't be obliged to leave, said Kaka, the acting mayor, speaking from his temporary office in the Education Department, where the windows haven't been replaced since May's blast nearby destroyed the mayor's headquarters.

Arabs interviewed in Makhmur said they would be happy to become part of Kurdistan. "I will vote yes," said Ayub Sabah, 25, pulling from his pocket a document showing that he was registered at birth as a resident of Irbil province, in Kurdistan. "It is safer in Kurdistan and maybe we will get better services."

However, the district of Makhmur includes 140 other villages, most with sizable Arab populations whose attitude toward becoming part of Kurdistan is less clear. Safety is the key reason cited by the Kurds in the town of Makhmur for their frustration at the slow progress of the referendum. Because they are part of Nineveh province, they are required to travel to Mosul for all official business, along roads controlled by insurgents.

Most residents don't dare go there, and they try to conduct all their affairs across the border in Kurdistan. "If you travel to Mosul you will be kidnapped and no one will ever find you again," said restaurant owner Kameran Haidar, 36. "This area is protected by pesh merga but if you go 10 kilometers [6 miles] from here, it is all controlled by Al Qaeda [in Iraq]."